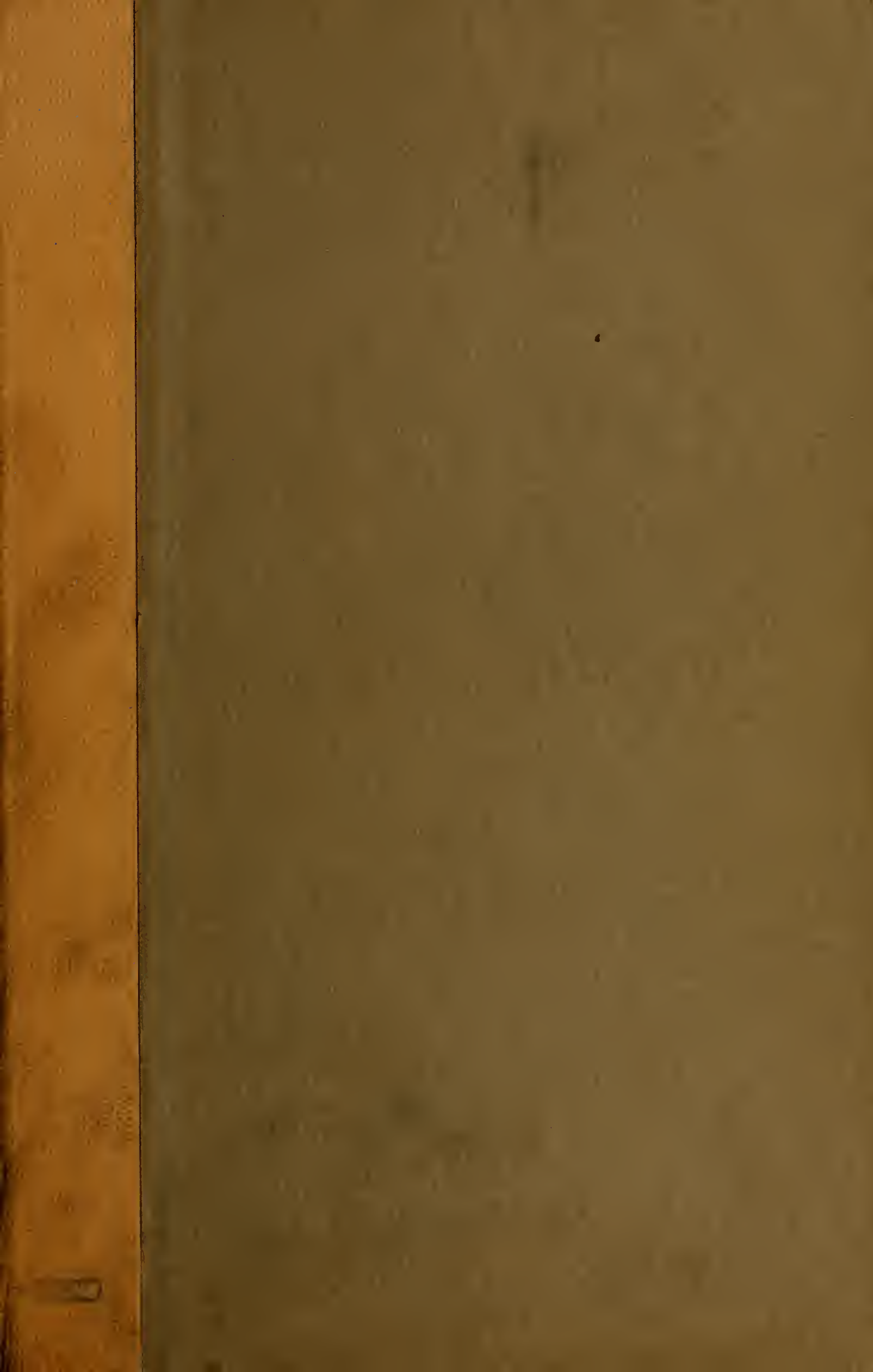


AFFAIRES DE L'ANGLETERRE ET DE L'AMÉRIQUE.

N°. LVII.

On souscrit à Paris chez PISSOT, *Libraire, Quai des Augustins.*

L'Abonnement pour vingt Numéros, commençant par le quarante-uniéme; est de 24 liv. pour Paris, & de 32 liv. port franc, pour la Province.

On trouve chez le même Libraire, les quarante premiers Numéros, formant les deux premieres années.



A ANVERS.

M. DCC. LXXVIII.

que l'Irlande, elles ne reconnoissent aucun acte de ce Parlement à moins qu'elles n'y soient mentionnées. Leur gouvernement chez la plûpart est modellé sur celui d'Angleterre. Elles ont un Gouverneur qui représente le Roi; elles ont leurs Cours de justice, qui, dans le cas d'appel, ressortissent directement au Conseil du Roi: leurs assemblées générales leur tiennent lieu de Chambre des Communes: leur Conseil d'Etat, est pour eux celle des Pairs. De concert avec le Roi ou le Gouverneur qui le représente, elles peuvent créer des loix conformes à leurs besoins instants; mais par les statuts de Guillaume III. il est expressément déclaré que » *toute loi ou coutume accréditée dans les Colonies, qui se trouveroit être contraire à toute autre loi faite, ou que l'Angleterre jugeroit à propos de faire relativement à ces mêmes Colonies, seront de nullité absolue* «.

1776. Juin, Juillet & Août.

Dans un autre endroit M. Blackstone dit: » l'Angleterre ne connoît rien sur la terre qui ait une autorité égale à un acte de Parlement; il force à l'obéissance tous les sujets répandus sur l'étendue des territoires appartenans à la Couronne; il assujettit le Roi lui-même, si Sa Majesté y est nommée «.

Dispositions du Conseil du Roi, d'après les papiers Anglois.

» Quoique les Ministes & leurs partisans

1776. Juin, Juillet & Août.

ſoient toujours prêts à aſſurer que les préparatifs des François & des Eſpagnols n'ont point pour objet une guerre avec la Grande-Bretagne ; néanmoins ils ont donné lieu à quelques vifs débats dans l'intérieur du Cabinet. Le Lord Clare a déclaré qu'il penſoit que le but de la Maiſon de Bourbon étoit certainement de rompre avec l'Angleterre ; & que ſi elle refuſoit de donner une réponſe poſitive & cathégorique, on devroit, ſuivant les principes de la ſaine raiſon, regarder ce refus comme une déclaration de guerre. Le Chevalier Gilbert Elliot a fait connoître qu'à certains égards il étoit de même avis ; mais les timides conſeils du Lord Mansfield ont prévalu ; & en conſéquence il a été expedié des ordres au Lord Stormont de négocier ſur l'ancien pied «.

» Après la délibération ſuſdite, le Roi a fait part à M. Wedderburne de ce qui s'étoit paſſé, & lui a demandé ſon avis. Il n'a pas conſeillé de prendre un parti violent ; mais il a déclaré qu'il croyoit qu'on devoit à tout événement ſe préparer pour le pis, en entretenant une forte eſcadre de vaiſſeaux de ligne prête à faire voile de Spithead, ce qui ſelon lui étoit le ſeul moyen d'éviter une guerre, étant bien convaincu que la France n'en entreprendra pas une, ſi elle trouve l'Angleterre convenablement armée «.

» Le Roi a eu un entretien avec le Lord Sandwich ſur l'état de la marine, en con-

séquence de la susdite représentation ; mais on ignore quel en a été le résultat. Ce Ministre a toujours dit qu'il pourroit avoir vingt vaisseaux de ligne prêts à mettre à la mer dans l'espace d'un mois ; & il est bon d'observer que depuis quelques semaines on a employé dans les chantiers sur les vaisseaux de ligne, un grand nombre d'ouvriers, qui auparavant travailloient aux frégates «.

1776. Juin, Juillet & Août.

» Le Lord Sandwich prétend que les préparatifs de la France ne sont que de purs gasconades françoises ; & que cette Puissance ne pourroit pas armer complettement dix vaisseaux de ligne dans l'espace de six mois, ce qui est bien loin de vingt ou trente que l'on dit être actuellement en état de servir dans les ports de France. S'il regle sa conduite d'après ces avis, il peut se tromper aussi lourdement que quand il a assuré dans la Chambre des Pairs que les Américains étoient tous des poltrons.

Ce fut le 10 Août que les premieres nouvelles de la déclaration de l'indépendance Américaine percerent dans les papiers publics. Ces papiers en prirent occasion de dire qu'une partie du Ministere, appuyée de l'avis de David Hume, du Docteur Smith, & du Chevalier James Stuart, inclinoit pour faire la paix avec l'Amérique à quelque prix que ce fût, tandis que les autres insistoient pour que la guerre fût poussée avec la plus grande vigueur, sans prendre garde à la dépense.

1776. Juin, Juillet & Août

Il ne restoit pourtant plus dans l'Echiquier qu'un demi-million de toutes les sommes octroyées dans la derniere session. L'artillerie de fer étoit haussée de cinq shellings par quintal; les vaisseaux du commerce des Isles ayant enlevé de grandes quantités de cette espece de canons pour la sûreté de leur navigation, dont jusqu'ici le gouvernement a paru peu s'inquiéter.

Il y eût le 12 Août à Vindsor une fête splendide pour célébrer l'anniversaire de la naissance du Prince de Galles, qui venoit d'entrer dans sa quinzieme année, celle de sa majorité. [Il est remarquable que le moment où ce Prince a été reconnu habile à regner ait été aussi celui ou treize grandes Provinces ont abjuré sa future domination. Cela n'a pas empêché que le Roi & la Reine n'aient reçu les complimens de la Noblesse & des Ministres étrangers, que la fête n'ait été célébrée avec autant de gaité que de magnificence, & qu'il n'y ait eu à Vindsor le 21 une grande joûte de bateaux (Rigatta) que leurs Majestés ont honoré de leur présence.

Sur la demande de l'Alderman Lée, le Lord-Maire fit arrêter le sieur Roff, Bas-Officier sur le vaisseau qui avoit amené le Corsaire Américain l'*Yankée*. Les mauvais traitemens que l'on faisoit souffrir à fond de cale au sieur Johnson, Capitaine du Corsaire & à ses consorts, avoient excité la compassion

de l'Alderman, qui avoit peut-être exprimé son indignation avec quelque chaleur, étant ému de l'appréhension que les Américains n'usassent de représailles envers les Anglois leurs prisonniers. Le sieur Ross avoit lu dans les papiers publics une lettre au Lord-Maire du 5 Août, où on lui reprochoit sa barbarie; il se persuada que M. Lée en étoit l'auteur, & sans autre fondement il alla l'insulter à la Bourse & lui faire des menaces, qui autoriserent l'Alderman à invoquer le bras de la justice pour jouir de sa sûreté personnelle. Le 15, le sieur Ross fut remis en liberté, en s'engageant, sous une caution de deux mille livres sterling, à se (*a*) représenter aux premieres sessions de quartier, pour être jugé.

1776. Juin, Juillet & Août.

Le 14, le Lord Shelburne fit sa cour au Roi & prit congé de Sa Majesté, étant sur le point de faire une tournée en France. — Il y avoit plusieurs années qu'il n'avoit paru à la Cour.

[Dans les débats de la session de 1776 & 1777, on a vû quel étoit l'objet de son voyage. Il se fit beaucoup valoir des informations qu'il avoit prises dans les ports mêmes sur l'état des forces navales de la France. On pourroit dire ici, comme les Genevois, en voyant sur le registre de leurs portes le

[*a*] C'est ce qu'il n'a point fait, & M. William Lée, frere du Député du Congrès en France, a eu la générosité de ne point suivre la coutumace.

nom de leur Saint Evêque qui s'étoit hazardé
1776. à passer par leur Ville : *qu'il y revienne.*]
Juin, Juillet & Août.

Le 19 Août, commença l'exécution du reglement pour les monnoies d'or. A compter de ce jour les guinées pesant moins de cinq *Penny-weights* & 8 grains, ne peuvent pas rester en circulation. Il en est de même des demies-guinées & quarts de guinées, suivant leur proportion.

Le Parlement d'Irlande est prorogé du 20 Août au 29 Octobre.

Jean Clark est nommé Gouverneur général de la Province de Sénégambie, & Lieutenant-Colonel-Commandant du corps Africain servant au Sénégal, sur la démission du Colonel O-Hara.

La Cour reçoit le 21 Août les dépêches apportées par le Capitaine Hope de la part du Général Clinton, sur la mauvaise issue de son expédition à Charles-Town. Il étoit accompagné du sieur Reeves, Secrétaire du Général. Cette nouvelle fit hausser les fonds, parce qu'on se flatta un moment qu'elle décideroit le Roi à renvoyer ses Ministres. Le Doyen Swift avoit fait la même remarque à la mort de la Reine Anne.

Le 21, fut publiée une nouvelle proclamation du Roi pour étendre jusqu'au 31 Octobre le terme dans lequel sont promises les gratifications aux matelots qui s'enrollent de bonne volonté : elles sont de 3 livres sterling pour les bons matelots, & de 2 livres pour les

matelots ordinaires, les uns & les autres au-dessous de 50 ans & au-dessus de 18 Ces gratifications avoient été accordées le 22 Mars. 1776. Juin, Juillet & Août.

Le Lord Cathcart étant mort, le Comte de March est nommé pour le remplacer en qualité de Lord grand Commissaire du Roi à l'assemblée générale de l'Eglise d'Ecosse & premier Lord Commissaire de police dans le même Royaume.

Le Lord Suffolk & le Lord Germaine prennent chacun une maison à Richmond pour être plus à portée de faire leur cour au Roi, qui ne sort point, même pour se promener, qu'il ne soit accompagné de l'un ou de l'autre de ces Ministres, qui cependant ne sont point amis.

Le terme de la défense d'exporter de la poudre à tirer, du salpêtre, des armes, &c. est prolongé jusqu'au 23 Novembre.

M. David Hume est mort le 25 Août à Edimbourg. Cet Auteur, si célebre par ses écrits historiques & philosophiques, avoit commencé sa carriere politique en 1746 en qualité de Secrétaire du Général Saint Clair à l'expédition du port l'Orient : il fut ensuite Secrétaire du Lord Hertford, pendant que ce Seigneur étoit Ambassadeur à Paris ; &, lorsque le Général Conway fut dans le Ministere, il remplit sous lui le poste de Sous-Secrétaire d'Etat. Depuis ce tems, il s'étoit retiré en Ecosse, sa patrie. Dans ses derniers momens il exhorta le Gouverneur John-

1776. Juin, Juillet & Août.

ſtone (*a*) ſon ami, à perſévérer dans la défenſe de la cauſe des Américains, comme fondée ſur les principes qui ſont l'eſſence de la Conſtitution Angloiſe.

Le Parlement eſt prorogé du 5 Septembre au 15 Octobre.

Les Seigneurs Commiſſaires, qui par ordre de Sa Majeſté ont tenu la prorogation, étoient l'Archevêque de Cantorbery, le Lord Mansfield, comme Orateur en l'abſence du Grand Chancelier & le Lord Sandwich. Les Communes étoient repréſentées par le ſieur Hatſell, premier Clerc de cette Chambre & ſes autres Clercs; mais pas un des Membres ne s'y trouva.

Pêcherie de Terreneuve.

Suivant une lettre de Dartmouth du 26 Août, la pêcherie de terreneuve a été auſſi bonne cette année que celle du Groënland. Le Marchand qui écrit ſe flatte que le débit y répondra, ſur ce que les Américains n'ayant pû faire leur pêche, ils ne pourront point nuire à la vente des Anglois en Europe, comme ils le faiſoient toujours, même en donnant leur poiſſon à vingt pour cent au-deſſous du prix Anglois. Ils s'équipoient à beaucoup meilleur marché en Amérique,

[*a*] C'eſt celui qui en 1778 a été envoyé au Congrès en qualité de Commiſſaire, avec le Lord Carliſle & M. Eden, autre Gouverneur.

non ſeulement en proviſions mais auſſi en vaiſſeaux, en matelots & en ouvriers. 1776. Juin, Juillet & Août.

Proclamation du Roi en date du 28, pour faire renouveller les paſſe-ports délivrés aux vaiſſeaux qui commercent dans les parties où croiſent les ſujets des Régences Barbareſques, les anciens ne pouvant avoir de valeur que juſqu'au 31 Août 1777, & pour ceux délivrés aux vaiſſeaux du commerce de l'Inde qui ſont expoſés ſur leur route, juſqu'au 13 Août 1779. La derniere proclamation pour cet objet étoit du 22 Février 1765, & le terme preſcrit pour renouveller étoit le premier Février 1776. C'eſt l'Amirauté qui délivre ces paſſe-ports & les fait tenir ou aux Conſuls dans la Méditerranée ou aux Gouverneurs de Gibraltar & de Minorque. Ils ne s'octroyent que ſur caution. Dans cette proclamation le Roi annonce que l'ancienne forme ſera changée, pour que les anciens paſſeports qui ſont en la poſſeſſion des étrangers ne puiſſent plus leur ſervir, contre la teneur du Traité avec les Régences & du reglement fait par George I. le 14 Juin 1722. Les paſſeports pour les vaiſſeaux qui n'entrent point dans la Méditerranée doivent être renouvellés chaque année. Ce changement a été occaſionné par l'indiſcrétion d'un Marchand Hollandois, qui étant pris par les Barbareſques il y a quelques mois, a produit un paſſeport Anglois qu'il s'étoit procuré.

1776. Juin, Juillet & Août.

AFFAIRES DE L'INDE.

Il vient de paroître l'extrait ſuivant d'une lettre écrite par le ſieur James, Officier au ſervice de la Compagnie Angloiſe des Indes, adreſſée à un de ſes amis à Edimbourg en date du 19 Octobre 1775.

N.° I. » Nous entendons dire dans notre camp qu'un corps conſidérable de Perſans s'eſt joint aux Marattes contre nos troupes à Bombay, & que ce corps a tenté de nous enlever l'Iſle de Salſette, qui nous a été cédée depuis peu de tems. Le Général, ou plutôt le Conſeil ſupérieur, a envoyé un Ambaſſadeur à Bombay pour traiter avec les Marattes, & a ce que je crois pour conclure la paix avec leur Mana ou Reine qui réſide à Puna, ville principale de cette côte. L'Enſeigne P.... eſt parti comme Secrétaire de cette commiſſion. Le voyage ſe fait par terre, choſe qui n'a point encore été tentée; les Envoyés partis depuis peu de jours ont une eſcorte conſidérable. Ils ont à traverſer des pays inconnus, dont les habitans jaloux de leurs forces & ne connoiſſant pas les privileges des Ambaſſadeurs, pourront s'oppoſer à leurs ſuccès.

N°. II. » Par une lettre écrite à bord du vaiſſeau de guerre le *Dauphin*, datée de Spithead le 30 Août; on apprend que ce vaiſſeau eſt arrivé de Bombay en cinq mois;

qu'il apporte les premieres nouvelles de la paix conclue entre la Compagnie des Indes & les Marrattes : les conditions sont très-avantageuses à la premiere. Le Traité a été signé à Loonan le premier Mars, & annoncé solemnellement à Bombay le 12 du même mois «.

1776. Juin, Juillet & Août.

» Le Lieutenant Colonel Upton, dit que » celui qui écrit la lettre, fut envoyé Ambassadeu aux Indiens Marattes, & s'est acquitté de cette commission de façon à faire applaudir le choix qu'on avoit fait de lui. Les articles de ce Traité de paix feront voir que ceux qui l'ont conclu ont fort à cœur les intérêts que la Compagnie leur a confiés «.

N.° III. » La Compagnie a perdu l'Isle de Balambanguan que les Malayes lui ont enlevée. Ils y ont fait pour 200,000 liv. sterling de butin. C'est à tort que les Hollandois & les Espagnols ont été accusés d'avoir excité les Malayes à faire ce coup de main. Ce peuple qui ne vit que de rapines, y étoit assez porté de son naturel ; & il a profité de l'abandon où la Compagnie avoit laissé l'Isle par une fausse œconomie. Depuis que les François nous ont chassé de Gombroon dans la guerre derniere, l'Isle de Karu est dévenue un établissement florissant. La Compagnie auroit pû l'avoir à très-bon compte du dernier possesseur, le Cheik de Bundarin. Sa position entre les côtes de

1776. Juillet, Août & Septem.

Perse & d'Arabie, à trente lieues de la riviere de Bassora, nous la rendoit fort intéressante. Elle a cinq miles de long & deux de large, & outre la pêcherie de perles il s'y fait beaucoup de commerce. Il y a vingt ans que le Baron Kniphausen, Président de la factorerie Hollandoise, fit fortifier le chef-lieu de cette Isle «.

LE paquebot le *Swallov*, Capitaine Marshall, part de Falmouth le premier Septembre avec des dépêches pour le Général Carlton & le Général Burgoyne.

[Ce paquebot manqua son voyage. De violents vents du Nord qui l'accueillirent sur les côtes de l'Amérique l'écarterent de l'entrée du fleuve Saint Laurent, & il fut repoussé sur les Isles. Il revint en Angleterre le premier Décembre. Il portoit au Chevalier Carlton l'ordre de retourner à Quebec pour s'y borner au gouvernement civil de la Colonie, & au Général Burgoyne de poursuivre sa route avec l'armée.]

Le sieur Eden, Lieutenant Gouverneur de la Colonie de Maryland, arrive à Londres le 2 Septembre. Il étoit débarqué à Portsmouth & sa traversée a été de vingt-sept jours. Il est accompagné de plusieurs Torys de la Virginie qui en sont partis le 6 Août. On a vu qu'il avoit été obligé de se refugier sur le vaisseau de guerre le *Fowey*, & que ses effets avoient été arrêtés à terre parce qu'il avoit refusé de rendre plusieurs

Domestiques & Negres qu,il avoit fait enlever. Il eut le 5 au matin une conférence avec le Lord George Germaine, Secrétaire d'Etat ayant le département de l'Amérique: il parut ensuite au cercle à Saint James, où il fut présenté au Roi, qui lui fit un accueil très-gracieux. A l'issue du cercle, Sa Majesté eut un long entretien avec le Lord Germaine & M. Eden séparément. Ce dernier a convaincu le Ministere, par les éclaircissemens qu'il lui a donnés, que les Colonies au Sud de celle de Massachusett sont toutes dans les mêmes sentimens par rapport au maintien de leur liberté. M. Eden s'y étoit trompé lui-même relativement aux Habitans de son Gouvernement, qui a cent quarante milles de long sur autant de large. Il avoit compté sur l'incompatibilité des Catholiqnes Romains avec les Presbytériens. Le nombre des premiers y est bien plus considérable que dans aucune des autres Colonies, parce que Cecile Calvert, Lord Baltimore, que le Roi Charles I. investit de cette Province en 1632, étant de la Communion de Rome, y amena une Colonie de gens de sa Religion, dans laquelle leurs descendans ont persévéré. A la vérité ils ont temporisé; mais voyant le tour que prenoit la contestation entre la Mere-Patrie & ses Colonies, ils ont enfin déclaré, » qu'ils préféroient la liberté à toute autre considération, & qu'ils se conformoient aux idées d'indépendance que les habitans de

1776. Juillet, Août & Septem.

Boston avoient inspirées au Congrès général «. Ainsi, bien loin qu'il soit vrai que la moitié des habitans du Comté de Frédéric en Maryland, qui déja avoient pris les armes pour la cause commune, les ait mis bas, on apprend que les Délégués de cetre Colonie, qui, lorsqu'on avoit agité l'indépendance au Congrès général, s'en étoient retirés, y ont depuis accédé pour toute la province & sont venus reprendre leur séance. M. Eden a eu bien de la peine à se sauver, parce qu'on lui avoit reconnu trop d'attachement à la Mere-Patrie. Il a été ci-devant Capitaine dans les Gardes; &, en épousant une des deux sœurs de Frédéric Calvert, dernier Baron Baltimore, celui-ci lui avoit conféré le gouvernement de Maryland. Pour recompenser son zele & sa fidélité, le Roi lui a conféré aujourd'hui, pour lui (a) & ses héritiers ou successeurs mâles, la dignité de Chevalier Baronnet de la Grande-Bretagne.

Le Colonel Mac Léan est arrivé de Quebec le même jour, après avoir relâché en Irlande. Les dépêches qu'il a apportées sont du 20 Juillet.

On apprend que M. Silas Deane, riche Planteur de la Province de Connecticut, s'est fixé en France pour essayer d'y ouvrir une négociation avec cette Cour. Il étoit ci-de-

[a] C'est le Gouverneur Eden, un des trois Commissaires envoyés avec les Bills conciliatoires en 1778.

vant un des Délégués au Congrès général pour sa Province. Mais il n'est point de la nouvelle délégation. 1776 Juillet, Août & Septem.

Le sieur Johnson, Américain, Capitaine de la prise le *Yankée*, s'échappe par un sabord du vaisseau sur lequel il étoit détenu à l'entrée de la Tamise, & gagne le bord à la nage. On le dit heureusement passé sur le continent.

De secondes remontrances de l'Isle de Barbade arrivent à Londres. On y déclare que si la paix n'est point faite au plûtôt avec l'Amérique Septentrionale, ou que si la Métropole n'envoye pas aux Isles les secours qui leur sont indispensables, la Barbade sera rüinée sans retour.

William Mathew Burt est nommé Capitaine général & Commandant en chef des Isles sous le Vent, sur la démission du Chevalier Ralph Payne, Chevalier du Bain.

On a reçu avis de Saint Vincent que les Caraïbes se sont révoltés, & qu'il sera difficile aux Colons de les réduire, si le Gouvernement n'envoie pas des troupes pour les soutenir.

Le Conseil privé fait une grande perte en la personne de M. Jerémie Dyson, mort le 16 Septembre à sa terre près de Guilford. La charge de Trésorier de l'Epargne (*Cofferer*) de la Maison du Roi, dont il étoit pourvu, est donnée à M. Hans Stanley, Gouverneur de l'Isle de Wight & Membre du Parlement pour Southampton.

1776. Juillet, Août & Septem.

Jerémie Dyſon s'étoit acquis une grande réputation par ſes connoiſſances dans les procédures parlementaires. On diſoit de lui qu'il ſavoit par cœur tous les journaux de la Chambre des Communes. Avec un ſavoir ſi étendu dans ce genre d'affaires, il interrompoit ſouvent les débats pour redreſſer les interlocuteurs. Cette ardeur pour paroître ne rien ignorer, lui a valu le nom ridicule de *Mungo*. Dyſon avoit été elevé dans une académie de non-conformiſtes où il fut initié, ainſi que ſon ami le Docteur Akenſide, dans les principes qui diſtinguent les citoyens des eſclaves. Son habileté l'ayant élevé à la dignité de Miniſtre, il changea de parti plutôt qu'on ne l'eût crû, & ſemblable aux nouveaux convertis, il defendit ardemment la cauſe qu'il avoit épouſée. Akenſide, animé par les ſentimens qu'inſpire la lecture des Auteurs claſſiques, Grecs & Romains, avoit préféré les charmes d'une liberté vertueuſe. Lorſque M. Putney, devenu enſuite Lord Bath, abandonna la cauſe de ſon pays, Akenſide écrivit ſon épître à Curion, poëme, où il reprocha au Renégat ſa trahiſon & l'infamie attachée aux principes fondés ſur le deſpotiſme & l'eſclavage. Quoiqu'il en ſoit, il faut croire que ce ſavant Docteur s'eſt rendu aux leçons de ſon ami le Tréſorier, car il eſt mort Médecin de la Reine.

Il ſe débite ſourdement que la cauſe de ſa mort a été le trait de critique lâché contre lui

lui dans la fameuse parodie politique de la *Duenna* où il s'est cru dépeint dans le rolle de *Mungo*. Il est certain que ses amis les plus intimes se sont apperçus d'un changement visible dans son humeur & dans sa conduite depuis qu'il eût lû cette piece jusqu'à l'heure de sa mort, & qu'on n'a obtenu de lui qu'avec beaucoup de peine qu'il pardonnât à l'Auteur de cette Satyre & à l'Editeur.

1776. Juillet, Août & Septem.

Vingt trois vaisseaux du commerce de la Jamaïque, appartenans à la seule ville de Londres, ayant été enlevés depuis peu pa les Américains, les propriétaires, que ces pertes ont mis mal à leur aise, ont essayé de faire entendre à Milord North que si la guerre continuoit ils seroient ruinés. Mais ce Ministre s'est contenté de leur répondre que c'étoit à quoi il falloit s'attendre dans toute guerre, domestique ou étrangere, dont les suites étoient toujours fatales à quelques individus. Cette réponse n'a fait qu'aigrir les esprits, chacun étant instruit qu'il n'avoit point été donné de convois suffisans aux flottes.

On a appris, dans le commencement de ce mois, un trait qui fait honneur à la sensibilité des Américains pour tout ce que leurs amis font pour eux en Europe. Un vaisseau est pris par un Armateur ; le Capitaine de ce navire fait entendre à l'Américain qu'il est en chargement pour un homme qui avoit toujours approuvé la conduite du Congrès, & qui malgré des offres considérables avoit

1776. Juillet Août, & Septem.

refusé d'engager ce navire pour servir au transport des troupes Royales : l'Américain fait interroger les gens de l'équipage Anglois séparément : leurs rapports sont les mêmes ; il rend sur le champ au maître son vaisseau & sa liberté.

La même chose est arrivée plus d'une fois : Ethan Allen, Américain de considération, prisonier, renvoyé en Amérique avec l'Amiral Parker, étant à Corke, aux fers sur un vaisseau où il manquoit de tout, ainsi que plusieurs de ses compagnons d'infortune. Les Habitans de Corke firent pour eux une collecte de trois cents guinées. A son arrivée en Amérique il fit ensorte, du fond de sa prison que ses compatriotes fussent informés de ce bienfait ; & les Négocians de Corke qui y avoient contribué ont éprouvé dans toutes les occasions des traitemens honnêtes & généreux de la part des Corsaires Américains, quand ils ont pû se faire connoître d'eux.

La corporation du Bourg de Wallingford ayant adressé une pétition au Roi pour le supplier de faire cesser la guerre d'Amérique, le Comte d'Abingdon, grand Sénéchal de la Province, en fit son compliment à cette Communauté dans un discours plein de force, où on remarque le passage suivant : » qu'il seroit heureux que notre exemple eût été suivi de toutes les autres Communautés du Royaume ; nous ne serions point envo-

loppés dans la guerre la plus injuste, la plus contraire à nos constitutions, & la plus ruineuse, dont fassent mention les Annales d'aucune Histoire. C'est une guerre si fatale, que jusqu'à nos succès feront notre malheur : nous massacrons nos propres sujets : nous fermons tous les canaux de nos richesses : & ainsi énervés & épuisés, nous invitons celles des Puissances de l'Europe qui nous veulent le plus de mal, à étudier les moyens de nous porter un coup dont nous ne puissions jamais nous relever «.

1776. Juillet Août, & Septem.

Avis publié par le Bureau de la Société de Marine.

Aux amis de cet établissement.

» Il est de notre devoir de vous informer que depuis le commencement de cette guerre malheureuse en Amérique, la Société a été requise de fournir un nombre considérable de pauvres éleves pour la Marine. Depuis le premier du mois de Janvier jusqu'à la fin du mois d'Août de cette année, nous avons équipés jusqu'à trois cents trente-cinq éleves, tant pour le service des vaisseaux du Roi que pour celui des vaisseaux marchands & de transport. En tems de paix, le nombre demandé de ces éleves pour toute une année, n'est ordinairement que de cent trente éleves. La Société est très-embarrassée pour satisfaire à la demande de sujets à elle faite par les Officiers & Patrons de vaisseaux.

1776. Juillet, Août & Septem.

La fourniture d'habits & de lits, la conduite aux ports, & tout ce qui eſt néceſſaire pour un équipement complet d'un nombre ſi conſidérable d'éleves, a coûté à la Société près de...... 1,281 l. 18 ſ. 10 d.

Dans cet intervalle la Société n'a reçu, tant par les ſouſcriptions annuelles qu'autrement, que.................	685	5	2
Le déficit eſt donc de.	596	13	8

Ce qui a conſidérablement affoibli les fonds actuels de la caiſſe.

Dans ces circonſtances nous ſommes obligés de recourir aux gens de bonne volonté pour intéreſſer leur charité en faveur du public.

Nous ſommes perſuadés que l'entretien de cet établiſſement utile ſera auſſi agréable à votre piété qu'à votre humanité, pendant que votre attention ſe portera ſur la police de cette vaſte Cité & s'occupera des moyens de maintenir en général l'honneur de la nation & de conduire la guerre à une fin ſûre, prompte & heureuſe.

La Société a très-ſouvent éprouvé l'intérêt généreux que vous prenez à l'affaire dont elle s'eſt chargée : elle a également ſenti avec quel plaiſir vous contribuez à la proſpérité de votre pays. Secourir les pauvres orphelins & mettre à profit l'induſtrie de l'indigent pour la félicité commune, ce ſont des objets pour leſquels on tâchera toujours de vous intéreſſer par la force de la perſuaſion.

L'affaire que nous avons entreprise exige dans cette occasion des soins extraordinaires. Ainsi nous espérons que vous voudrez bien la recommander à vos amis tant à ceux qui connoissent son mérite qu'à ceux qui ne le connoissent pas encore, afin que cet œuvre de charité, si conforme aux desseins de la Providence, puisse prospérer sous vos auspices.

1776. Juillet, Août & Septem.

Nous sommes avec tout le respect & la reconnoissance possibles,

Vos très-humbles & très-obéissants serviteurs.

John Thornton.	John Jul. Angerstein.
Jonas Hanway.	John Jordan.
Géo. Paterson.	Mich. James.
Sam. Thornton.	John Blackburn.
John Campbell.	Thimothy Mangig.
Robert Sherson.	James Mathias.
John Levi.	John Wilkinson.
Samuel Glasse.	Charles Sulsh.

Toutes les nouvelles publiques parlent d'une brouillerie entre le Lord George Germaine & le Lord North. Elle a été occasionnée par la nomination à une place vacante dans les Isles. Le Lord North la réclame parce que c'est une place dans la finance, & par conséquent de son département. Le Lord Germaine soutient qu'étant Ministre du département de l'Amérique, c'est lui qu'elle regarde. Après s'être disputés ce droit pen-

1776 Juillet, Août & Septem.

dant six mois, le Lord North a enfin cedé. Ces deux Ministres sont encore d'avis différent sur des points plus essentiels. Le Lord George insiste pour que l'Amérique soit réduite à une soumission absolue & sans conditions. L'avis du Lord North est de faire la paix aux meilleures conditions possibles. Le Lord George est soutenu par le Lord Suffolk, par M. Wedderburne & partout le parti de Bedford. Le Lord North n'a pas autant d'amis, mais la souplesse de son caractere le fait conserver en place.

Voici le tableau qu'un Ecrivain politique faisoit en même tems de la situation des affaires.

» Il semble que le Congrès ait acheté nos Ministres pour leur faire adopter le systéme de guerre le plus extravagant de tous ceux qu'il étoit possible d'imaginer, & en même tems le plus propre à instruire & discipliner les troupes Américaines. Ce qui est plus étonnant encore, c'est la persévérance avec laquelle il est suivi depuis deux ans. A l'ouverture de la prochaine session du Parlement, la nation aura déja dépensé vingt millions sterling pour l'unique objet de mettre les Colonies en état de soutenir plus longtems la guerre Elles ont commencé leurs opérations sans soldats, sans armes, sans discipline, sans ingénieurs, sans artillerie, ou aucune autre chose nécessaire pour une guerre, quoiqu'ayant le germe de tout cela à leur portée.

Notre Miniſtere a ſi bien fait qu'il a converti leurs Planteurs & leurs Navigateurs en Soldats, — que ces Soldats ſont aguerris : qu'ils ne manquent plus d'aucun moyen pour défendre leur cauſe & ruiner la nôtre. — Quand nos Miniſtres auroient envoyé à M. Hancock, Préſident du Congrès, l'ordre de tirer ſur notre Echiquier les ſommes néceſſaires pour tous ces objets-là. Il n'auroient pas été remplis plus efficacement «.

1776. Juillet Août, & Septem.

Cependant la dépenſe n'a pas été épargnée de notre côté pour opérer tout le contraire.

Les ſervices ſecrets, qui pour tous les départemens enſemble, ne montoient pas à plus de 26 à 30,000 livres ſterling par année, ont preſque doublé dans l'année 1775. ainſi qu'on en peut juger par l'état ſuivant :

Département du Sud..........	7,800
du Nord.........	8,550
d'Amérique......	46,250
Ordres délivrés par le premier Lord de la Tréſorerie...........	4,800
Premier Lord de l'Amirauté...	5,600
Secrétaire de la guerre.........	700
	73,770

Dans le cours de ce mois la Tréſorerie a fait diſtribuer dix-ſept mille livres ſterling parmi les Américains, amis de la Cour, réfugiés aujourd'hui en Angleterre.

Nous reſtons déſarmés, tandis que dans

1776. Juillet, Août & Septem.

toute l'Europe les troupes ſont en mouvement. Il n'y a pas actuellement dix mille hommes effectifs dans la Grande-Bretagne & l'Irlande. On ne ſauroit compter ſur notre armée navale, qui ne conſiſte qu'en vaiſſeaux de garde, & ſix mille matelots; & encore les vaiſſeaux de gardes ne ſont-ils qu'au nombre de 13. — C'eſt tout au plus s'ils pouvoient être mis à la mer dans trois mois, attendu le nombre prodigieux de matelots que nous entretenons en Amérique où ils ſont abſolument hors de portée d'être utiles au beſoin.

Placard contre le Gouvernement, au ſujet des ſubſiſtances pour l'armée en Amérique.

A tous les Fermiers & Jardiniers demeurans dans les environs de Londres juſqu'à quarante milles.

Le 29 Septembre 1775 le Bureau des Vivres donna l'avis ſuivant: ſavoir de fournir:

3,500 douzaines têtes de choux bien pommées pour en faire du choux-croute.

130 tonneaux de féves, mûres, ſeches, de belle couleur, &c.

20 tonneaux de carottes & de patates bien nettoyées.

20 tonneaux de panais.

10 tonneaux d'oignons.

Alors toutes nos forces en Amérique étoient enfermées à Boſton. On les évaluoit

à environ 7,000 hommes. Mais comme notre armée eſt aujourd'hui ou du moins doit être cinq fois plus conſidérables, & que ſa ſituation, à ce que nous avons appris, n'eſt pas meilleure que l'année derniere ſur l'article des vivres, on peut s'attendre à voir publier inceſſament un avis Miniſtériel pour une fourniture de vivres cinq fois plus forte. 1776. Juillet Août, & Septem.

17,500 douzaines de têtes de choux.

750 tonneaux de patates.

100 tonneaux de carottes.

100 tonneaux de panais.

50 tonneaux d'oignons.

La fourniture de l'année derniere a pu être faite par un petit diſtrict de Terry près de Londres, & il n'a pas été néceſſaire que les Fourniſſans fûſſent avertis long-tems d'avance. Mais une fourniture beaucoup plus conſidérable devenant néceſſaire cette année, nous penſons qu'on ne peut trop-tôt avertir les Cultivateurs de faire d'amples proviſions, afin que chacun puiſſe recueillir avec un ſuccès égal les fruits de ſes peines.

Le 6 Septembre 1776.

BENEVOLUS.

P. S. Si le Patron de vaiſſeau ou les Patrons de vaiſſeaux, qui l'année derniere ont chargé les ſuſdits articles de vivres pour Boſton, veulent avoir la complaiſance de faire ſavoir par une lettre adreſſée à A. B. & remiſe à l'Imprimeur de cette feuille, en

1776. Juillet Août, & Septem.

quel état ces articles sont arrivés en Amérique, on sera très-reconnoissant de cette faveur.

Le Bureau de la guerre établi à Londres a fait passer au Général Howe une ordonnance dont voici les principaux articles.

» Si un Officier à brevet perd un œil ou un membre, ou l'usage entier d'un membre en conséquence de blessures, on lui donnera une gratification montant à une année de ses appointemens; & s'il n'est pas guéri par les Chirurgiens nommés & payés par Sa Majesté, toutes les dépenses qu'il aura faites pour sa guérison lui seront remboursées, d'après le certificat du Chirurgien général de l'armée & de l'Inspecteur général des Hôpitaux militaires «.

» Si les conséquences d'une blessure reçue ne vont point à la perte d'un membre, on passera à l'Officier son mémoire de dépense certifié comme ci-dessus.

N. B. L'Officier perdant un œil ou un membre aura soin de tirer du Commandant du Corps ou du Régiment, un certificat du tems & lieu où l'accident lui sera arrivé; & un duplicata de ladite attestation sera envoyé dans le mois au Bureau de la guerre à Londres.

La veuve ou l'orphelin d'un Officier à brevet tué dans une action, seront dédommagés de la maniere suivante.

On accordera à la veuve une année en-

tiere d'appointements ſelon le rang militaire qu'occupoit ſon mari, & à chacun des enfans en bas âge & non mariés, le tiers de la portion accordée à la veuve. Les enfans poſthumes participeront aux ſuſdits avantages.

1776. Juillet Août, & Septem.

» Toute perſonne mourant de ſes bleſſures dans le cours immédiat de ſix mois, ſera réputée tuée dans l'action même «.

» Le Commandant du corps ou régiment dans lequel le mort aura ſervi, ſera tenu de donner a la réquiſition de la veuve & des orphelins, un certificat ſpécifiant le tems & le lieu où cet Officier aura perdu la vie, & le duplicata de ladite atteſtation ſera tranſmis au Bureau de la Guerre dans le mois «.

Le 20 Septembre le Parlement fut prorogé au 31 Octobre, par une proclamation du Roi, dans la forme ordinaire.

Le Lord North tombe de cheval le 23 Septembre dans ſon parc de Bushy & ſe caſſe un bras.

Le 25, le Chevalier Grey Cooper & M. Robinſon, ſes Secrétaires, monterent chez le Roi avec ſon porte-feuille.

M. Jenkinſon, qui avoit été faire un voyage ſecret en France, fit ſa cour au Roi le 26. Le Comte de Hillſboroug de retour d'un voyage ſemblable avoit eu le même honneur le 24.

1776. Juillet, Août & Septem.

Précis de ce qui s'est passé à l'assemblée de quartier, tenue par les Propriétaires des actions de la Compagnie des Indes.

Le Garde-minutes (Clerk) ayant lu les délibérations de la derniere assemblée, le Président (Chair-man) s'addressa aux propriétaires & leur dit, que conformément aux derniers réglements on alloit mettre sous leurs yeux l'état général des comptes de la Compagnie, depuis les derniers six mois. Avant d'en venir là, il leur annonça qu'il n'y avoit rien de nouveau rélativement aux affaires des Indes, à l'exception de la paix conclue avec les Marattes, traité dont la Compagnie avoit ratifié les articles.

On fit ensuite la lecture de l'état des comptes de la Compagnie, depuis le premier Mai jusqu'au premier Septembre de cette année. Il parut par cet état que la balance en faveur de la Compagnie se montoit à 194,374 livres 10 sols 1 denier sterling, outre les marchandises, billets de change, magazins, &c.

Après cette déclaration, le Sieur Fitz-gerald annonça que quoique l'assemblée ne fût point de celles où s'agitent les questions rélatives aux affaires particulieres de la Compagnie, il avoit quelque chose à proposer qu'il espéroit devoir être reçu avec d'autant moins de difficulté, que ce qu'il avoit à offrir intéressoit tous les actionnaires,

que son projet tendoit à les mettre à même de connoître des affaires de la Compagnie sans être obligés de s'en rapporter à leur mémoire, & de dépendre pour une connoissance si importante du plus ou moins d'attention qu'ils avoient donnée jusqu'alors à une simple lecture faite toujours assez rapidement : qu'il demandoit donc qu'à l'avenir, les comptes de quartier relevés par les Directeurs, fussent pendant sept jours antérieurs à celui de l'assemblée, exposés dans quelqu'un des bureaux publics de la Compagnie, pour y être examinés par les propriétaires, chacun desquels auroit droit d'en prendre copie.

1776. Juillet, Août & Septem.

Le Sieur Fitzgerald, dans son préambule, reprocha aux Directeurs de n'avoir pas encore payé ce que la Compagnie devoit au Gouvernement, ajoutant que ce n'étoit pas là le moyen de se rendre le Parlement favorable, & qu'il étoit de l'intérêt général de liquider cette dette avant la rentrée.

Le Président se leva, & assura aux propriétaires, au nom des Directeurs, que des objets encore plus importans à remplir les avoient forcés à remettre cette affaire.

Le Sieur Elliot seconda le sieur Fiztgerald, observant que quant à l'argent dû au Gouvernement, jamais l'on n'auroit pu trouver une plus belle occasion de le payer avec facilité, vû que dan ce moment-ci,

1776. Juillet, Août & Septem.

on se contenteroit de l'intérêt aulieu du principal de l'argent dû pour fret & retard : ce que l'on pourroit exécuter facilement en mettant en vente partie des marchandises en magazin, & dont le premier coût montoit à la somme de 1,300,000 livres sterling.

Le Président fit à-peu-près la même réponse que celle qu'il avoit donnée au Sieur Fitzgerald, ajoutant seulement que la direction avoit pris à cet égard toutes les mesures nécessaires : mais malgré toute la bonne volonté possible, on n'avoit encore pu réussir à remplir cet objet.

On délibéra ensuite sur la proposition faite par le sieur Fitzgerald : quelques uns y applaudirent, jugeant qu'il étoit raisonable que les actionnaires fussent instruits avec la derniere exactitude des affaires de la Compagnie auxquelles ils avoient tous le plus grand intérêt ; d'autres, sans rien objecter au fond, s'attacherent à la forme disant qu'une matiere aussi importante devoit être discutée dans une assemblée *ad hoc* : que dans celle qui se tenoit il n'étoit pas d'usage d'agiter d'autres affaires que l'examen des comptes, qu'ainsi il falloit remettre cette discussion à une autre fois ; plusieurs furent d'avis que la rentrée du Parlement devant se faire dans peu de tems il seroit tout au moins imprudent de prendre de pareilles mesures. On proposa cependant la matiere & sur le nombre des mains levées, (maniere de donner le premier suffrage)

on décida pour la négative. Le Sieur Fitz-gérald demanda qu'on recueillît les voix, il s'en trouva 16 en sa faveur & 29 contre.

1776. Juillet, Août, & Septem.

Extrait d'une lettre écrite de Madras en date du 10 Février 1776.

» L'arrivée du Lord Pigot a donné un nouveau tour aux affaires de ce pays. Les mesures qu'il a prises sont absolument contraires aux intentions du vieux Nabob & de son second fils : depuis long-tems ces deux Indiens, qui doivent à la Compagnie tout ce qu'ils sont, cherchent à force d'argent à secouer cette dépendance & à se mettre sous la protection immédiate du Ministre. Plusieurs des Conseillers intéressés. qui le portent à cette conduite, ont réussi à remplir leurs vues particulieres auprès de ces deux Princes. Le jeune Nabob fait tout ce qu'il peut pour s'assurer le Musnud à la mort de son pere, au préjudice de son frere aîné Omrah, Gut-Omrah. Il a eu recours pour cela aux calomnies les plus atroces & aux plus noires insinuations : mais le vieux Nabob semble en avoir deviné le motif intéressé & s'est réconcilié avec le Prince son fils. Ce dernier a toujours suivi un systême de politique raisonné & uniforme ; conseillant sagement à son pere d'avoir toujours à cœur les intérêts de la Compagnie, de laquelle les siens étoient inséparables. Il est à présumer

1776. Juillet Août, & Septem.

que ſans les qualités aimables & la conduite ſage & modérée de ce jeune Prince, ſa famille eût été ruinée & l'on eût été obligé de lui ôter le Carnate, & de mettre cette Province ſur le même pied que celle du Bengale «.

» On dit ici que Tanjaour va être rendu au Rajah qu'on en avoit dépoſſédé, & qui eſt actuellement détenu priſonnier. Le Nabob s'y oppoſe fortement & inſiſte ſur le rembourſement de huit lacks de Pagodes, qu'il dit avoir diſtribués & dépenſés dans cette occaſion «.

» *P. S.* Le Rajah vient d'être élargi & Tanjaour a reçu garniſon Angloiſe. Mais il eſt incertain ſi cette place & ſes dépendances ſeront rendues à leur ancien maître. Cela dépend abſolument de la volonté de la Compagnie des Indes, qui ne s'eſt pas encore expliquée à cet égard. Le Gouverneur & le Conſeil de Madras condamnent hautement la conduite du Lord Pigot «.

Le ſieur Thomas Hallifax eſt élu Lord-Maire, ſans que cette élection, qui, pour l'ordinaire eſt ſi tumultueuſe, ait occaſionné cette année le moindre déſordre.

Les bons citoyens de Londres s'attendoient à faire bombance & ſur-tout beaucoup de tapage aux dépens des Candidats, ainſi que cela ſe pratique agréablement tous les ans à l'élection d'un Lord-Maire : mais, au grand regret des ſuppôts de la liberté & à l'extrême

tr^me satisfaction des amateurs de la tranquilité, le Chevalier Thomas Hallifax, Citoyen & Orfevre, a été choisi unaniment, & son co-prétendant le Chevalier Esdaile n'ayant pas demandé qu'on recueillît les voix au grand préjudice de ceux qui en avoient à vendre, le Greffier de Ville, suivant l'usage, déclara le Chevalier Hallifax dûment élu pour remplir ce poste important. Ce Magistrat s'addressa ensuite au Corps de la Bourgeoisie (Livery) le remercia de l'unanimité avec laquelle il l'avoit honoré de ses suffrages, l'assurant qu'il tâcheroit de justifier son choix libre, par l'attention & la diligence avec laquelle il s'emploieroit toujours à maintenir les libertés précieuses de ses concitoyens à quelque prix que ce fût & à quelque danger que sa conduite ferme & inébranlable pût l'exposer. Ces promesses sont un protocole usité par tous les Magistrats de la Cité en pareille occasion.

1776. Juillet, Août & Septem.

Ce qu'il y a de remarquable c'est que l'on n'a point parlé dans cette assemblée politico-marchande de renouveller les remontrances au Roi au sujet des affaires de l'Amérique: on ne manque gueres dans ces assemblées d'en proposer de quelque espece & l'on s'attendoit que le sieur Allen, grand Orateur & sur-tout grand faiseur de remontrances, se distingueroit en cette occasion: l'on s'est trompé: on dit qu'ayant sondé le terrein il avoit reconnu que l'ennemi, c'est-à-dire,

1776. Juillet, Août & Septem.

le parti de ceux que l'on ſait être attaché à la Cour, étoit trop fort pour qu'il n'eût pas lieu de craindre de perdre ſes périodes & ſon tems. Ainſi Sa Majeſté ne ſera pas étourdi pour cette fois de requêtes & de remontrances de la part de ſes bons & loyaux ſujets.

JOURNAL de l'Amérique, depuis le 7 Juillet jusqu'au 11 & 15 *Août, dates des lettres du Lord Howe & du Chevalier ſon frere, publiées par la Gazette de la Cour du* 19 *Septembre.*

Déclaration de l'indépendance dans la Nouvelle Jerſey.

Trenton le 8 Juillet.

ON a proclamé ici la déclaration de l'indépendance ; celle qui porte l'établiſſement d'une nouvelle forme de Gouvernement pour la Colonie, & la réſolution dans laquelle eſt le Congrès de continuer l'adminiſtration de la juſtice par *interim*. La même cérémonie s'eſt faite à Prince-Town dans cette Province aux acclamations de tous les citoyens & au bruit d'une triple décharge de mouſqueterie.

Suite des enquêtes criminelles du Congrès de New-York.

Le 8 Juillet, le Congrès ayant reçu com-

munication de ce qui s'étoit passé au Comité, décida que David Mathews, ci-devant Maire de la ville de New-York, étant atteint & convaincu d'un complot tendant à la subversion totale du Gouvernement actuel, ne mérite plus de vivre, & est en conséquence condamné à souffrir la mort des traîtres & malfaiteurs, le 25 Août prochain.

1776. Juillet, Août & Septem.

VIRGINIE.

Nominations d'Officiers d'administration dans le nouveau sistême de Gouvernement.

Patrick Henri *Junior*, Gouverneur: huit Conseillers d'Etat: cinq Commissaires d'Amirauté: trois Juges d'Amirauté: Edmond Randolph, (*a*) Avocat Général: deux Commissaires des Comptes.

Dieu garde la République.

Le Colonel Henri ayant été choisi pour Gouverneur, par la Convention, un Comité de la Chambre se rendit chez son Excellence pour lui notifier sa nomination. Il remit aux cinq Députés la lettre de remerciment suivante pour le Président & la Chambre de Convention.

[*a*] C'est un jeune homme de 23 ans. Il a été nommé à la place de son pere qui s'est refusé aux vues des Américains & aux instances de son fils.

1776. Juillet, Août & Septem.

Aux honorables le Président & l'Assemblée de la Convention.

MESSIEURS.

« Les sieurs George Masan, Henry Lée, Dudley Digges, Jean Blair, & Barthelmy Dandridge, m'ont signifié de la maniere du monde la plus honnête & la plus obligeante l'honneur que vous m'avez fait de me choisir pour Gouverneur. La reconnoissance que m'inspire cette élévation si fort au-dessus de mon mérite, se manifestera par toutes mes actions. Je saisis en entendant, Messieurs, cette occasion de vous assurer de ce sentiment, autant qu'il est possible à l'expression d'en rendre toute la vivacité.

» C'est avec peine que je refléchis à mon peu de talent pour remplir un poste aussi élevé où m'appelle le choix libre & volontaire de mes concitoyens, dans des circonstances aussi critiques que celle dans lesquelles nous nous trouvons : quand la tyrannie du Roi & du Parlement d'Angletetre vient d'allumer le flambeau d'une guerre dont les suites terribles se font sentir dans cet immense continent, & dans laquelle cette République doit nécessairement avoir une grande part : guerre dont les événemens décideront du bonheur ou du malheur d'une grande portion de l'humanité. Pour préserver cette République de l'anarchie dans laquelle nous allons

tomber & ses conséquences funestes: pour donner plus de vigueur à nos conseils & assurer nos mesures, il a fallu prendre en main les rênes du Gouvernement, & y donner une nouvelle forme. Vous me le confiez dans son enfance encore exposé à mille dangers & à des difficultés sans nombre: il faut pour l'en garantir déployer les plus grands talens & veiller avec la plus scrupuleuse assiduité à ce que cette plante encore tendre puisse arriver à un état parfait de maturité & de consistance: ce sont là, Messieurs, des reflexions qui m'effrayent & m'inquietent, Au reste, Messieurs, j'espere de mes efforts que les erreurs qui pourront avoir leur source dans mon peu de lumieres seront compensées par les soins infatiguables que je me donnerai pour assurer la liberté & le bonheur de mes concitoyens.

1776. Juillet, Août & Septem.

Je commencerai l'exercice de mes fonctions, Messieurs, dès que vous jugerez à propos de l'ordonner. M'en rapportant entieremenr à la vertu & à la sagesse de votre honorable Assemblée, pour suppléer à mes défauts & pour donner une consistance permanente à ce nouveau systême de Gouvernement, si sagement imaginé pour assurer la liberté commune & la félicité, objets des désirs de l'homme raisonnable.

J'ai l'honneur d'être, &c.

P. HENRY, Jun.

1776. Juillet, Août & Septem.

La Convention s'ajourne au premier Lundi d'Octobre, après avoir rendu plusieurs Ordonnances de police & de sûreté, dont voici les principales.

Pour assurer de plus en plus la défense de l'Etat.

Pour y former des salines.

Pour établir un Bureau pour les affaires de marine.

Pour modifier une Ordonnance portant punition contre les ennemis de l'Amérique.

Item une Ordonnance qui regle le paiement des Délégués du Congrès.

Concernant le serment du Gouverneur & des Conseillers d'Etat.

Pour faire un crime capital de la contrefaction du papier monnoie.

Description du grand Sceau de la Virginie.

La Vertu, Génie de la République, représentée en Amazone, d'une main tenant sa lance sur laquelle elle est appuyée, & une épée de l'autre. Elle foule aux pieds la tyrannie, représentée par un homme renversé, une couronne tombée de sa tête, une chaîne rompue dans sa main gauche & un fouet dans sa droite.

L'exergue porte le mot *Virginie*. Au-dessus de la figure de la Vertu & au-dessous: *sic semper tyrannis*.

Sur le revers, un groupe représentant la

Liberté, la tête couverte du bonnet de la liberté & une baguette à la main. — 1776. Juillet, Août & Septem.

A un de ses côtés Cérès tenant d'une main la Corne d'abondance & de l'autre un épi de bled,

De l'autre côté, l'Eternité avec le globe & le Phœnix. — L'exergue porte: *Deus nobis hæc otia fecit.*

Addition à l'article sur les affaires du Maryland, concernant la mauvaise conduite du sieur Eden, Gouverneur de la Colonie, d'après laquelle cette Province se décida à adherer à la déclaration d'indépendance.

La Convention de la Virginie avoit prié celle de Maryland de s'assûrer de la personne du Gouverneur Eden. Le Congrès continental avoit demandé à la même convention que ce Gouverneur lui fût envoyé. Au lieu de satisfaire à l'une ou à l'autre de ces demandes, la Convention de Maryland avoit prié le Gouverneur de se retirer à bord d'un des vaisseaux du Roi; & le Président de la Convention, avec d'autres notables, l'avoient accompagné jusqu'à son embarquement. Il s'étoit rendu sur le vaisseau le *Fowey*. Pendant que ce vaisseau mouilloit devant la côte, quelques personnes de la province furent se joindre à lui sur son bord. La Convention pria le sieur Montagu, Capitaine du *Fowey*, de renvoyer ces transfuges à terre. Il ré-

1776. Juillet, Août & Septem.

pondit que son vaisseau étant l'azile qu'ils avoient choisi, il ne pouvoit pas adherer à cette demande. Alors la Convention déclara la tiêve rompue, & elle fit saisir une partie des bagages du Gouverneur qui restoit à embarquer. Les Délégués de la Province au Congrès, qui avoient eu ordre de voter contre l'indépendance, & qui ayant obéi, s'étoient retirés du Congrès le premier Juillet, reçurent celui d'y retourner & de faire ce qui leur paroitroit le plus convenable aux intérêts de leur pays. En conséquence ils retournerent à Philadelphie & donnerent leur accession en forme au vote d'indépendance.

La question avoit été agitée dans la Convention du Maryland avant que d'être décidée par le Congrès Continental. Sept des onze Comtés de cette Province s'étoient élevées contre la proposition; & c'étoit d'après cette pluralité de sept sur quatre que l'ordre avoit été donnée aux Délégués de refuser leur voix. Le mécontentement que donna la conduite du sieur Eden, ancien Gouverneur, décida les deux tiers des voix à se ranger du côté de l'indépendance.

ISLE DE BARBADES.

N.° I. *Séance de l'assemblée du 9 Juin.*

M. l'Orateur a informé la Chambre que

depuis la derniere assemblée il avoit reçu une lettre qui lui avoit été adressée, comme Orateur de l'assemblée, par l'honorable George Walker, Ecuyer, Agent de cette Isle dans la Grande-Bretagne: & M. l'Orateur a mis la lettre sur le Bureau, où par ordre de la Chambre elle a été lue par le Greffier.

1776. Juillet, Août & Septem.

Lettre de George Walker à l'honorable Chevalier John Gay Alleyn, Orateur de l'assemblée de la Barbade.

De Londres (Cavendissh-square) 15 Mai 1776.

MONSIEUR,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, avec la (*a*) pétition y incluse de l'honorable Chambre pour le Roi, & dans laquelle la Chambre m'ordonnoit de faire parvenir cette pétition sous les yeux de Sa Majesté,

Le matin après que j'eûs reçue cette pétition, je la remis au Lord George Sackville Germaine, Secrétaire d'Etat pour l'Amérique. C'est la marche ministérielle; & ce Lord me promit de la présenter au Roi.

Après avoir attendu assez long tems, je me présentai de nouveau chez ce Ministre. Il m'annonça qu'il avoit mis la pétition sous

[*a*] C'est la premiere pétition.

1776. Juillet, Août & Septem.

les yeux du Roi, qui avoit bien voulu dire qu'il feroit avec plaiſir tout ce qui dépendroit de lui pour l'avantage de ſes bons ſujets de l'Iſle Barbades. Le Secrétaire d'Etat ajouta que cette réponſe étoit tout ce qu'on pouvoit attendre de la Cour, & il dit que ſelon ce que le Gouverneur avoit écrit, la pétition étoit une démarche de l'Aſſemblée & que la détreſſe n'étoit pas ſi grande qu'il paroiſſoit à l'Aſſemblée.

C'étoit peine perdue que de vouloir ſoutenir le contraire. Le Lord Germaine n'étoit point diſpoſé à m'entendre, & il me congédia auſſi promptement que l'honnêteté le permettoit.

L'honorable Chambre & vous même avez été informés par mes lettres au Comité de correſpondance, des propoſitions faites par le corps des Iſles de l'Amérique à ce Lord & au Lord North. Dans ces propoſitions, on diſcutoit en détail l'objet général de la pétition de l'aſſemblée; & la réponſe que les Miniſtres me firent alors comme à un des Membres du Comité, eſt celle qui m'auroit été répetée comme à votre Agent, ſi le Gouverneur n'en avoit pas ſuggéré une autre à la Cour, ou ſi j'avois pu forcer les Miniſtres à une explication plus ample. Il y a un plan fixe d'opérations auquel ils paroiſſent réſolus d'adherer, quelque détreſſe que ſouffrent l'Iſle de Barbades & les autres Iſles de l'Amérique. Je préſume que la Cham-

bre ne cherchera point d'autre cauſe de mon manque de ſuccès. 1776. Juillet, Août & Septem.

J'ai l'honneur d'être, Monſieur,

Votre très-humble & très-obéiſſant ſerviteur,

George WALKER.

Tandis qu'on liſoit cette lettre, le ſieur George Sanders entra dans la Chambre & prit ſa place.

La lettre de l'Agent ayant été lue une ſeconde fois, l'Avocat général ſe leva & adreſſa le diſcours ſuivant à M. l'Orateur.

M. l'Orateur,

Si je me rappelle bien la pétition de cette Chambre au Roi, elle expoſe nos appréhenſions d'une famine prochaine, fondées ſur trois circonſtances. Premierement, le peu de proviſions qui ſe trouvent dans l'Iſle; 2.° la contrariété des ſaiſons & le manque de nos reſſources intérieures: 3.° la privation des ſecours de l'Amérique Septentrionale. L'Agent, dans une lettre qu'il vous adreſſe, vous informe que le Gouverneur a croiſé nos efforts pour le ſervice de la choſe publique, en prenant ſur lui de contredire le tableau que la pétition faiſoit de notre ſituation, & l'a attaquée ſur deux points: le premier, comme étant une démarche de l'Aſſemblée: le ſecond, parce que la détreſſe n'étoit pas

1776. Juillet, Août. & Septem. telle qu'elle paroiſſoit à la Chambre. J'avoue que je ne puis ſentir la force de la premiere objection. Certainement une démarche tendante au bien de cette Iſle n'en eſt ni moins louable ni moins admiſſible pour être provenue de ſes Habitans.

Dans quelle forme ou dans quelle maniere les peuples peuvent-ils faire connoître leurs beſoins au Gouvernement, ſi ce n'eſt par leurs Repréſentans ? C'eſt de leur choix qu'ils nous ont confié les intérêts de leur bien-être & de leur proſpérité : c'eſt par nous qu'ils parlent & qu'ils agiſſent. Si les meſures que nous prenons pour l'avantage commun doivent être réprouvées, par la raiſon qu'elles viennent de nous, il faut convenir que notre ſituation eſt auſſi étrange que déplorable. Si le Gouverneur s'eſt cru obligé par ſa place de nous opprimer, notre devoir envers notre patrie nous ordonne d'oppoſer à ſes efforts la réſiſtance la plus vigoureuſe & la plus opiniâtre. Si le Gouverneur veut donner à entendre que la voix des peuples de cette Iſle ne peut être portée au Trône que par ſon organe. S'il n'eſt pas permis à cette Chambre de s'adreſſer à Sa Majeſté dans tous les cas, ſans qu'il y concoure ; je ne conçois point qu'il puiſſe nous être fait de plus ſanglant outrage. En effet, d'après ce principe, quelque préjudice, quelqu'inſulte, quelque vexation que nous éprouvions, comme cela nous eſt arrivé dans nombre de circonſtances, ainſi

qu'à préſent, nous n'aurons aucun moyen d'en obtenir le redreſſement. Car on ne doit pas croire que l'Officier de la Couronne appuiera nos plaintes contre ſon adminiſtration. Pouvons-nous oublier un Lowter, un Chevalier Thomas Robinſon & d'autres qui ont tous également abuſé de leurs places. Le joug de la tyrannie & les ſtygmates aviliſſans de la ſervitude, ſeront le partage éternel de cette Colonie, ſi une fois la Chambre ſe ſoumet à une pareille doctrine. Ne point s'élever contre ce qui a été dit par le Secrétaire d'Etat à notre Agent, comme de la part de notre Commandant en chef, ce ſeroit laiſſer porter la hache juſques dans le cœur de notre autorité, de nos privileges & de notre conſidération. Rappellons-nous quelques-uns des événemens qui ſe ſont paſſés depuis peu : un Juge révoqué ſans cauſe, d'une place dans la judicature qu'il avoit exercée d'une maniere auſſi honorable pour lui qu'utile pour le public : un Membre même de cette aſſemblée pareillement renvoyé pour avoir rempli les devoirs que lui impoſoit ſon caractere public : vos pétitions n'obtenant qu'un ſilence dédaigneux & le plus ſouvent vous attirant des menaces : des Officiers ſubalternes prévenus de crimes ſoutenus contre la juſtice publique : les commiſſions militaires les plus diſtinguées tombées dans un tel diſcrédit, que les gens d'honneur ne veulent ni les exercer ni les accepter ;

1776 Juillet, Août & Septem.

1776. Juillet, Août & Septem.

la sûreté de cette Isle sacrifiée à l'intérêt de fortifier le commandement par les complaisances les plus mal combinées : & enfin le corps représentatif de cette Isle accusé de mensonge & de faux à la Cour, qui fait dépendre notre considération du bon plaisir d'un seul homme ; & demandons-nous à nous mêmes si ce que nous avons de mieux à faire est de nous prosterner & d'adorer.

Telles sont les reflexions qui se sont présentées à mon esprit sur la premiere objection faite par le Gouverneur à notre pétition ; & il me semble qu'elles s'offriront de même à toute personne qui aura lu la lettre de l'Agent. Nos délibérations n'ont jamais roulé sur un objet plus sérieux, puisqu'il s'agit de savoir si nous abandonnerons sans résistance tout ce qui peut nous être cher ou être précieux au peuple de ce pays, ou si nous déploierons une vigueur de courage qui repousse loin de nous le joug dont nous sommes menacés.

Je passe actuellement à la seconde objection du Gouverneur. Il prétend que le mal n'est pas aussi grand qu'il a paru à la Chambre. Dans le tems de notre pétition, le tableau que nous y faisions du triste état de cette Isle n'étoit que trop frappant, & il n'y a que le Gouverneur qui puisse révoquer en doute des vérités que cependant il ne pouvoit ignorer. J'en appelle à un des Membres de cette assemblée: que le Capitaine

Peyne nous dise, si lorsqu'il demandoit des secours de la part du Gouverneur, il n'est point allé chez les Marchands pour savoir ce qu'il y avoit de munitions en état, & si le compte qu'il a rendu ne s'accorde pas avec ce que nous avons dit. On ne peut non plus nous contester que les productions de notre sol ne nous aient manqué : la détresse des habitans depuis cette époque est une preuve trop funeste de cette vérité. Ce que j'avance est notoire à tous les Membres de la Chambre. L'acte du Parlement qui a arrêté notre commerce avec l'Amérique, démontre assez évidemment que nos provisions ordinaires de sel & de grain doivent nous manquer. Le Gouverneur lui-même connoissoit si bien notre embarras & nos allarmes, relativement aux différentes causes de disette, qu'à la derniere session il nous a communiqué des copies de sa correspondance avec l'Amiral, dans laquelle il prioit celui-ci de laisser passer les bâtimens qui nous apporteroient des provisions des Colonies des Puissances étrangeres. Ces lettres contenoient encore d'autres détails auxquels la disette que nous éprouvions pouvoit seule donner lieu. Dans le tems où je proposois qu'il lui fût fait des remercîmens, j'étois bien loin d'imaginer que ces remercîmens devoient s'adresser à un homme qui avoit résolu de ruiner notre crédit & de nous noircir de l'imputation odieuse d'imposteurs, car les

1776. Juillet, Août & Septem.

1776 Juillet, Août & Septem.

imposteurs sont ceux qui feignent ce qu'ils ne sentent point & qui se plaignent de malheurs chimériques.

Devons-nous ou non souffrir une telle inculpation ? Si la Chambre est pour l'affirmative, je déclare hautement mon opposition & je demande qu'elle soit solemnellement inscrite sur nos regiſtres. Je sais que notre pétition ne contenoit rien que de vrai. Je suis convaincu que nous ne pouvons vivre heureux étant grévés d'accusations qui non seulement affectent notre crédit, mais encore sont destinées à opérer notre ruine. Lorsqu'il s'agira d'un objet aussi capital que notre existance, tant physique que politique, jamais un respect aveugle pour des titres & pour des places ne pervertira mon jugement, non plus que l'obligation sacrée que m'impose mon honneur & l'intérêt de ma patrie.

Il est donc nécessaire de prendre sur le champ une résolution ; & pour que nos délibérations soient moins gênées par les formes, je me bornerai pour le moment à proposer & en conséquence je propose que nous nous assemblions en Comité de toute la Chambre au sujet de la lettre de l'Agent à M. l'Orateur.

La motion de M. l'Avocat général ayant été appuyée par M. Jones ; la Chambre se forma en Comité, présidé par le Juge Row.

M. l'Avocat général s'est levé, & après avoir adressé quelques mots au Président, il a proposé

LETTRE.

*D'un Banquier de Londres, à M.*** à Anvers.*

De Londres le 16 Octobre 1778.

Vous m'avez vu, Monſieur, dans l'intime perſuaſion que l'Iſle de Rhode-Iſland étoit au pouvoir des Américains. L'intérêt de leur cauſe & celui de la paix qu'un ſi heureux événement eût pû accélérer, n'étoient pas les ſeuls motifs qui me portoient à le croire. J'y étois encouragé par un concours de circonſtances, qui a bien pû me tromper à quinze cents lieues, puiſqu'il y a eu plus d'un moment, ainſi que vous allez le voir, où des témoins oculaires en auroient fait la gageure. Ce que j'avois oſé vous prédire, en vous prévenant cependant que c'étoit mon opinion particuliere & que je ne garantiſſois rien, n'eſt donc point encore arrivé. Ce poſte a été conſervé par les Anglois, qui ne devoient gueres s'en flatter, & qui n'ont peut-être pas grand ſujet de s'en réjouir. Leur armée de terre y eſt reſtée, parce que le Ciel avoit réſolu d'en écarter les ſecours qui arrivoient pour la délivrer: parce que ce même coup de vent,

dont nous n'avions eu la nouvelle que par des bruits de mer, n'a été que trop réel, & que le désastre a été partagé par M. le Comte d'Estaing, qui n'avoit pu refuser ni à son courage, ni à sa prudence, de s'engager dans une affaire qui devoit se terminer autrement que par une telle catastrophe. Après tout, il faut pourtant convenir que le désordre où elle a mis pareillement la flotte Angloise, nous laisse d'autres motifs de consolation que celui auquel s'attacha Philippe II. en apprenant la mauvaise issue de son entreprise sur l'Angleterre. Si nous avons éprouvé la rigueur des élémens, c'est en société avec un ennemi dont ils paroissoient avoir conspiré la perte, puisque c'est la seconde tempête que les Anglois ont essuyée dans le court espace de quelques semaines, avec cette différence encore à notre avantage, qu'en réunissant leurs forces, ils ne feront que combiner des maux & des besoins difficiles à réparer, au lieu que l'escadre entiere de Toulon, qui s'est rassemblée dans le port de Boston, y a trouvé toutes les facilités désirables pour se remettre bientôt en état de rentrer en lice. Le plus grand malheur que nous ayons à reprocher au sort, c'est qu'il rejette peut-être jusqu'à l'année prochaine le moment où l'Angleterre ouvrira les yeux sur ses plus vrais intérêts, & qu'il lui inspirera la téméraire confiance de renouveller des efforts par lesquels elle

s'enfoncera de plus en plus dans l'abyme. Si de gré ou de force elle eût retiré cette année-ci d'Amérique des flottes & des armées qu'elle ne pourra y faire subsister qu'avec les plus grandes peines & avec des frais immenses, & si elle eût reconnu l'indépendance d'un peuple disposé à lui accorder son amitié, nous pouvions compter pour cet hyver sur la douce satisfaction de voir les Cours travailler à un arrangement qui auroit mis le comble à la gloire de la France, animée du seul désir de rétablir un juste équilibre de commerce, qu'on ne devoit jamais attendre de l'intolérable ambition de l'Angleterre.

Je vais mettre sous vos yeux tout ce qui s'est passé à Rhode Island, tant d'après les détails que la Cour vient d'en faire publier ici, que d'après les relations Américaines, sur lesquelles vous vérifierez notre gazette de Londres, soit pour trouver l'éclaircissement nécessaire de certains faits, soit pour démêler dans les récits refondus sous la main du Gouvernement Anglois les circonstances qu'il a intérêt de voiler, soit enfin pour y restituer ce qu'il aura cru devoir supprimer. — Je commence par la gazette extraordinaire de la Cour, qui quoique datée d'hier, n'a été publiée qu'aujourd'hui à une heure.

La gazette extraordinaire de la Cour a publié ce matin 16, les nouvelles ſuivantes.

De Whitehal le 15 Octobre 1778.

Extrait d'une Lettre du Général, Chevalier Henri Clinton, Chevalier du Bain, au Lord George Germaine, un des principaux Secrétaires d'Etat de Sa Majeſté, datée de New-York le 11 Août 1778, apportée par le ſieur Wilſon, Capitaine du 72e Régiment, lequel eſt venu ſur le paquebot le *Duc de Cumberland*, arrivé à Falmouth le 11 de ce mois, de New-York, en trente-quatre jours de traverſée.

» J'ai reçu le 3 de ce mois (Août), par le paquebot le *Sandwich*, votre lettre circulaire du 3 Juin, & votre dépêche du 5 du même mois. Dans ma derniere, dont étoit chargé le *Mercury*, j'ai eu l'honneur de vous informer que la flotte Françoiſe avoit quitté ſa ſtation près de Sandy-Hook, & que je croyois qu'il étoit plus que probable qu'elle avoit porté ſes vues ſur Rhode-Iſland «.

» Le Lord Howe & la flotte qu'il commande ont mis à la voile le 6 «.

» Les extraits ci inclus des lettres (n°. I, II & III) que j'ai reçues ces jours ci du Major Général Pigot, & que j'ai l'honneur de vous envoyer, vous feront voir que mon opinion étoit bien fondée par rapport à la

destination de la flotte Françoise. Au reste, il est impossible de vous donner à présent d'autre information sur ses opérations à Rhode Island, que ce qui est contenu dans les susdits extraits de lettres du Major Général Pigot «.

» Par les dépêches que je viens de recevoir de Saint-Augustin, de la part du Gouverneur Tonyn & du Brigadier Général Prevost, datées du 11 & du 25 du mois de Juillet, j'apprends que les Rebelles ont été arrêtés dans leurs tentatives sur les frontieres de la Floride orientale, & qu'aujourd'hui il n'y a plus à craindre que l'ennemi puisse rien effectuer contre cette province «.

N.° I. *Extrait d'une lettre du Major Général, Chevalier Robert Pigot, au Général Chevalier Henri Clinton, datée de New-Port le 31 Juillet & le premier Août 1778.*

» La flotte Françoise a paru le 29 sur les onze heures du matin. Aussitôt on a retiré les régimens d'Anspach & le corps de Brown qui étoient à Conanicut; & il n'est resté qu'un détachement dans les redoutes. Le lendemain matin, deux vaisseaux de ligne ont monté jusqu'au passage de Narraganzet. Notre batterie a donné deux fois dans le bois de l'un d'eux. Ils ont jetté l'ancre vis-à-vis l'extrémité septentrionale

de Conanicut. Il y a deux frégates de 36 canons & un brigantin dans le paſſage de Seconnet. Comme ils ont voulu aller ſur le *Kings-Fisher* & les galères, on a mis le feu au *Kings-Fisher*, ainſi qu'aux galéres, & elles ont ſauté en l'air «.

» Aujourd'hui (31 Juillet), les deux vaiſſeaux à deux ponts ont tâché de retourner à la mer & de joindre leur flotte, qui toute la journée n'a ceſſé de courrir, tantôt ſur un bord & tantôt ſur l'autre, & qui, ce ſoir, eſt venue jetter l'ancre devant Brenton's-Ledge, où elle avoit déja mouillée à ſon arrivée. Elle ne montre aucun deſſein d'entrer dans le port ni de détruire les bâtimens de tranſport & la frégate la *Flora*. Les autres frégates (Angloiſes) ſont avancées vers Briſtol-Ferry (le bac de Briſtol), près du rivage; & elles ont été occupées juſqu'ici à mettre à terre leurs proviſions, leurs canons & leur poudre; mais ſi les deux vaiſſeaux (François) à deux ponts vont ſe joindre à leur flotte, ces frégates entreront dans le port & débarqueront leurs canons & leurs munitions «.

» Les partis qui étoient reſtés aux redoutes de Conanicut ont été retirés de cette Iſle, ainſi que les moutons & les bœufs. Tout eſt diſpoſé pour que les régimens aux poſtes avancés & les détachemens au dehors, ſe retirent dans nos redoutes, où nous comptons nous maintenir pour y réſiſter

contre toutes les forces qui viendroient nous attaquer. Nous ne savons point en quels lieux se feront les débarquemens. Deux fois, j'ai fait tout au monde pour qu'on pût enlever un Habitant du Continent, & je n'ai pu y parvenir. Ce soir, une personne s'est offerte d'aller à terre & d'y apprendre des nouvelles. Il n'y a guères d'apparence que les Rebelles soient prêts; car on en voit fort peu sur l'autre bord. Il est vraisemblable que le grand embarquement viendra de Providence où sont toutes leurs tentes, munitions & provisions. Les munitions de terre, qui étoient dans des maisons sur les quais, ont été transportées au Rope-Walk (la Corderie), & celles de la marine ont été retirées de la ville.

Le premier Août, le vent a été contraire aux deux vaisseaux François dans le passage de Narraganzet; ainsi on ne sauroit dire s'ils ont intention de joindre leur flotte, ou de rester où ils sont; mais jusqu'à présent ils ont été de peu d'utilité à leur escadre.

N.° II. *Extrait d'une lettre du Major Général, Chevalier Robert Pigot, au Général Chevalier Henri Clinton, datée de New-Port le 2 Août 1778.*

» Hier, j'ai eu l'honneur de vous écrire pour vous informer de l'arrivée de la flotte

Françoife devant l'entrée du port. Hier au foir, j'ai envoyé à terre, d'où l'on m'a amené deux Habitans, l'un de Warwick-Neck, l'autre de North-Kingfton. Ils m'ont appris que tout feroit bientôt prêt. Ils croient que Mercredi ou Jeudi prochain (le 5 ou le 6) on tentera trois différens débarquemens, l'un de Briftol, l'autre de la côte de Seconnet, & le troifieme de la flotte Françoife ainfi que de l'Ifle de Conanicut où l'on doit raffembler des forces. On dit que le Général Arnold eft à bord de la flotte Françoife avec des troupes de Delawarre. On a tiré des détachemens de la Milice des provinces de la Nouvelle-Angleterre, & ils font en marche pour fe rendre à Providence. Ces mêmes gens difent que l'Amiral eft déterminé à détruire la ville, & qu'il entrera dans le port dès que les autres débarquemens au nord de l'Ifle auront lieu. Les deux frégates & le brigantin font toujours dans le Seconnet, & les deux vaiffeaux de ligne n'ont pas pu fortir du paffage de Narraganzet. Les François ont mis deux canons fur le *Dumplins*. On dit qu'il fera envoyé aujourd'hui des troupes fur cette Ifle. Nous avons fait venir des camps tout notre bagage, afin que les régimens puiffent fe retirer avec tous leurs effets, autant que cela fera poffible, lorfqu'on le jugera néceffaire. Quant à préfent, je n'ai rien de plus à vous apprendre.

N°. III. *Copie d'une lettre du Major Général Chevalier Robert Pigot, au Général Chevalier Henri Clinton, datée de Newport le 3 Septembre 1778.*

» Hier & avant hier au soir, j'ai eu l'honneur de vous écrire pour vous faire savoir la situation où nous étions, & ce que j'ai pu apprendre de celle des Rebelles & des François. Je compte que l'une ou l'autre de ces dépêches vous sera parvenue. Ce matin, j'ai eu le plaisir de recevoir la lettre de Votre Excellence du 29 Août; & une heure après est arrivé ici un Officier de Marine, envoyé par le Lord Howe, avec des dépêches. Depuis ma lettre d'hier, il est entré dans le Seconnet deux Brigantins armés qui ont approché les frégates françoises: ils sont pleins de monde. Les Officiers n'ont pas pu me dire si c'étoient des Soldats ou Matelots François, ou bien des Rebelles. Les Brigantins sont restés auprès des frégates; mais les troupes ont été transportées à bord des Frégates, ou débarquées à terre. Hier & aujourd'hui, un grand nombre de petits bâtimens, que l'on présume être des frégates rebelles, ont remonté le passage de Narrangouset allant de la mer à la Providence: on croit qu'ils sont pleins de monde; mais ils étoient trop éloignés pour qu'il fût possible de rien distinguer. On a vu aujourd'hui à

terre à Conanicut environ 200 Soldats de Marine François & un certain nombre d'hommes du côté des *Dumplins*. On pense que c'est un détachement de travailleurs. «

» Nous ferons le signal sur la hauteur, vers le lieu que vous indiquez ; & j'exécuterai le reste de vos ordres autant qu'il me sera possible. Si la flotte françoise entre dans le port, le passage de *Séconnet* sera ouvert. «

» Nous travaillons à une redoute pour assurer le *George* du côté de Brenton-Neck (l'Isthme de Brenton), pour le cas où l'on feroit une descente vers cette partie. Dans ma derniere lettre je vous ai instruit que les gens que j'avois faits prisonniers m'avoient dit que les Rebelles seroient prêts le 5 ou le 6 au plus tard ; qu'ils avoient le projet de descendre en trois endroits différens — de *Bristol*, du *Séconnet* & de la flotte sur la côte à *Southend*, ou dans le port. Nous faisons nos dispositions pour être prêts à tout événement. On a fait rentrer tout le bétail & les bêtes de trait. Les Gardes avancées se maintiendront dans leurs postes jusqu'au dernier moment. Elles ont ordre de ne se retirer que lorsque la flotte entrera dans le port, ou qu'elle fera ses préparatifs pour le débarquement. Nous fortifierons notre front autant qu'il sera possible. Si l'ennemi éleve des batteries contre nous, cela prendra du tems. S'il fait une attaque subite, j'espère que nous nous défendrons bien. Les troupes sont

en bonne ſanté, & pleines d'ardeur; & je ferai tout ce qui dépendra de moi pour les exciter à conſerver leur poſte juſqu'au dernier moment. Nous avons mis en ſûreté la plûpart de nos proviſions & de nos munitions; & je ne ſache pas qu'il nous manque rien. Trois de nos frégates ſont allées à la pointe ſeptentrionale de l'Iſle. Je ne penſe pas que les François haſardent d'y envoyer des vaiſſeaux: ils craindront que pendant leur abſence ils ne ſoient dans le cas d'en avoir beſoin. «

N°. IV. *Copie d'une lettre du Lieutenant Général Comte Cornwallis au Lord George Germaine, datée de New-York le 6 Septembre* 1778.

» Sur la nouvelle que, malgré le départ de la flotte françoiſe, les Rebelles continuoient toujours l'attaque de Rhode Iſland, le Chevalier Henri Clinton s'eſt embarqué en perſonne avec le premier bataillon de l'infanterie légere; le premier bataillon de Grenadiers & les troiſiéme & quatriéme Brigades aux ordres du Major Général Grey, & il a paſſé par le Sound pour aller au ſecours de cette place. J'ai reçu une lettre de Son Excellence, datée du premier de ce mois devant Rhode-Iſland, par laquelle il m'informe que l'ennemi a évacué l'Iſle la veille au ſoir. «

Article du Gazetier.

NOUS apprenons par le Capitaine *Wilſon*, que le Lord *Howe* & le Comte *d'Eſtaing* ont été ſur le point d'en venir aux mains le 11 Août, & qu'ils ont été ſéparés par une tempête: que le Lord Howe avoit été joint par le *Monmouth* de 64 canons de l'Eſcadre de l'Amiral Byron: que le Comte d'Eſtaing étoit dans la rade de Nantasket le 29: que le Lord Howe étoit à l'ancre en face de lui: qu'il eſt arrivé à New-York deux flottes de bâtimens vivriers, l'une le 30 Août, & l'autre le premier Septembre: que le vaiſſeau munitionnaire le *Lioneſſ* faiſoit partie de cette derniere: que le Contre-Amiral Parker étoit auſſi arrivé à New-York le 29 Août avec ſix vaiſſeaux de ligne de l'Eſcadre de l'Amiral *Byron*; & que le Capitaine *Wilſon* a vu arriver les recrues de Heſſe & d'Anſpach dans la riviere de New-York le 6 Septembre.

Du Bureau de l'Amirauté, le 15 Octobre 1778.

Le Lieutenant Dod, commandant le brigantin armé de Sa Majeſté *le Cabot*, eſt arrivé à ce Bureau le Mardi 13, venant d'Halifax avec des Dépêches de l'Honorable Vice Amiral Byron, & du Chevalier George Collier, adreſſées à M. Stephens. Voici des Extraits de ces Dépêches.

Extrait d'une lettre de l'Honorable Vice-Amiral Byron, datée à bord de la Princeſſe Royale, *au port d'Halifax, le 27 Août 1778.*

» Conformément aux ordres de leurs Seigneuries, en date du 5 Juin, j'appareillai dans la matinée du 9 du Sund de Plymouth avec l'eſcadre ſous mes ordres. Je fus obligé de chicanner un vent frais du Sud Oueſt pour ſortir de la Manche. Il ne ſe paſſa rien d'intéreſſant juſqu'au 3 de Juillet. Ce jour-là, étant par la latitude 49 dégrés 4 minutes nord, longitude 26 degrés 48 minutes oueſt, du Lézard, l'eſcadre fut diſperſée par un coup de vent impétueux du nord, accompagné d'une pluie exceſſive. Le lendemain 4, à huit heures du ſoir, l'orage diminua, & il ne reſtoit de l'Eſcadre que la *Princeſſe Royale*, l'*Invincible*, le *Culloden* & la frégate la *Guadeloupe*. Le 6, le *Culloden* reçut ordre de vigier dans la partie du nord-eſt, & la *Guadeloupe* dans celle du ſud-oueſt. La *Guadeloupe* nous rejoignit le lendemain après midi, & elle marcha de conſerve juſqu'au 21, qu'elle ſe ſépara de l'Eſcadre, ainſi que l'*Invincible*, dans une brume très-épaiſſe, ſur le banc de Terre-neuve. Le 5 Août, nous rencontrâmes le *Culloden*, qui faiſoit route ſans nous déjà depuis un mois; mais il perdit de nouveau la conſerve dans la nuit du 11 Août. La *Princeſſe Royale* ſe trouvant ainſi toute ſeule, je continuai de faire tous mes efforts pour gagner

Sandy-Hook ; mais les vents régnant de la partie du ſud oueſt vers l'oueſt, nous n'avançames que lentement. Le 18 Août, à cinq heures du matin, nous découvrîmes douze vaiſſeaux mouillés ſous le vent à nous, à la diſtance environ de neuf ou dix milles; Sandy-Hook reſtant alors nord 4 dégrés, oueſt approchant à vingt-huit lieues. Nous portâmes auſſitôt ſur eux ; mais à ſix heures, nous reconnûmes que c'étoient de gros vaiſſeaux. Pluſieurs d'entr'eux mirent à la voile, & ſe firent réciproquement des ſignaux que nous n'entendîmes point ; en conſéquence, nous ſerrâmes le vent à l'oueſt, afin de nettoyer le vaiſſeau. A ſept heures & demie, le vaiſſeau étant en état, nous virâmes & prîmes le premier ris du Hunier, nous mîmes des ſuſpentes aux vergues, & nous diſposâmes à tous égards le vaiſſeau au combat. A neuf heures, nous virâmes en portant à l'oueſt. Deux vaiſſeaux de ligne qui s'étoient détachés de l'eſcadre, nous donnoient la chaſſe; & l'un d'eux, qui paroiſſoit être le plus petit, avançoit au grand pas ſur nous. A dix heures, nous fimes le ſignal particulier dont on étoit convenu pour l'Eſcadre Américaine ; on n'y répondit point; avant ce moment-là, nous avions perdu de vue la flotte, & une demie-heure après, celui des vaiſſeaux donnant la chaſſe, qui étoit de la tête & le plus petit, mit ſon perroquet de fougue ſur le mât, afin que le vaiſſeau de la queue qui étoit

le plus grand, (il paroiſſoit être de 74 ou 84 canons,) eût le tems de le joindre; auſſitôt qu'il l'eût atteint, ils firent quelques ſignaux, & porterent vers leur flotte; ce qui nous cauſa beaucoup de ſurpriſe, car ils n'étoient pas à plus de trois mille de diſtance, & ils avoient tellement l'avantage de la marche, qu'ils auroient pu nous atteindre en moins de deux heures, s'ils euſſent continué de donner la chaſſe.

» Le tems étoit très-brumeux, lorſque nous étions au point le plus proche de la flotte; nous remarquâmes qu'un des vaiſſeaux avoit perdu ſon beaupré, & qu'un autre avoit mis des mâts de hune de rechange; un d'eux portoit un pavillon à la tête du grand mât de perroquet & un autre en portoit un à celle du petit mât de perroquet. Ces circonſtances ajoutées au ſignal qu'ils ſe firent réciproquement, ainſi que toute leur conduite, ne nous laiſſerent plus de doute que c'étoit l'eſcadre Françoiſe aux ordres du Comte d'Eſtaing. Je me flatte que ſi l'eſcadre que l'on m'avoit confiée, n'eût pas été diſperſée, j'aurois rempli entierement les intentions de Sa Majeſté & les ordres de leurs Seigneuries; mais malheureuſement je n'avois point de vaiſſeaux avec moi. Je ne crus pas qu'il fût ſage de tenter, avec la *Princeſſe Royale* toute ſeule, de gagner Sandy Hook; je ne pouvois pas eſpérer non plus d'arriver à Rhode-Iſland, parce que l'eſcadre enne-

mie ſe trouvoit directement entre nous & ces deux places. Je réſolus donc de gagner Halifax, & j'y ſuis arrivé hier au ſoir. Je n'y ai point trouvé de vaiſſeaux de force à l'exception du *Culloden*, dont le Commandant avoit jugé à propos de gagner ce port où il étoit arrivé le 16. «

» Je vais, ſans perdre un moment, travailler à réparer les avaries qu'a eſſuyées la *Princeſſe Royale*, afin qu'elle puiſſe mettre en mer. Je compte appareiller en compagnie du *Culloden*, pour me joindre avec le Lord Howe, à qui j'ai fait enſorte d'en donner avis par un ſloop du chantier d'Halifax que le Commiſſaire Hughes m'a prêté pour cet effet. «

Extrait d'une lettre du Vice-Amiral Byron datée à bord de la Princeſſe Royale *dans le port d'Halifax le* 3 *Septembre* 1778.

» La *Princeſſe Royale* ayant pris ce qu'il lui falloit d'eau & de proviſions, & ſon mât de miſaine ayant été aſſuré du mieux qu'il a été poſſible relativement aux circonſtances, je me propoſe de mettre demain à la voile ſur ce vaiſſeau avec le *Culloden*, la frégate le *Diamond* & le ſloop le *Diſpatch*. Je prends avec moi ces deux derniers bâtimens parce qu'ils ſont fraîchement carenés, & que leurs Commandans ſont parfaitement inſtruits de la navigation de la Côte, ce qui me fait eſpérer

pérer qu'ils feront de la plus grande utilité. Le Capitaine Fielding avoit le Commandement des vaiffeaux du Roi employés fur la côte de la Nouvelle-Ecoffe; mais comme j'ai jugé à propos de le prendre avec moi, le Chevalier George Collier a ordre de remplacer le Capitaine Fielding dans ce Commandement. «

Extrait d'une lettre du Chevalier George Collier, à bord du Rainbow *dans le port d'Halifax le 8 Septembre* 1778.

» J'ai l'honneur d'informer leurs Seigneuries, que le Vice-Amiral Byron a appareillé d'ici le 5 de ce mois, avec les vaiffeaux de Sa Majefté la *Princeffe Royale*, le *Culloden*, le *Diamond*, & les floops le *Difpatch* & le *Hope*, pour aller joindre l'Efcadre aux ordres du Vicomte Howe. «

» Un Vaiffeau François de 74 canons, appellé le *Céfar*, eft arrivé à Bofton, il y a environ 18 jours, en très-mauvais état. Il avoit eu une action très-vive avec l'*Ifis*, qui lui a tué & bleffé 50 hommes. Du nombre des derniers eft fon Capitaine M. de Bougainville, qui a eu le bras droit emporté dans le combat. «

» Les autres vaiffeaux de l'Efcadre françoife aux ordres du Comte d'Eftaing, après avoir été difperfés par un grand coup de vent, qui a démâté deux des principaux,

ſont arrivés les uns après les autres à Boſton, où ils ſont actuellement occupés à ſe réparer. «

» J'ai la ſatisfaction d'informer vos Seigneuries, que les troupes qui compoſent cette garniſon, jouiſſent de la plus parfaite ſanté, & qu'elles ſont pleines d'ardeur. Les fortifications de cette place ont été augmentées, & on y a élevé de nouvelles batteries, ce qui donne tout lieu de croire, que nous n'avons rien à craindre des efforts que l'ennemi pourroit faire pour s'en emparer. «

» J'envoye ces dépêches par le Brigantin de Sa Majeſté le *Cabot*, à qui j'ai donné ordre de ſe rendre en Angleterre avec la plus grande diligence. «

N. B. Le Lieutenant Dod, dans ſa traverſée, a rencontré près des bancs de Terre-neuve, le ſloop le *Hinchinbrook* de l'Eſcadre de l'Amiral Montagu. Le Commandant de ce ſloop l'a informé que le Commodore Evans montant l'*Invincible*, avoit relâché à Saint-Jean dans cette Iſle, & qu'après y avoir réparé ſes avaries, il avoit remis à la mer.

Extraits de trois Gazettes de Boſton des 21, 27 Août & 3 Septembre.

Le Comte d'Eſtaing eſt entré le 8 Août dans le port de New-port avec douze vaiſſeaux de ligne pour agir de concert avec notre armée deſtinée à effectuer la réduction

de Rhode Ifland. La flotte Françoife a été vivement canonée en paffant devant les batteries ennemies, dont cependant elle a été très-peu endommagée. Elle y a répondu avec vigueur, ayant tué plufieurs hommes à la batterie du Nord, fuivant ce que nous avons appris depuis par un déferteur.

Le 9, une flotte Angloife, qu'on croit être celle du Lord Howe, compofée d'environ trente voiles, eft arrivée à la hauteur de Point-Judith, dans le deffein, à ce qu'on préfume, de jetter du fecours dans Rhode-Ifland. Le vent étant au Sud, la flotte de Sa Majefté Três Chrétienne n'a pû fortir du port que le lendemain matin, lorfque le brave Comte d'Eftaing, par un vent frais du Nord, a mis à la voile avec les fufdits douze vaiffeaux qui ont encore effuyé un feu violent des batteries ennemies, à qui ils l'ont rendu avec la plus grande vivacité. Les Anglois voyant venir les vaiffeaux François pour engager le combat, ont levé auffitôt & ont fait force de voiles au Sud-Eft. A deux heures aprés midi ceux des vaiffeaux François qui étoient le plus au Sud, étoient eftimés fe trouver à quatre milles des vaiffeaux Anglois. Nous efpérons pouvoir en rendre bon compte dans notre prochaine feuille.

Un Particulier de New-London nous informe qu'il y étoit arrivé une barque de pêcheur dont le Maître a rapporté, que le 10

étant entre Block-Iſland & Montock, il avoit vû ſur le ſoir quelques vaiſſeaux François qui s'approchoient d'une partie de la flotte Angloiſe & qu'il avoit entendu auſſi-tôt une forte canonnade; mais qu'il ignoroit quelle en avoit été l'iſſue.

La tempête du 12 & du 13 a fait échouer un ſloop, un ſenaut & pluſieurs chaloupes près de South-Ferry (bac du Sud).

Le 9 & le 10, le Général Sulivan, avec l'armée qu'il commande, avoit débarqué à Rhode Iſland ſans oppoſition. Les ennemis ont abandonné tous leurs ouvrages & baraques du côté du Nord, les laiſſant en bon état & ſe ſont retirés dans leurs lignes à environ trois quarts de milles de la ville de New-port. Nos troupes ſont en poſſeſſion des hauteurs de *Quaker-Wind-Mill* & de *Butts*, ayant en avant un fort détachement à un mille & demi des lignes des ennemis, dans les environs deſquelles les ennemis ont brulé le 8 pluſieurs maiſons.

Notre armée conſiſte dans environ 12,000 hommes qui ſont pleins de courage. L'Avant-garde eſt compoſée de troupes légeres, de compagnies de volontaires & de cinquante hommes de chaque brigade, ſous les ordres du Colonel Livingſton. L'aîle droite eſt commandée par le Général Green, l'aîle gauche par le Marquis de la Fayette, la ſeconde ligne par le Général Hancock & le corps de réſerve par le Colonel Weſt.

Quarante-ſept déſerteurs ſont venus joindre notre armée depuis ſon débarquement dans Rhode Iſland.

Le 12 & le 13, nous avons eu un vent de tempête & une pluie conſidérable qui ont empêché le retour du Comte d'Eſtaing.

Extrait de la Lettre d'un Officier de diſtinction, datée de Rhode-Iſland.

» Nous regardons comme très-malheureux pour nous que la Flotte Françoiſe ſoit ſortie; mais cela étoit inévitable. Le Lord Howe avoit à bord trois mille hommes avec des munitions de toute eſpece qu'il auroit débarqués, s'il n'avoit pas été prévenu à tems. Le mercredi 12, après que le Comte d'Eſtaing fut ſorti, il porta ſur la Flotte Angloiſe, mais la tempête empêcha le combat. — Le Languedoc perdit un de ſes mats de Hunes; un vaiſſeau de 74 canons en perdit auſſi, mais je ne ſais pas quels mats. — Les François ſont à préſent à la hauteur de Point-Judith, & ils ont amené le *Senegal* & une galiote à bombe qu'ils ont pris. — Nous avons aujourd'hui deux batteries de huit canons qui tirent ſur l'ennemi; demain 22, nous aurons encore quatorze canons de plus, & deux ou trois mortiers qui commenceront à jouer demain matin. On nous a tiré près de deux mille coups qui ont tué un homme & en ont bleſſé trois ou quatre. Ils ont auſſi détruit

armes à feu. Cependant on dit qu'ils pointent très-bien leurs canons.

Extrait d'une autre Lettre.

La nuit du 19, notre armée éleva une autre batterie avancée à 40 ou 50 verges en front de celles qui avoient été d'abord conſtruites ſur les hauteurs dont on a déjà parlé. Non-ſeulement cette batterie eſt plus proche, mais auſſi elle eſt mieux ſituée pour incommoder l'enemi. Le 20, nous ouvrîmes une batterie, ce qui nous attira une vive canonade de la part de l'ennemi. Nous eûmes un homme tué & deux bleſſés. — On ne ſait point encore le dommage qu'a eſſuyé l'ennemi. — Le 20 après midi, le Comte d'Eſtaing a reparu avec ſon eſcadre, ayant pris une Frégate Angloiſe de 28 canons, & une galiote à bombe. Deux des Vaiſſeaux François ont eu leurs mats endommagés dans la derniere tempête. — L'eſprit de déſertion regne chez l'ennemi. Il paſſe de leur armée à la nôtre environ huit ſoldats par jour.

Autre Extrait.

Nous ſavons de bonne part que la Flotte du Lord Howe a beaucoup ſouffert de la tempête...... Quatre de ſes frégates ſont revenues à Sandy-Hook très-maltraitées. Deux ou trois étoient dématées. Une galiote a échoué ſur la côte de Jerſey; & on craignoit à New-York que toutes les autres

galiotes & petits bâtimens que le Lord Howe avoit pris avec lui, n'euſſent péri, aucun d'eux n'ayant donné de ſes nouvelles juſqu'au 17, quoiqu'ils euſſent ordre de revenir le quatrieme jour après qu'ils auroient quitté Sandy-Hook.

Extrait d'une Lettre d'un Volontaire, datée de Rhode-Iſland.

» Nous ſommes actuellement, 21 Août, vis-à-vis de *Tammany-Hill*, & nous voyons en plein les travaux de l'ennemi. «

» Nous avons deux batteries de quatre canons de 18 livres de balle, & nous comptons avoir dans peu de jours quatorze mortiers qui tireront ſur leur grande batterie; ſi cela a lieu, j'eſpere que ma prochaine lettre ſera datée de la Ville de Newport. «

Autres détails.

Suivant toutes les nouvelles de Rhode-Iſland, notre armée y eſt en très-bonne diſpoſition, & elle eſt bien fournie en tout genre, & ſurtout en pain. Le Conſeil de notre Province & le Général Heath avoient donné la plus grande attention à cette partie ſi eſſentielle du ſervice. Le Général Sullivan eſt bien heureux d'avoir réuſſi en ſi peu de tems à fournir une auſſi grande armée de tant de choſes néceſſaires. La célérité que nous avons miſe à ce ſervice, & l'ordre avec lequel il s'eſt fait, malgré la terrible tempête que nous avons

eue, & l'abſence de la Flotte & des Troupes Françoiſes, font beaucoup d'honneur au Commandant en chef, & prouvent en même tems la bonne conduite & le courage de nos Officiers & de nos Soldats. L'arrivée du Géneral Hancock dans l'Iſle, & à l'armée, a fort encouragé nos troupes, & particulierement celles de Maſſachuſett. Malgré le mauvais état où étoit ſa ſanté, lorſqu'il nous a quittés pour cette importante entrepriſe, nous apprenons qu'il a été conſtamment employé, & qu'il a toujours été des premiers à l'œuvre.

LE 22 Août après midi, le *Céſar*, Vaiſſeau François de 74 canons, eſt arrivé dans le port de Boſton. C'eſt un des Vaiſſeaux de la Flotte du Comte d'Eſtaing: il eſt commandé par M. de Bougainville. Il étoit parti de Rhode Iſland avec la Flotte; mais il en a été ſéparé par une violente tempête. Ayant depuis rencontré un Vaiſſeau Anglois de 64 canons, il y a eu un combat très-vif entre eux. Le Capitaine François y a perdu le bras droit, & a été bleſſé à la jambe. Il a eu treize hommes de tués & vingt-neuf bleſſés. Le Vaiſſeau Anglois avoit déjà amené, & auroit été conduit dans le port, s'il n'avoit pas paru deux autres Vaiſſeaux Anglois; comme le Céſar étoit fort maltraité, il a été obligé d'abandonner ſa priſe. Pendant le combat, on a vu jetter du Vaiſſeau Anglois dans la mer dix-neuf hommes.

Autres nouvelles de notre armée à Rhode-Island apportées à Boston par des Exprès du 22 & du 23.

» On travaille avec beaucoup d'activité à mettre nos batteries en état. Le 22, l'ennemi a jetté 2 ou 300 bombes, qui n'ont cependant pas fait grand effet, n'ayant blessé que 2 ou 3 hommes. Notre armée est pleine de courage, & les hommes en bonne santé. — Nos batteries faisoient un feu très-vif sur les travaux de l'ennemi, lorsque l'Exprès a quitté l'Isle, hier matin 23.

La Flotte Françoise n'étoit pas venue plus près de Newport, que Light-house point (pointe du Fanal). Son Vaisseau Amiral a été démâté dans la derniere tempête, & un de ses vaisseaux de 74 a perdu son mât de misaine. Il est à présumer que la Flotte du Lord Howe a beaucoup souffert aussi de cette même tempête, qui a été très-longue. Un vaisseau françois, de 74 canons, n'avoit point paru depuis, & on n'en savoit point de nouvelles. Ce vaisseau est arrivé à Boston, le Samedi 22. C'est le *César* de 74 canons. Etant bon voilier, il avoit toujours été en avant, à la poursuite de la Flotte angloise, lorsqu'elle avoit paru à la hauteur de Newport. Après que la violence de la tempête eut été un peu appaisée, le *César* se trouva à dix heures du soir, vis-à-vis d'un vaisseau de guerre anglois de 64 canons: le combat

commença à trois heures du matin : il fut très-vif, & dura trois heures. On dit que le vaiſſeau anglois avoit amené, lorſque deux autres vaiſſeaux anglois paroiſſant, le *Céſar* quitta l'Anglois. Dans ce combat, il a eu 13 hommes tués & 28 bleſſés.

Le 22 après midi, M. de Bougainville, Capitaine du *Céſar*, a été tranſporté de Nantasket ici. Son bras droit a été tellement fracaſſé dans le combat, que le Chirurgien a été obligé de lui couper un peu au-deſſus du coude ; on compte ſur ſon prompt rétabliſſement. Auſſi-tôt que le *Céſar* eſt arrivé ici, le Général Heath a envoyé un Exprès, pour en informer le Comte d'Eſtaing.

LE 28, la flotte Françoiſe, commandée par M. le Comte d'Eſtaing, eſt arrivée heureuſement dans la rade de Nantasket. Le lendemain 29, Son Excellence & une partie de la flotte ſont entrées dans le port de Boſton. Il a été ſalué par le canon des vaiſſeaux & des ports.

ON apprend par un Habitant de Fairfield qu'environ 100 bâtimens de New-York en ſont ſortis le 29 par Hell-gate.

Le 29 & le 31, on a vû à la hauteur de Rhode-Iſland une flotte de 70 voiles, qu'on croit deſtinée pour New-Port.

On diſoit hier (2 Septembre) que cette flotte étoit arrivée à New-Port avec un renfort.

Extrait d'une lettre d'un Officier de distinction, datée du camp à l'extrémité septentrionale de Rhode Island, le Samedi au soir 29 Août 1778.

» Ce que je vous ai mandé dans ma lettre de ce matin est arrivé comme je l'avois prévu, quelques minutes après que la poste fut partie. L'ennemi s'étant imaginé que notre intention étoit d'évacuer entierement l'Isle, nous a poursuivis d'assez près pour se trouver en état d'attaquer à sept heures du matin notre arriere garde, qui étoit postée sur une hauteur appellée *Windmill-Hill*. Elle soutint l'attaque avec assez de courage pour repousser jusqu'à trois fois une très-forte colonne ennemie; mais ayant été renforcée à différentes fois, elle nous obligea enfin de nous replier sur le gros de l'armée. Si vous demandez pourquoi notre détachement n'a pas été pareillement renforcé, c'est que notre Général lui avoit ordonné de se retirer devant l'ennemi avec quelque apparence de désordre, pour l'attirer sur son propre terrein & lui livrer un combat général. Lorsque l'ennemi parut sur *Quaker-Hill*, le Général, pour le confirmer dans l'idée que notre intention étoit de quitter l'Isle, fit avancer en sa présence vers le bac tous les bagages & les chariots. Cette manœuvre produisit l'effet desiré. L'ennemi fit filer son aîle gauche vers la

droite; & agissant sous le feu de ses vaisseaux, il se porta avec la plus grande ardeur vers une de nos redoutes, pour l'emporter & tourner ainsi notre flanc droit; mais ce poste fut défendu si vaillamment, & renforcé si à propos, qu'après un combat d'une heure & demie l'ennemi se retira, nous laissant maîtres du champ de bataille. L'ennemi forma sa droite pour attaquer notre gauche; mais notre artillerie fut servie si chaudement qu'il ne revint pas à la charge. La nuit étant survenue, elle mit fin à l'action. Les deux armées sont actuellement à la portée du canon. Il n'y a point de doute que demain à la pointe du jour il ne s'ouvre une nouvelle scène de carnage, où je me flatte que nous aurons certainement l'avantage. Pendant toute cette journée nos Officiers & nos Soldats se sont conduits comme des Vétérans. C'est avec le plus grand plaisir que je vous informe que le régiment du Colonel Jackson s'est trouvé aux deux actions, & que lui, ainsi que ses Officiers, se sont comportés en héros. Dans la derniere, ils ont chargé la bayonnette au bout du fusil, & ont fondu sur l'ennemi avec un tel acharnement qu'ils ont fait sur le champ pancher la balance de la victoire du côté des Américains. Le brave Colonel Henri B. Livingston commandoit le détachement. On ne sait pas encore au juste quelle est la perte que nous

avons faite; mais on l'évalue à environ 70 hommes tués & 200 bleſſés. Celle de l'ennemi eſt beaucoup plus conſidérable. Le Major Samuel Shelburn, de Portsmouth, Aide-de-Camp du Général Whipple, eſt bleſſé, & on lui a coupé la jambe. Le Colonel William Livingſton a eu deux légeres bleſſures. Le Lieutenant Lowell, du régiment de Jackſon, eſt tué. Le Lieutenant Walker, de Boſton, bleſſé mortellement. Hendley a reçu une légere bleſſure. Un Officier François, de la ſuite du Marquis de la Fayette, eſt bleſſé. Voilà tout ce que je ſais juſqu'à préſent. Nous avons fait environ 20 priſonniers, du nombre deſquels eſt un Officier nommé Swaney; il nous a appris que les vaiſſeaux arrivés en dernier lieu à New-Port étoient remplis de troupes, & que lorſque l'eſcadre Françoiſe a paru la ſeconde fois, la garniſon ne parloit que de capitulation. Son départ a ranimé le courage des Anglois. La Milice de Maſſachuſett s'eſt conduite admirablement bien.

Le 29 Août, le Général Sullivan a commercé à ſe retirer de Rhode-Iſland, avec l'armée ſous ſes ordres, & la retraite totale s'eſt effectuée le lendemain, ſans qu'il ait perdu un ſeul homme.

On a vu tous ces jours-ci, à la hauteur de ce port (de Boſton) une Flotte de vaiſſeaux, qu'on ſuppoſe être celle du Lord

Num

rendue par son Excellence le Chevalier William Howe le 17 Juillet 1777, à accorder des permissions de charger & d'exporter légitimement des marchandises de la susdite espece pour les susdits endroits, sous les restrictions & conformément aux reglemens établis dans ladite proclamation.

Et d'autant qu'il a plu ultérieurement à Sa Majesté, en conséquence du susdit premier acte du Parlement, de nous revêtir de l'autorité & du pouvoir d'accorder un pardon ou des pardons à aucun nombre ou classe de personnes dans les Colonies, Provinces ou Plantations mentionnées dans ledit acte.

D'autant aussi que par un acte du Parlement, fait & passé dans la dix-septieme année du règne de Sa Majesté, lequel est intitulé: » Acte pour autoriser & conduire les captures y mentionnées dans aucuns ports de la domination de Sa Majesté dans l'Amérique Septentrionale, & pour assurer aux Repreneurs la portion des vaisseaux & marchandises qui leur appartient «. — Il est statué que les personnes nommées par Sa Majesté pour accorder des pardons, peuvent donner la permission ou la faculté & autoriser tout Preneur ou toute autre personne, au nom de ces derniers, de conduire les captures y énoncées, à aucuns port ou place dans aucun des pays de la domination de Sa Majesté.

Nous donnons, par les présentes, entiere

permiſſion & faculté aux Commandans des vaiſſeaux de guerre de Sa Majeſté, ainſi qu'à toutes autres perſonnes autoriſées légitimement à faire les captures énoncées dans le ſuſdit acte, d'envoyer toutes les ſuſdites captures au port de New-York & à celui de New-Port dans Rhode-Iſland. Et nous déclarons ultérieurement que ces captures, ou aucunes de leurs portions, après avoir été jugées priſes légitimes, pourront être portées & débarquées dans la Grande-Bretagne ou dans tel autre pays de la domination de Sa Majeſté, à condition qu'elles ſeront ſujettes aux mêmes droits & aux mêmes reſtrictions à tous autres égards auxquels elles ſont ſujettes préſentement par ledit acte; & ce ſeront les Officiers nommés dans la ſuſdite Proclamation du Chevalier William Howe, qui accorderont les permiſſions pour leſdites exportations, en conſéquence de nos ordres.

Nous déclarons ultérieurement que cette Proclamation commencera à être en vigueur du jour de ſa date, & ſubſiſtera l'eſpace de trois mois de calendrier, ou juſqu'à ce que nous jugions à propos de l'annuller ou de la révoquer.

Et conſéquemment à la commiſſion de Sa Majeſté, nous enjoignons à tous les Officiers, tant civils que militaires, ainſi qu'à tous les autres fideles Sujets de Sa Majeſté, de nous aider & aſſiſter dans l'exécution de

notre

notre préſente Proclamation & de tous les articles y renfermés.

Donné avec nos ſignatures & nos cachets, à New-York le 26 Septembre 1778.

(L. S.) CARLISLE.
(L. S.) HENRI CLINTON.
(L. S.) WILLIAM EDEN.

Par ordre de Leurs Excellences,

ADAM FERGUSON, Secrétaire.

A M. Rivington, Imprimeur de Sa Très-Excellente Majeſté le Roi.

A New-York le 2 Octobre.

Vous voudrez bien publier la copie ſuivante d'une lettre de Son Excellence le Chevalier Henri Clinton, Chevalier du Bain, adreſſée aux Préſident & Membres du Congrès Américain, avec la réponſe qui y eſt jointe.

Je ſuis, Monſieur, votre très-humble & três-obéiſſant ſerviteur,

JOHN SMITH, Secrétaire.

N. B. Son Excellence a adreſſé une autre lettre, de même date & de même teneur, au Général Washington, à laquelle il n'a reçu juſqu'à préſent aucune réponſe.

A Son Excellence Henri Laurens, Président, & autres Membres du Congrès Américain à Philadelphie.

De New-York le 19 Septembre 1778.

MONSIEUR,

Il n'y a que les instructions positives de Sa Majesté, dont je vous envoie l'extrait, qui aient pu m'engager à vous importuner encore, vous ou le Congrès Américain, au sujet des troupes détenues dans la Nouvelle-Angleterre, en contravention directe du Traité de Saratoga. Le peu d'égard que vous avez pour les demandes déja faites sur cet objet, est tout-à-fait sans exemple dans la guerre. Quoi qu'il en soit, je réitere aujourd'hui la demande de l'exécution de la convention de Saratoga, & j'offre, en vertu de pouvoirs venus par un Exprès, & par un nouvel ordre du Roi, arrivés depuis la date de la derniere requisition faite par les Commissaires de Sa Majesté, de renouveller au nom de Sa Majesté toutes les conditions stipulées par le Lieutenant Général Burgoyne à l'égard des troupes servant sous son commandement.

En cela je crois m'acquitter de ce que je dois, non-seulement au Roi aux ordres duquel j'obéis, mais encore aux malheureux dont les affaires vous sont abandonnées &

qui, à ce que j'espere, auront assez de franchise pour m'informer des suites qui doivent résulter du nouveau systême qu'il vous a plu d'introduire.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur,

Votre très-humble & très-obéissant serviteur,

HENRI CLINTON.

Réponse du Congrès.

De Philadelphie le 23 Septembre 1778.

MONSIEUR,

Votre lettre du 19 a été mise sous les yeux du Congrès, & j'ai ordre de sa part de vous informer que le Congrès des Etats-Unis d'Amérique *ne répond point à des lettres insolentes.*

Je suis, avec le respect qui vous est dû, Monsieur, Votre très-humble & très-obéissant serviteur,

CHARLES THOMPSON, Secrétaire.

A Son Excellence le Général Chevalier Henri Clinton, Chevalier du Bain, &c. &c. &c. à New-York.

[Cette lettre du Général Clinton, & la réponse du Congrès, ne se trouvent point

dans la Gazette de la Cour de Londres du premier Décembre, qui rapporte seulement la lettre dudit Général au Lord Germaine, par laquelle il lui apprend qu'il a exécuté les ordres du Roi à lui notifiés par la lettre dudit Lord Germaine du 12 Juin dernier, & lui envoie la réponse, ou plutôt le *refus de réponse* ci-dessus. L'une & l'autre avoient paru dans une gazette précédente.]

De North-Castle, le premier Octobre.

Notre armée s'est sans doute retirée trop avant dans le pays. Cette manœuvre a laissé à découvert des parties de la Nouvelle-York & des Jerseys où l'ennemi fourage avec facilité. — A cette distance de l'ennemi, il ne nous est plus si facile de pénétrer ses desseins, & d'en troubler l'exécution. Il est vrai aussi qu'en continuant à rester aussi près des Anglois que dans les plaines blanches, il y avoit du danger pour notre armée, parce que l'ennemi étant le maître de la riviere d'Hudson & de celle de l'Est, il pouvoit nous tourner. Je conviens encore que s'il se portoit au Sud, notre armée, de sa position actuelle défendroit plus aisément les parties attaquées. — Il n'y a pas d'apparence que l'ennemi quitte notre Continent de cette année. Mais il faut le convaincre par notre persévérance que nous ne poserons point les armes qu'il n'ait pris son parti.

L'armée du Général Washington ſe maintient toujours dans ſa nouvelle poſition. Il n'y a pas encore d'apparence qu'elle faſſe quelque mouvement au Nord. — Le Général occupe le centre à Friderikſbourg. — La droite aux ordres du Général Putnam campe à Fishkill, & le Général Gates commande la gauche à Danbury.

[Ces détails ſur la poſition de la grande armée américaine, & ſur ſes dernieres manœuvres, donneront l'intelligence de la longue Gazette que la Cour de Londres vient de publier le premier de Décembre, pour rendre compte de la petite expédition que le Général Clinton a fait exécuter contre le lieu appellé *Egg-Harbour* (port de l'Œuf) dans les Jerſeys, où les Américains armoient beaucoup de Corſaires qui incommodoient fort les approches de New-York. Cette expédition projettée à la faveur de la nouvelle poſition priſe par le Général Washington dans les Highlands, en remontant la riviere d'Hudſon, a avorté en partie, parce que la Milice du pays étoit aſſemblée, & qu'un Corps reſpectable s'avançoit de Philadelphie avec du canon. Il n'y a eu que dix petits bâtimens de détruits, les plus forts étant ſortis ſur l'avis que les Généraux Américains leur avoient fait donner qu'ils étoient menacés. Au ſurplus, les Anglois voulant ſe venger de n'avoir pas pu atteindre juſqu'aux magaſins, ils ont fait le

dégât dans le pays, mais toujours avec l'attention de ménager les maisons des *Quakers* pour qui vous aurez remarqué dans les relations des Généraux Anglois une attention toute particuliere, & que vous jugez bien n'être point désintéressée. En passant, je vous demande la permission de vous prévenir, Monsieur, qu'une de mes prochaines Lettres roulera sur les griefs de ces sectaires, & sur la conduite que tiennent à leur égard les autres Américains, qui supportant tout le poids du jour & de la chaleur, ont bien le droit de restraindre quelques fanatiques dans leurs prétentions. Vous voyez par l'artificieux ménagement que la Cour de Londres & ses Généraux affichent à leur égard, que cette querelle intestine tient une place importante dans cette grande révolution. C'est ce qui m'a décidé à recueillir les notions que je prends la liberté de vous annoncer, & que vous jugerez sûrement dignes de votre attention. Je reprends le fil des nouvelles Américaines.

Le surplus des Lettres du Général Cornwallis, & du Capitaine Ferguson, toujours dans la Gazette de Londres du premier Décembre, — roule sur une escarmouche du 27 Septembre avec un Régiment Américain, près de Tapan sur la riviere d'Hudson, où ce Régiment auroit été sabré & dispersé. — Il y est question enfin d'une prétendue surprise de partie de la légion de

Pulaski, à laquelle on n'a point fait de quartier, d'après un *oüi dire* que ce Partiſan Polonois avoit déclaré à l'ordre qu'il entendoit qu'on ne fît point de quartier aux Anglois. — Il eſt encore très-à-propos de remarquer que les Généraux Anglois ayant reçu les ordres que Mylord Suffolk ne déguiſe point au Parlement, de mettre tout à feu & à ſang, cherchent toujours à en excuſer l'exécution, en prêtant aux Américains quelque ombre d'une auſſi déteſtable conduite, parce qu'ils rougiſſent moins de mentir, que d'effectuer les deſſeins ſanguinaires de leurs protecteurs.

L'expédition au *Havre de l'Œuf*, par le détachement de New-York aux ordres du Capitaine Ferguſon, a eu lieu le 7 Octobre. Comme elle eſt de bien peu d'importance, un Plaiſant Anglois, après avoir lu la lettre du Général Clinton à ce ſujet au Lord Germaine, publiée le premier Décembre, a dit que c'étoit bien le cas de décerner à ce Général le Triomphe de l'*Ovation.*]

De Philadelphie, le 3 Octobre.

Un Parti ennemi fourageur, aſſez conſidérable, a débarqué la ſemaine derniere ſur la côte de Jerſey, & a pouſſé juſqu'à Hackinſack. On en attendoit un ſecond à Eliſabeth Town, le ſamedi 26 Septembre. Comme la Milice étoit aſſemblée, il y a

apparence que l'ennemi n'aura pas pu pénétrer jusqu'à Morris Town, pour y détruire nos magasins. Ces grands fourages se font vraisemblablement pour l'embarquement qui se prépare, & que l'on dit destiné pour les Isles.

De Philadelphie, le 3 Octobre 1778.

Le 22 Septembre, plusieurs personnes qui étoient sur le rivage à *Egg-Harbour* dans le Nouveau-Jersey, ont vu passer vers le Sud, 30 voiles, & le lendemain on en a vu 50 autres. Comme personne du voisinage n'a vu encore une pareille Flotte venant de Sandy-Hook, il seroit difficile de déterminer d'où venoit celle-ci : on doit présumer que ce sont des bâtimens qui transportoient des Troupes Angloises aux Isles de l'Amérique.

De Poughkeipsie, sur la riviere d'Hudson, le 5 Octobre.

Suivant le rapport de quelques Officiers arrivés tout récemment de New-York, où ils étoient prisonniers, le Chevalier Henry Clinton vient d'y rendre une proclamation pour avertir les Habitans de s'assembler le 8 de ce mois à l'effet de consulter & déterminer quels sont ceux qui doivent rester dans la Ville, ou marcher avec les Troupes du Roi. Il les prévient en même

tems qu'on fournira des bâtimens à toutes les perſonnes qui voudront ſe rendre aux Iſles de l'Amérique avec la Flotte qui doit mettre à la voile le 14 Octobre, neuf Régimens y étant déjà embarqués.

[On verra ci-après que c'eſt la diviſion du Général Commodore Hotham dont le départ a été fixé depuis au 26 Octobre.]

Une grande partie des beſtiaux enlevés par l'ennemi, du diſtrict de German Flats ſur la riviere Mohac, a été repriſe par des Troupes légeres Américaines qui ſont à la pourſuite, & ont déjà tué & pris pluſieurs hommes du Corps ennemi qui avoit fait ce coup.

Relation datée du 8 Octobre, de l'expédition américaine ſur les derrieres de la Penſylvanie, où les Anglois & les Sauvages leurs alliés, exerçoient leurs ravages.

Sous le bon plaiſir du Congrès.

J'ai eu ordre de marcher vers la frontière dans un tems très-critique. — L'Etabliſſement de Wyoming étoit totalement détruit. — Les Habitans de la Branche occidentale de Suſquehanah avoient été chaſſés de leurs habitations, & il y avoit eu pluſieurs femmes & enfans maſſacrés ou emmenés priſonniers.

Nous avons tâché, avec le peu de forces que j'avois ſous mon commandement, de

donner toute l'affiftance poffible à ces malheureux.

Nous fommes charmés de pouvoir dire que nous avons fait quelque bien ; & fi nous avions pu en faire encore davantage, nous aurions été plus fatisfaits.

Il eft venu, des Comtés de Lancafter & de Berks, environ 400 Miliciens, qui ont été long-tems à faire leurs préparatifs, & très-long-tems auffi en marche. Après avoir paffé ici deux mois, toujours fort impatiens de s'en retourner, ils nous ont quittés.

Comme il s'agiffoit d'une frontière auffi étendue que l'efpace entre Wyoming & Allegany, nous avons bien jugé que le peu de Troupes réglées que nous avions, ne fuffiroit pas pour défendre les poftes néceffaires.

Nous avons imaginé que comme les habitans ne feroient pas fort en danger, pendant notre abfence, il vaudroit mieux (s'il étoit poffible) qu'avec la plus grande partie de nos Troupes, nous frappaffions un coup important fur les Villages Indiens les plus voifins. Sachant fur-tout qu'il avoit été envoyé un détachement affez fort dans le Pays ennemi par Cherry-Valley, nous efpérions pouvoir repouffer les Sauvages beaucoup plus loin.

Nous comptions, pour cette expédition, fur 400 Soldats, Volontaires & autres, fans compter 17 Cavaliers que j'avois monté avec des chevaux de mon Régiment, & qui de-

voient ſervir ſous les ordres de M. Carbury.

Notre rendez-vous étoit au Fort Muncy, ſur la branche occidentale : nous eſpérions pénétrer par le ſentier de Sheshekununk à Tioga, à la jonction du Cayuga avec la branche principale, N. Eſt, du Suſquehanna, & de-là agir ſelon que les circonſtances l'exigeroient.

Les Troupes ſe trouvèrent à Muncy le 18 Septembre. Quand nous en vînmes au dénombrement de nos forces, elles ne ſe montèrent qu'à 200 Soldats. Ce nombre étoit peu conſidérable ; mais préſumant que l'ennemi n'étoit pas inſtruit de nos deſſeins, nous eſpérions, tout au moins, faire une bonne diverſion, pendant que les habitans enſemençoient leurs terres.

Le 21 matin, nous partîmes de Muncy, avec les forces ci-deſſus mentionnées, ayant avec nous des munitions de réſerve, & pour douze jours de proviſions.

Pendant notre route, nous eûmes des pluies continuelles, & notre marche fut interrompue par d'immenſes marais, des montagnes, des défilés & des rochers, & il nous fallut ouvrir & débarraſſer les chemins partout où nous paſſions.

Nous traversâmes la rivière de Lycoming, à plus de vingt repriſes, ſoit à la nage, ſoit au gué. Sans entrer dans un détail faſtidieux, je dirai ſeulement que nos gens ſurmontè-

rent toutes ces difficultés avec la plus ferme résolution.

Le 26 au matin, un parti de 19 hommes de notre avant-garde, rencontra un égal nombre d'Indiens dans le sentier: un de leurs principaux chefs fut tué & escalpé, & le reste prit la fuite.

Quelques milles plus loin, nous arrivâmes dans un endroit, où 70 guerriers avoient couché la nuit précédente. Ils marchoient vers nos frontières; mais frappés d'une terreur panique, ils s'enfuirent, & rejoignirent leurs frères.

Nous avançâmes, sans perdre de tems, vers Sheshescununk, & nous fîmes, dans le voisinage, 15 prisonniers. Nous apprîmes d'eux, qu'un homme de la Compagnie du Capitaine Spalding, qui étoit à Wyoming, avoit déserté, depuis notre départ, & qu'il avoit instruit l'ennemi de notre projet contre lui.

Nous marchâmes alors avec la plus grande diligence, vers Tioga, ayant porté sur le front quelque Cavalerie mêlée d'Infanterie. Ils firent leur devoir à merveille, & l'ennemi fuyoit devant nous avec précipitation. Il étoit nuit, lorsque nous arrivâmes à la Ville: nos Troupes étant très-fatiguées, il nous fut impossible d'aller plus loin ce jour-là.

Nous fîmes encore un autre prisonnier: après avoir pris des informations, nous nous

convainquîmes que les Sauvages avoient eu nouvelle de notre arrivée, depuis quelques jours : que les Indiens avoient été vers German-Flat, où ils avoient escalpé 8 personnes & emporté 70 bœufs destinés pour la garnison du Fort Stanwix : qu'à leur retour, ils comptoient attaquer de nouveau Wyoming, & les Etablissemens de la Branche occidentale : qu'ils étoient commandés par le jeune Butler : que ni le Colonel Morgan, ni aucun autre, n'avoit tenté de pénétrer dans le Pays ennemi, comme on nous l'avoit donné à entendre : qu'il y avoit plus de 500 hommes des leurs rassemblés à Chemung ; & qu'ils y construisoient un Fort.

On nous dit encore que le jeune Butler étoit venu à Tioga, quelques heures avant notre arrivée : qu'il avoit 300 hommes avec lui, la plupart Torys, habillés de verd : qu'ils s'étoient retirés à 12 milles vers Chemung, & qu'ils étoient résolus de nous livrer bataille dans quelqu'un des défilés près de ce lieu.

Il fut bientôt convenu que nous n'irions pas plus loin, mais que s'il étoit possible, nous percerions jusqu'à Wyoming. Nous brûlâmes Tioga, le Palais ou Village de la Reine Esther, & tous les Etablissemens de ce côté-là. On prit quelques canots, & l'on fit du butin, dont partie fut détruite.

M. Carbury, n'ayant avec lui qu'un petit parti de Cavalerie, poursuivoit chaudement

Butler. Il avoit pris possession du Village de Shawnée, à trois milles au-dessus de la Branche de Cayuga; mais comme il ne nous vit point avancer, il s'en revint.

L'Ennemi étoit fort consterné. Nous poussâmes notre bonne fortune aussi loin qu'il fut possible; mais il est probable que notre bonne contenance nous sauva, puisque nous étions trop avancés dans le pays, pour en revenir autrement que les armes à la main. Ce soir-là même, nous revînmes à Sheshecununk. Si nous avions eu 500 hommes de Troupes réglées, & 150 de Troupes légeres, avec une ou deux pièces d'Artillerie, nous aurions probablement détruit Chemung, qui est à présent l'asyle de tous ces coquins d'Indiens & de Torys, de tout pays & de tout Etat. De-là ils font leurs courses vers les frontières de New-York, Pensylvanie, Jersey & Wyoming, où ils commettent ces horribles massacres & ces déprédations, dont on a tant parlé. Niagara & Chemung sont la retraite des Torys, qui ne peuvent pas arriver jusqu'à New-York.

Le 28, au matin, nous traversâmes la riviere, & nous marchâmes vers Wyalusing, où nous arrivâmes le soir à onze heures, nos Soldats étant épuisés de fatigue.

Le 29, au matin, nous avons été obligés de nous arrêter jusqu'à onze heures, pour tuer des bœufs, & les faire cuire. Ce retard indispensable a donné à l'ennemi le tems de s'approcher.

Soixante & dix des nôtres harraſſés de fatigue, ſe ſont embarqués dans des canots; d'autres ſont montés ſur des chevaux de ſomme. Nous n'avions pas plus de 120 Soldats, pour former la ligne de marche.

Le Lieutenant Sweeny, Officier d'un rare mérite, commandoit l'arriere-garde composée de trente hommes, & cinq excellens batteurs d'eſtrade, aux ordres de M. Camplen. L'avant-garde devoit conſiſter en un Officier & quinze Soldats. Nous avions quelques hommes ſur le flanc. Mais on s'en eſt ſervi rarement, à cauſe de la difficulté du terrein & de la fatigue.

Le reſte de notre petite armée a été formé en trois diviſions: celle de mon régiment, compoſant la premiere; la Compagnie du Capitaine Spalding, la ſeconde; & celle du Capitaine Murron, la troiſième. La Cavalerie légere a pareillement été partagée entre le front & l'arriere-garde. Nous avions raſſemblé les chevaux de ſomme & le bétail qui devoient ſuivre la garde avancée.

Dans cet ordre, nous ſommes partis de Wyaluſing, & à midi notre front a reçu une légere attaque de deſſus une hauteur; une demie-heure après, il en a été fait une plus chaude du même endroit. Après avoir ordonné aux ſeconde & troiſieme diviſions, de prendre l'ennemi en flanc, nous l'avons auſſi-tôt délogé; mais cette expédition n'a été qu'une bagatelle, comme je m'y étois

attendu; & nous n'y avons perdu que le moins de tems qu'il nous a été possible.

A deux heures, notre arriere-garde a été attaquée très-vivement, & obligée de plier en grande partie: pendant ce tems-là, plusieurs Sauvages ont paru sur notre flanc gauche. Nous avons été bientôt convaincus, par la vivacité du feu, que nous avions à combattre un corps considérable.

Le Capitaine Stoddert commandoit le front, j'étois au centre. Ayant remarqué quelques hauteurs, qui commandoient l'ennemi, j'ai ordonné aussi-tôt aux premiere & troisieme divisions de s'en emparer, tandis que le Capitaine Spalding fut envoyé pour soutenir l'arriere-garde. Nous avons gagné la hauteur, sans que les Sauvages s'en soient, pour ainsi dire, apperçus. Le Capitaine Stoddert a fait marcher un petit détachement contre l'arriere-garde ennemie. Dans ce moment critique, les Capitaines Boone & Brady, & le Lieutenant King, accompagnés de quelques braves qui étoient débarqués de dessus les canots, ont joint M. Sweeny, & rengagé l'action. Le cri de guerre a été poussé par nos gens, qui étoient au pied des hauteurs, & s'est communiqué tout autour. Nous avons foncé sur l'ennemi de toutes parts, avec le plus grand acharnement. Les Sauvages, après une brave résistance de quelques minutes, se voyant sur le point d'être investis, se sont sauvés avec

la

la plus grande précipitation par les passages qui leur restoient, & ont laissé dix morts sur la place.

Nos troupes ont témoigné le plus grand zèle pour remplir leur devoir, mais elles étoient trop épuisées de fatigue: autrement (comme les Sauvages se croyoient investis) elles auroient poussé l'ennemi dans la riviere.

D'après les avis que nous avons reçus, c'étoit un corps choisi de guerriers, qui avoit été envoyé après nous, & qui consistoit en près de 200 hommes. Il est probable que c'est à leur confiance, & a leur impétuosité, que nous sommes redevables de la victoire.

Après avoir fait plier notre arriere garde, à quelque distance on a entendu le chef dire en langue sauvage, *mes braves guerriers, nous les repoussons : du courage & de la fermeté : la victoire est à nous.* A ces mots, ils se sont avancés avec la plus grande précipitation, sans assez regarder derriere eux.

Nous n'avions point d'autre alternative, que de vaincre ou mourir ; s'ils eussent eu l'avantage, nous étions tous massacrés ; mais le puissant Dieu des batailles nous a protégés dans ce jour de danger.

Nous avons eu quatre tués & dix blessés. Les ennemis doivent en avoir eu au moins trois fois autant.

Ils ont reçu un tel échec, qu'ils n'ont pas pu nous inquiéter davantage dans notre mar-

che vers Wyoming, qui eſt à plus de cinquante milles du lieu de l'action.

Les Officiers de mon Régiment ſe ſont très-bien conduits, ſans en excepter un ſeul. Tout le détachement rend juſtice au rare mérite & à la bravoure du Capitaine Stoddert. Je ne puis parler trop favorablement de lui. Il mérite l'eſtime de ſon pays.

M. Carbury, avec ſa Cavalerie, a montré beaucoup d'activité, & il a rendu d'importans ſervices avant que les chevaux fuſſent fatigués.

Preſque tous les Officiers ſe ſont couverts de gloire.

Le Capitaine Spalding s'eſt montré le plus avantageuſement poſſible.

Le Capitaine Murron nous a été d'un grand ſervice, par la connoiſſance qu'il a des affaires des Sauvages, & de leur maniere de combattre. Ses hommes étoient tireurs, & ils ont été d'une grande utilité.

Les Soldats de mon Régiment étoient armés de fuſils & de bayonnettes; ils n'étoient pas habiles tireurs, ni propres à combattre dans les bois. Les balles, & trois poſtes, qu'ils mettoient dans chaque fuſil ont ſuppléé, en quelque ſorte, au manque d'adreſſe.

Quoique nous ayons eu l'avantage dans cette action, je ſuis cependant convaincu, qu'un certain nombre de troupes légeres, commandées par de bons Officiers, ſont néceſſaires à ce ſervice.

Le 3 Octobre, les Sauvages ont tué & ſcalpé trois hommes qui avoient eu l'imprudence de quitter la garniſon pour aller chercher des patates.

D'après nos obſervations, nous penſons que le même détachement que nous avons eu à combattre, après avoir pris ſoin des morts & des bleſſés, s'eſt avancé vers Wyoming, & qu'il eſt actuellement dans les environs de cette place.

J'y ai laiſſé la moitié de mon détachement avec cinq de mes Officiers. Si les Sauvages entreprennent d'inveſtir cette place, je ne crains pas qu'ils viennent à bout de leur deſſein, quand bien même leur nombre ſeroit augmenté.

Notre garniſon eſt abondamment pourvue de bœuf & de ſel, quoique la farine ſoit rare à Wyoming.

Je ſuis arrivé ici le 5, avec le reſte de mon détachement. Nous avons fait, dans l'eſpace d'environ trois ſemaines, un circuit de près de 300 milles. Nous avons enlevé près de 50 pieces de bétail, outre pluſieurs autres articles.

J'ai l'honneur d'être, avec le plus profond reſpect,

Votre très-humble & très-obéiſſant ſerviteur.

THOMAS HARTLEY, Colonel Commandant ſur les frontieres de Penſylvanie & de Wyoming.

A l'honorable Congrès des Etats-Unis d'Amérique.

Publié par ordre du Congrès.

CHARLES TOMPSON, Secrétaire.

De Fish-Kill le 8 Octobre.

Le Quartier général de M. Washington est à présent en cette Ville.

De Boston le 8 Octobre.

L'Assemblée générale de Massachuset vient de faire choix des Délégués suivans, pour représenter l'Etat au Congrès l'année prochaine :

Les honorables, Samuel Adams, John Hancock (ci-devant Président du Congrès, & aujourd'hui Brigadier Général), Elbridge Gerry, Francis Dana (celui à qui M. le Commissaire Johnstone a écrit une de ses mémorables lettres), James Lovell, Samuel Holt, Timothée Edwards (ce dernier est nouveau).

De la Providence, Etat de Rhode-Island le 10 Octobre.

L'escadre de l'Amiral Byron, qui est actuellement à Rhode-Island, a été treize semaines en mer. Elle a beaucoup souffert par différens coups de vent, & ses équipages fourmillent de malades.

Aux Imprimeurs de la Gazette de Boston.

De Boston le 13 Octobre.

En insérant dans votre gazette les votes & arrêtés suivans de la ville de Boston, dans une très-nombreuse assemblée tenue au mois d'Août dernier au sujet d'une pétition d'une grande pluralité de ses habitans les plus respectables, pour empêcher le retour des Torys en cette Métropole, &c. vous contribuerez à faire connoître au public leurs résolutions relativement aux malhonnêtes gens qui se sont envain efforcés de jetter dans l'esclavage ces Etats libres & indépendans.

A Boston le 6 Août 1778.

Dans une assemblée de Francs-tenanciers & autres Habitans de la Ville de Boston, dûment qualifiés & légalement formés dans une assemblée publique de Ville, tenue à Faneuil-hall le Jeudi 6 du mois d'Août l'an du Seigneur 1778, & l'honorable John Hancock, Ecuyer, élu modérateur, on fit lecture de l'article suivant : « Considerer & déterminer quelles sont les démarches qu'il conviendroit de faire à l'égard d'un nombre de personnes, ci-devant habitantes de cette Métropole, lesquelles ont sollicité & reçu protection du Roi Britannique, & se disposent, dit-on, à revenir

dans la Ville. « Lecture fut auſſi faite de l'adreſſe aux Elus pour s'aſſembler, ſignée par près de quatre cents des habitans les plus reſpectables, &c. Voici cette adreſſe.

Aux Elus de la Ville de Boſton.

MESSIEURS.

Comme bons compatriotes, nous prenons la liberté de nous adreſſer à vous aujourd'hui, relativement à une nouvelle qui ſe débite parmi nous & à laquelle nous avons les plûs fortes raiſons d'ajouter foi. On dit qu'un certain nombre de nos ennemis déclarés, ci-devant habitans de Boſton, & qui ont ſollicité & reçu protection du Roi Britannique, ſe diſpoſent à revenir dans cette Ville. En conſéquence nous vous prions de convoquer le plutôt poſſible les habitans, afin qu'on puiſſe prendre leur avis ſur cette affaire importante & adopter les meſures les plus efficaces pour empêcher ces traîtres & invétérés ennemis d'habiter jamais parmi nous. Ce ſont des gens dont les principes favoriſent hautement la tyrannie Britannique, & dont les actions & la conduite ſont tout à fait incompatibles avec les privileges d'un Peuple libre. Or comme nous cherchons à prévenir tous les troubles que le retour de ces hommes dangereux pourroit occaſionner, nous croyons devoir conſulter nos chers concitoyens, agir de concert avec eux &

prendre quelque résolution vigoureuse qui fasse connoître à quel point nous désaprouvons & abhorrons les traîtres, & manifester notre détermination à bannir pour toujours & sans distinction toutes les personnes qui ont cherché du refuge dans le sanctuaire du pouvoir qui doit seul leur servir aujourd'hui d'azile & de protection.

Après de légers débats sur ce sujet il fut proposé qu'on pourroit prendre l'opinion de la Ville pour savoir si elle vouloit faire quelques démarches à cet égard, & la question passa unanimement à l'affirmative.

Alors il fut unanimement *voté* que l'opinion de la Ville étoit qu'aucune des personnes qui ont quitté la Ville & qui ont sollicité & reçu protection du Roi Britannique, ne peut y retourner sans mettre dans le plus grand danger son repos & sa sureté.

Sur une proposition faite, il fut voté que les honorables John Hancock, Nathanael Appleton, Richard Devens, Ellis Gray: Messieurs Thomas Walley, Ezechiel Price, William Cooper, Joseph Henderson, & John Wintrhop, s'assembleroient en Comité pour délibérer sur ce qu'il conviendroit de faire relativement à l'objet en question & en faire leur rapport à l'ajournement.

L'assemblée fut alors ajournée au 7 Septembre, tems auquel la Ville s'assemblera conformément à l'ajournement Le rapport modifié est énoncé, ainsi qu'il suit.

Qu'il sera donné aux Représentans de la Ville des ordres & instructions de faire tout ce qui dépendra d'eux dans la grande assemblée & dans l'assemblée générale aux sessions prochaines, pour qu'il y soit passé des (*a*) loix qui empêchent efficacement le retour en cette Ville ou dans aucune partie de l'Etat, de toute personne quelconque qui a abandonné son pays lorsqu'il étoit dans la détresse, & qui a sollicité & reçu protection du Roi & du Gouvernement de la Grande-Bretagne.

La proposition faite par le Comité passa à l'affirmative d'une voix unanime.

Il fut pareillement *voté* que le Clerc de la Ville donneroit aux Representans de la Ville une copie autentique du vote précédent : ce qui fut fait.

De Trenton le 30 Septembre.

Une Gazette de New-York contient l'avis suivant.

» Tous les réfugiés loyaux de cette Ville

(*a*) L'Etat a publié le 16 Octobre un acte de proscription contre 306 anciens Habitans y nommés : s'ils reviennent ils seront renvoyés : s'ils récidivent, mis à mort. Tout fauteur condamné à 500 livres sterling d'amende. Invitation à tous les autres Etats de publier pareillement les noms de leurs déserteurs, & ordre aux Députés en France d'y rendre public ledit acte au plutôt, pour faire connoître aux Proscrits le sort qui les attend. Il leur en a été envoyé à cet effet 500 exemplaires.

ſterling avoit été détournée de ſon objet en 1772, parce qu'on avoit négligé d'exiger un pareil compte, ainſi qu'il offrit de le prouver.

M. *Buller*, un des Lords de l'Amirauté, déclara qu'il ne s'y oppoſeroit point, ſe réſervant de juſtifier l'Amirauté ſur cette imputation lorſque le vote actuel ſeroit paſſé. En conſéquence la motion de M. Luttrel fut admiſe ſans oppoſition.

A cette motion ſuccéda celle de M. Cook, qui demanda communication de tous les écrits publiés à New-York par les Commiſſaires conciliateurs.

Le Chevalier George Young appuyant cette demande y ajouta, que lorſqu'il avoit donné ſa voix pour la commiſſion, c'étoit dans l'eſpoir qu'elle procureroit la paix, & qu'il déſiroit qu'outre les papiers en queſtion, on fit voir de plus à la Chambre comment cet objet ſi eſſentiel avoit été manqué.

La motion de M. Cook paſſa unanimement.

Le Mercredi 2 Décembre. — M. Temple Luttrel obſerva à la Chambre que toutes les diſgraces eſſuiées dans la campagne derniere par la marine Britannique, venoient de ce que la flotte avoit été très-mal armée en matelots, — & il interpella à ce ſujet les Amiraux Keppel & Palliſer. — Après avoir établi que les ſoixante & dix mille matelots demandés coûteroient à la nation

trois millions & demi de livres ſterling, il démontra que le gouvernement avoit détourné en 1771 une ſomme de 420,000 livres ſterl. n'y ayant pas eu plus de 28 à 30,000 matelots, y compris les ſoldats, de levés dans cette année au lieu de 40,000.

L'Amiral Keppel & le Lord North ſe levant tous les deux à la fois, M. Keppel fut reqnis de parler le premier, & il informa la Chambre qu'il ne croyoit point devoir répondre aux queſtions qui pourroient être faites ſur ſa conduite par des particuliers; mais qu'il étoit prêt à la ſoumettre à toute Enquête juridique devant la Chambre ou ailleurs, & qu'il eſpéroit ſe juſtifier à la ſatisfaction de ſon pays. » Pour le moment, pourſuivit-il, je ne crois point qu'il y ait eu prévarication ou faute de la part de qui que ce ſoit. C'eſt un préjugé général parmi le peuple que toutes les fois que deux grandes flottes ſe rencontrent, elles ne peuvent ſe diſpenſer de combattre, & qu'il faut néceſſairement que l'une des deux prenne ou détruiſe l'autre; mais je ne crois point que perſonne du métier ait la même idée. Dans les affaires navales, il ſe préſente tous les jours de nouveaux incidens & des circonſtances imprévues, & il y en a même de ſi étranges qu'il eſt impoſſible aux Officiers les plus expérimentés d'en rendre raiſon; en mon particulier, je ſuis bien ſûr d'avoir fait tout ce que j'ai dû

faire. Quant aux Officiers qui me ſont ſubordonnés, je ſuis d'autant plus porté à interpréter favorablement leur conduite, que je n'ai pas le moindre doute ſur leur bravoure perſonnelle. Je n'ai jamais rien dit ni fait qui pût compromettre en aucune maniere le Vice-Amiral Palliſer, relativement à ſa conduite le jour de l'action : mais j'ai vu une lettre, ſignée de lui, tendante à préſenter ma propre conduite ſous un jour peu favorable. Je n'ai pu m'empêcher d'en témoigner mon reſſentiment, & la vivacité m'a même emporté juſqu'à dire que je ne remettrai plus à la mer. Ce qu'il y a de ſûr, au moins, c'eſt que je n'y remettrai plus avec le Chevalier Palliſer « Il lut enſuite un papier faiſant partie de ſon diſcours, en faiſant ſes excuſes à la Chambre de ce que ſon peu de mémoire l'obligeoit d'en uſer ainſi.

Le Chevalier *Hugh Palliſer* ſe leva auſſitôt. » Dès le lendemain même de l'action, dit-il, j'ai entendu des *chuchoteries* ſur la flotte ; & lors de mon débarquement, j'ai trouvé qu'on mettoit tout en œuvre pour inſinuer au Public que le ſuccès de cette journée auroit été beaucoup plus complet ſi je n'euſſe pas négligé d'obéir aux ſignaux. Bien ſûr d'avoir fait tout ce qui dépendoit de moi pour remplir mon devoir & obéir aux ſignaux autant que l'obéiſſance étoit poſſible, j'ai cru, par un intérêt bien natu-

rel pour mon honneur & pour ma réputation, devoir tenter divers moyens secrets d'éclaircir cette affaire; mais tous mes efforts n'ont abouti à rien. J'ai eu une entrevue avec l'Amiral pour le prier de s'expliquer ouvertement pour ou contre moi, s'il avoit quelque chose à dire. L'Amiral me refusant toujours cette explication, je me suis déterminé à employer le seul moyen qui fût en mon pouvoir, c'est-à-dire, d'en appeller à la candeur & au bon sens du Public, par une exposition naïve des faits, dont je ne me départirai jamais; & quant à ce qui me concerne, je ne demande pas mieux que de soumettre ma conduite à une Enquête.

L'Amiral Keppel se leva de nouveau, & dit : » Je ne sache rien à la charge du Vice-Amiral, que sa lettre. Mais puisqu'il parle d'obéissance aux signaux, je soutiens que c'est un devoir indispensable pour un Officier subordonné, de répéter les signaux de l'Officier commandant & de leur obéir. Je déclare donc aujourd'hui que mon signal pour ordonner au Vice-Amiral de porter dans les eaux du *Victory*, pour attaquer une seconde fois la flotte Françoise, a été constamment dehors depuis trois heures après midi jusqu'à huit heures du soir. Au surplus, j'ose me flatter que l'honneur du pavillon Britannique n'a point été flétri dans mes mains.

Le Lord North ſe leva, & après quelques ſarcaſmes contre M. Luttrell, il répondit à l'accuſation d'avoir diſtrait les 420,000 liv. ſterling, en obſervant que ni lui, ni les Lords de l'Amirauté, ne pouvoient détourner cette ſomme, quand bien même ils en auroient le deſſein. » En 1771, pourſuivit-il, époque à laquelle tout ſembloit annoncer une rupture avec l'Eſpagne, le Parlement vota un plus grand nombre de Matelots qu'on n'en avoit beſoin pour le moment.

En conſéquence, M. Luttrell peut avoir raiſon relativement au nombre des matelots, &c. mais la Tréſorerie eſt obligée, en délivrant les fonds au Tréſorier de la Marine, de ſe conformer exactement aux ordres de la Chambre. Le Bureau de la Marine eſt comptable de cet argent, & ſi, comme on le prétend par ce calcul, il y a un ſurplus de 420,000 liv., cet argent doit être appliqué aux autres *deficit* de la Marine; & il faut que le Bureau juſtifie de l'emploi dudit ſurplus avant que ſes comptes puiſſent paſſer à l'Echiquier. Les Regiſtres de la Marine ſont tenus dans un ſi bon ordre, qu'il eſt impoſſible qu'une pareille diſtraction ait lieu ſans qu'on s'en apperçoive.

M. Luttrel répondit qu'il n'en étoit pas moins vrai que le Bureau de la Marine, ni aucun autre, n'avoit encore juſtifié de l'emploi d'un ſeul shelling de ces 420,000 liv.

& qu'en conséquence cette affaire méritoit l'enquête la plus sévere.

M. *Welbore Ellis* soutint le Lord North. Il dit que l'on pouvoit demander les Regiſtres en queſtion ; mais, ajouta-t-il, je crois devoir prévenir qu'ils ſont en ſi grand nombre qu'ils couvriroient, non-ſeulement le Bureau, mais encore tout le plancher de la Chambre, & qu'en conſéquence on ne doit pas ſe promettre de grandes lumieres d'une pareille recherche (*a*)

M. *Luttrell* perſiſta dans ſon opinion.

M. *Fox* juſtifia le Lord North du reproche d'avoir diſtrait les fonds de l'Etat. Mais il renouvella ſes reproches à l'Amirauté, relativement à la foibleſſe de nos flottes dans toutes les ſtations ; particulierement à Gibraltar & à Minorque, places de la plus grande importance, & qui juſqu'à préſent avoient été regardées comme les boulevards

(*a*) On demande la permiſſion de faire à ce ſujet une ſeule obſervation : la voici. Si les comptes de la Marine ſont tenus dans un ordre ſi admirable & en ſuppoſant qu'il y ait 50,000 regiſtres appartenans au Bureau, n'y en a-t'il pas un à part où ſont réunis tous les comptes capitaux des finances, & ne doit-on pas trouver ſur ce regiſtre un article d'environ deux millions, avec un index indiquant exactement ce ſurplus de 420,000 livres & ſon emploi ? D'après cela on ne voit pas pourquoi la Chambre ſeroit ſi épouvantée de la multitude de ces regiſtres.

de la Grande-Bretagne, en ce qu'elles servoient à diviser les forces de la France, & qu'en l'empêchant de réunir les flottes de Brest & de Toulon, elles nous fournissoient les moyens de les attaquer séparément.

M. *Bailey* informa le Comité que des lettres écrites par des personnes dignes de foi, lui annonçoient que la Jamaïque étoit dans la situation la plus critique, & que les François avoient 30,000 hommes à Saint Domingue. A ce moment on entendit une voix qui cria *non, non* 18,000.

Sur les sept heures du soir la motion fut rappellée & passa sans aller aux voix.

Le Jeudi 3 Décembre. — Milord George Germaine apporta à la Chambre, en conformité de son adresse au Roi, des copies de tous les papiers & instructions publiés au nom de Sa Majesté par les Commissaires (conciliateurs) à la Nouvelle-York.

Le Chevalier Grey Cooper proposa de renouveller, pour un certain tems, un acte passé dans la dix-septieme année du règne actuel, ordonnant des poursuites contre tous ceux qui seroient trouvés coupables de haute trahison dans les Colonies Américaines où à la mer. Cette motion fut admise sans débats.

M. Buller (de l'Amirauté) demanda la rescision du consentement donné par la Chambre le Mardi premier Décembre à la motion de M. Temple Luttrel, pour faire apporter es derniers états hebdomadaires du nombre

d'hommes enregiſtrés & paſſés en revue à bord des différens vaiſſeaux de la marine royale reſpectivement. — Il allégua pour motif le danger d'une pareille publication, dans ce moment périlleux où il ne convenoit nullement d'apprendre à l'Europe l'état & les ſtations des vaiſſeaux Anglois. — M. Buller avoit appuyé cette motion dans la ſéance du premier Décembre.

La réponſe de M. Luttrel porte ſur les points ſuivans.

Il n'avoit point, dit-il, demandé de détails de la condition & des ſtations des vaiſſeaux. Son unique objet avoit été d'ôter au Gouvernement les moyens de détourner de leur objet des ſommes conſidérables, comme cela s'eſt pratiqué en 1771 pour un article de 420,000 livres ſterling. — Il prétendit avoir ſuffiſamment prouvé cet abus de confiance, duquel le Miniſtere ne ſe juſtifioit point à ſa ſatisfaction. Il déclara ſavoir, de la veille, de la bouche de M. Butler, qu'au mois de Septembre dernier, la Marine Royale avoit ſoixante & dix-huit mille ſix cents hommes enregiſtrés & paſſés en revue. Si cette aſſertion eſt fondée, dit-il, c'eſt la choſe la plus heureuſe pour la nation, & elle doit être publiée par toute la terre. Jamais nous n'avons eu à la fois tant de matelots; & j'en ſuis ſi émerveillé, que ſi je pouvois le croire, je propoſerois un vote de remercîmens pour les Lords de l'Amirauté.

— Mais j'ai de fortes raiſons pour la révoquer en doute. Ce n'eſt point que j'impute la véracité de M. Butler; mais je ſoupçonne qu'étant un des plus jeunes du Bureau, les anciens ne l'ont pas admis dans leur ſecret. — Quatre-vingt mille matelots armeroient cent vaiſſeaux de ligne, autant de frégates & autant de corvettes. Jamais l'Angleterre n'a eu une ſi puiſſante armée navale. — Il aſſura la Chambre, qu'au mois de Septembre dernier, le nombre des gens de mer n'étoit que de ſoixante & cinq mille, & qu'on devoit en rabattre au moins quatre mille, qui depuis ce tems-là ont été pris ou tués, ſur les eſcadres de Keppel, de Byron & de Howe, & ſur les frégates en croiſiere. — Il fit voir que ſi, d'après l'aſſertion de M. Butler, l'Amirauté ſe faiſoit payer par la voie des dépenſes extraordinaires, les treize mille matelots qu'il rabattoit de ſes comptes, elle feroit à l'Etat un vol de ſix cents mille livres ſterling.

Le Lord *Muſgrave* (ci-devant le Patriote Conſtantine Phips) prit la défenſe de l'Amirauté, avec plus de chaleur que de force de raiſons. — Il lui échappa de ſe contredire d'une maniere aſſez biſarre, en aſſurant d'un côté, que les états demandés ne ſerviroient à rien, parce qu'ils ſeroient *inintelligibles*, & de l'autre, qu'ils feroient voir *trop clair* à l'ennemi. Cette ſinguliere équivoque fut relevée par M. T. Townshend.

La motion pour la reſciſion de l'ordre, paſſa à la pluralité de 92, ſavoir 107 contre 15.

Le Vendredi 4 Décembre. — M. *Coke* s'éleva contre le projet de dévaſtation annoncé par le manifeſte des Commiſſaires conciliateurs en date du 31 Octobre, & que l'on dit être l'ouvrage du Docteur Ferguſon leur Secrétaire. — Il fit voir qu'une telle conduite non-ſeulement flétriroit à jamais le nom anglois, mais qu'elle expoſeroit l'Angleterre, & chacune de ſes poſſeſſions, aux plus grands dangers de la part des Américains & des François, autoriſés par un ſi déteſtable exemple. — Il conclud par une motion pour que le Roi fût informé de l'horreur que cauſoit à la Chambre ce nouveau ſyſtême, énoncé dans la phraſe du manifeſte, qui dit, que quoiqu'on ſe ſoit abſtenu juſqu'ici des rigueurs extrêmes de la guerre, & de porter en tous lieux la déſolation, le plan de conduite changeroit néceſſairement, en conſéquence de l'union de la France & de l'Amérique, afin que ce Traité ne portât à la France aucun profit. Il ſoutint que ces réſolutions ne pouvoient point être parties du Conſeil du Roi, & inſiſta pour en demander le déſaveu.

M. *Powis*, qui ſeconda la motion, ajouta, — que certainement les troupes angloiſes ſe refuſeroient à un pareil ſervice.

Cette opinion fut aussi celle du Chevalier William *Howe*, qui, depuis plus de quatre ans, en a eu le commandement. Il profita de l'occasion, pour exposer à la Chambre les motifs qui le lui ont fait quitter. Ce fut particulierement du Lord George Germaine qu'il dit avoir à se plaindre. Il l'accusa en général de négligence dans ses devoirs. — Il lui reprocha de ne lui avoir point montré la confiance à laquelle un Général avoit droit de s'attendre: de n'avoir pas travaillé à faire réussir ses projets, — d'avoir fait trop peu d'attention à ses demandes pour les Officiers qui méritoient des récompenses; & il finit, par assurer la Chambre, que la guerre d'Amérique ne se feroit jamais avec efficacité, tant que ce Lord en auroit la direction.

Le Lord *Germaine* fit entendre que s'il avoit donné quelque mécontentement au Général, ce ne pouvoit être que sur des points pour lesquels il avoit besoin du concours d'autrui. Il prétendit avoir toujours fait tout le contraire de ce qui lui étoit reproché, & se plaignit à son tour de l'injustice de M. le Chevalier Howe, après la lettre qui lui avoit été écrite pour lui marquer le regret avec lequel le Roi apprenoit qu'il vouloit se démettre. — Quant aux rigueurs de la guerre, il prétendit tranquilliser l'Opposition, en assurant qu'on n'y auroit recours que dans la plus extrême nécessité, & pour les cas seu-

lement où elles s'exercent entre les Nations les plus civilisées.

Le Général *Burgoyne* appuyant son collégue le Chevalier Howe, expliqua leurs griefs communs contre lui. » Nous ne nous plaignons point, dit-il, que vous ayez voulu hautement nous perdre & en plein Parlement, vous l'avez fait par des voies sourdes, & par l'organe de vos créatures. « — Il condamna l'esprit du Manifeste, le déclarant cruel & barbare, & soutint qu'à tort on l'avoit accusé d'avoir employé le ministere affreux des Sauvages, pour détruire ses semblables.

Le Chevalier Grey *Cooper* essaya de prouver par des citations de Grotius & de Puffendorff que cette maniere de faire la guerre étoit louable & juste. Il fut confondu par M. Edmond *Burke*, qui démontra que le *Droit de la Guerre* n'avoit d'autre objet que de mettre des bornes à ses rigueurs. — Il insista sur l'imprudence d'une pareille conduite, l'Angleterre étant exposée de toutes parts aux représailles, & offrant par-tout le plus séduisant appât à la rapacité d'une brutale soldatesque.

Le Gouverneur *Johnstone* se montra convaincu qu'il ne restoit pas d'autre moyen de réduire l'Amérique.

L'Avocat Général soutint qu'il n'avoit vu encore aucun Manifeste plus *modéré*, plus *humain* dans ses principes, plus selon les

regles d'une *ſtricte équité*, que celui qui excitoit les réclamations de l'Oppoſition.

Mylord *North* s'étant déclaré de cet avis; la motion qui y étoit contraire fut rejettée par 209 voix contre 122, pluralité 87.

Chambre des Lords.

Le Vendredi 4 Décembre, cette Chambre étoit ſéparée par ajournement depuis le 26 Novembre. Le Marquis de *Rockingham* débuta par faire obſerver, combien cela ètoit préjudiciable dans des circonſtances auſſi critiques. — Il eſſaya de faire diſcuter le maniſeſte, d'après une ſimple Gazette qu'il produiſit à la Chambre. Les débats roulerent ſur la convenance de ce procédé. — Le Lord Chancelier ſoutint qu'il étoit illégal, & en conſéquence le Marquis de Rockingham fit la motion, plus réguliere, de demander au Roi la communication de tous les écrits publiés en Amérique par les Commiſſaires. — L'ordre de la Chambre ayant été porté à cet effet, elle s'eſt ajournée au Lundi 7.

S'il n'avoit tenu qu'au Duc de Grafton, les formes euſſent été négligées, vu l'importance de l'objet. — Il reprocha aux Miniſtres des négligences bien plus ſérieuſes, dans l'abandon où avoit été laiſſée la Dominique, ſi aiſée à défendre, & qu'aujourd'hui il jugeoit impoſſible de reconquérir. —

Il annonça une motion importante, qu'il feroit fuccéder à la difcuffion du Manifefte.

Le Duc de Richmond fe rangea du côté du Chancelier, mais en articulant bien que c'étoit pour qu'il n'y eut rien de contraire aux formes dans une affaire qu'il efpéroit devoir fe convertir en enquête criminelle. — Les oppofans fe déchaînerent contre le manifefte, le déclarant impie & abominable, & non-feulement d'un danger extrême par les conféquences qu'il entraîneroit; mais fi révoltant pour l'humanité, qu'il feroit perdre à l'Angleterre tout efpoir d'avoir des alliés.

Le Lundi 7. — Les écrits demandés ayant été produits, le Marquis de Rockingham remit fur le tapis l'abfurdité & la barbarie du Manifefte. Sur l'article du danger, il rappella la defcente exécutée il y a quelque tems par un Corfaire Américain au château du Lord Selkirk en Ecoffe. — Et les alarmes où on a été pour New Caftle, qui ont fait faire plus de foixante lieues à la Milice d'York. — Il affura que toutes les habitations des bords de la mer à la Jamaïque feroient abandonnées, & que la valeur des Ifles Françoifes augmentant par-là confidérablement, cette efpece de guerre iroit beaucoup plus loin que l'Angleterre ne voudroit. Il préfagea d'après cela une très-prompte féparation des Ifles Angloifes

d'avec la Métropole. — » Que la *vertu* ou la *politique* de la France eſt différente, s'écria-t-il ! Voyez-en la preuve dans la capitulation de la Dominique : cette Iſle dont les fortifications ont coûté tant d'argent & qui a été laiſſée avec un ſi petit nombre de troupes pour la défendre. C'eſt une capitulation qui n'a point de ſemblable. Elle laiſſe aux Habitans, non-ſeulement leurs biens, leurs Loix, leur Religion, mais même juſqu'au droit d'appeller aux Tribunaux de la Grande Bretagne «.

Le Marquis conclud par la motion d'une Adreſſe au Roi pour lui expoſer le mécontentement de la Chambre au ſujet de certains paſſages du Manifeſte, qui répugnent également au Chriſtianiſme & à l'humanité, & ſont l'ouvrage d'un Miniſtere inſpiré par l'eſprit de corruption ; & demandant le déſaveu, &c.

Ce Lord invoqua l'appui de toute la Chambre, & ſur tout des Evêques, qui, à l'exception de quatre, furent de ſon avis. Celui de Peterborough ſoutint qu'une guerre ne pouvoit être conforme aux principes du Chriſtianiſme qu'autant qu'elle avoit pour objet une paix juſte & honorable, ce qui n'étoit nullement celui du Manifeſte, puiſqu'en annonçant une dévaſtation indiſtincte où l'innocent ſouffriroit comme le coupable, il fermoit toutes les voies à la réconciliation & à la paix. » En bon Anglois, dit-il,

vouloir mettre l'Amérique dans un état où son Traité ne seroit d'aucune utilité à la France, c'est faire entendre qu'on veut la ravager & la détruire; c'est vouloir pousser au dernier désespoir un ennemi que nous ne pouvons pas conquérir. — Si les plus cruels excès n'avoient pas déja été commis dans cette détestable guerre, on pourroit nous tromper sur le vrai sens de cette phrase ; mais nos cœurs frémissent encore des massacres commis cet Eté à *Wyoming* ; mais toute cette Chambre a dû être trop émue d'indignation en voyant parmi les comptes des présens faits par nos Généraux aux Sauvages, les *couteaux* pour *escalper* à côté des *crucifix*. — Etoit-il réservé à la Grande-Bretagne de remettre en usage la barbarie des siecles que le Christianisme n'avoit point éclairés? «

Le Lord *Suffolk* défendit le Manifeste comme la plus belle production qu'on eût jamais vue, & prétendit que la menace portoit seulement d'assimiler l'Amérique aux anciens ennemis de l'Angleterre, avec qui elle s'étoit alliée.

Le Lord *Abingdon* discutant le reproche que le manifeste fait au Congrès d'avoir traité avec la France sans y être suffisament autorisé par ses constituans, observa que le Parlement Britannique ne cessoit point de mériter la même imputation, & que journellement

nellement il agiſſoit contre le vœu des peuples qui lui ont confié leurs pouvoirs.

Le Lord *Littleton* prétendit que ſi par une conduite plus modérée on perdoit l'Amérique, il faudroit bientôt renoncer aux Iſles, aux deux Florides, à la Nouvelle Ecoſſe, au Canada & aux Pêcheries.

Le Duc de *Grafton* aſſura qu'il ne voyoit point des ſuites ſi fâcheuſes dans le Traité de la France avec l'Amérique, puiſque ſon commerce reſtoit libre avec toutes les Puiſſances ſans en excepter la Grande-Bretagne. Il reprocha au Lord Sandwich la lenteur de ſes préparatifs pour empêcher les armemens de la France, & en s'adreſſant au Lord Stormont, il le ſomma de dire s'il avoit reçu & communiqué quelqu'avis de la ſignature du Traité de Verſailles, lorſque le Miniſtere avoit nié dans la Chambre qu'il en eût aucune connoiſſance. — Le Lord *Stormont* s'excuſa de répondre ſur des objets qui entroient dans le ſecret de ſa miſſion. » Quoique je puiſſe refuſer de répondre, dit-il, à une pareille queſtion, je crois cependant pouvoir déclarer à la Chambre, ſans bleſſer mon devoir & pour ma propre juſtification, que j'ai eu avis de *bonne-heure* des deſſeins de la France, & de maniere à me convaincre pleinement de la *duplicité* & des vues hoſtiles de cette Cour. Mais je ſuis ſurpris, pourſuivit-il, qu'on paroiſſe croire ici que le Traité publié à Verſailles eſt le

ſeul ou le vrai Traité conclu entre la France & l'Amérique. Il en exiſte un autre dont l'objet eſt la *deſtruction totale* de la Grande-Bretagne. Je dis plus, on y a déterminé le partage qui doit être fait des portions de nos poſſeſſions qui doivent appartenir à la France & de celles qui doivent appartenir à l'Amérique «. Il pria la Chambre de conſidérer que, n'ayant aſſiſté à aucune des ſeſſions précédentes, ſon opinion étoit parfaitement libre & dégagée de toute animoſité de parti, & qu'ainſi on devoit croire à la ſincérité avec laquelle il proteſtoit qu'il ne reſtoit de reſſources que dans la plus étroite union de ſentimens pour agir avec toute la vigueur & la fermeté poſſibles contre les efforts combinés des ennemis mortels de l'Angleterre «.

Le Lord *Shelburne* interprétant la juſtification du Lord Stormont comme une inculpation à la charge des Miniſtres, déplora le ſort de l'Angleterre, dont les Généraux, les Amiraux, & juſqu'aux Ambaſſadeurs, avoient des griefs contre le Gouvernement. — Il récapitula, de point en point, toutes les fautes de l'Adminiſtration, & il conclud en aſſurant que ſans une réunion avec l'Amérique, *c'en étoit fait de l'Angleterre.*

Le Lord Chancellier ſe leva pour blâmer l'imprudence d'une telle aſſertion, qu'il faudroit encore déguiſer, quand même elle ſeroit vraie.

A onze heures on leva les voix.
Contents (de la motion) 34.
par procuration, 3. ——— 37.
Non contents — 55. — —
Par procuration, 16 ——— 71.

Pluralité contre la motion. — 34.

L'Evêque de Peterborough (le Docteur Hinchincliffe) avoit fait une peroraiſon très-pathétique, ſur l'article des *couteaux à eſcalper* diſtribués aux Sauvages, avec les crucifix : » Juſte Ciel, s'écria-t-il, quel aſſemblage, quelle réunion ! N'eût-il pas mieux valu laiſſer ces malheureux dans les ténèbres de l'ignorance, que de leur prêcher un tel Chriſtianiſme ? Au moins leur aveuglement eût pu excuſer leur barbarie, & ils auroient pu alléguer pour leur juſtification devant le Thrône de grâce, devant le redoutable tribunal de la Clémence divine offenſée, que le nom du Chriſt leur étoit inconnu. «

Il y a eu le 3 Décembre une aſſemblée des Négocians qui font le commerce des Indes Occidentales. — Il y fut produit diverſes lettres du Comité de ces Marchands & du Lord Germaine ſur la priſe de la Dominique. — Plaintes & remontrances d'une part : promeſſes de protection de l'autre. La derniere lettre du Miniſtre eſt datée du mercredi 2 Décembre. Il y informe le Comité, que cinq mille hommes de troupes, ſous

l'escorte du Commodore Hotham, sont partis de New-York, & étoient sortis des détroits le 28 Octobre, pour aller protéger les Isles Angloises ; & il ajoute qu'un renfort devoit suivre ce premier détachement, l'un & l'autre pour la Jamaïque & pour les Isles du Vent.

Ces assurances du Ministre ne satisfaisant point quelques personnes, il fut proposé une adresse au Roi où entre autres on insisteroit sur le danger où seroient exposées les Isles Angloises par le Manifeste qui voue l'Amérique au fer & à la flamme. Quoiqu'un Comité ait été chargé de la rédaction de cette adresse, elle sera moins pressante sur cet article, d'après les assurances données par deux Habitans de la *Jamaïque*, que cette Isle peut défier les forces combinées de la France & de l'Espagne, si les Habitans sont résolus à la défendre en se retirant à un réduit appellé *la Vallée de seize Milles*, dont l'entrée seroit aisément fortifiée. M. Atkinson lut une lettre récente du Gouverneur, qui, loin de paroître appréhender une invasion, assure que l'Amiral Anglois tient les François de Saint Domingue, bloqués par un vaisseau de ligne de 64 canons, un de 50, deux frégates & quatre sloops. (C'est au surplus la totalité de ses forces, à quelques corvettes près.)

J'ai l'honneur d'être, &c.

FIN.

NOUVEAUTÉS qui se trouvent chez PISSOT, *Libraire, Quai des Augustins.*

	₶	ſ
L'ESPRIT des Usages & des Coutumes des différens Peuples, 3 vol. in-8°. br.	12	
Théorie des Jardins, 1 vol. in-8°. br.	3	12
Les Saisons, de M. de S. Lambert, nouv. édit. gr. in-8°. avec sept nouvelles Planches, rel. en v. ecc. d. s. tr.	12	
Les Passions du jeune Werther, ouvrage traduit de l'Allemand de M. Goethe, par M. Aubry, un vol. in-8°. broché.	2	8
Histoire de la République Romaine, dans le cours du septiéme siécle, par Salluste; en partie traduite du latin sur l'original; en partie rétablie & composée sur les fragmens qui sont restés de ses livres perdus, remis en ordre dans leur place véritable ou la plus vraisemblable; par M. le Président de Brosses, trois vol in-4°. avec figures. . . .	54	
Œuvres de M. de la Harpe, six vol. in-8°.	30	
Idylles de Théocrite, traduites en prose, avec quelques imitations en vers de cet Auteur, précédées d'un Essai sur les Poëtes Bucoliques. 1 vol. in-12. relié.	3	
Les Nouvelles d'Antoine-François Grazzini, *dit* Lelasca, 2 vol in-8°. brochés.	3	12

On trouve chez le même Libraire beaucoup de Livres Anglois.

AFFAIRES DE L'ANGLETERRE ET DE L'AMÉRIQUE.

N°. LXVII.

On souscrit à Paris chez PISSOT, *Libraire, Quai des Augustins.*

L'Abonnement pour vingt Numéros, commençant par le soixante-uniéme, est de 24 liv. pour Paris, & de 32 liv. port franc, pour la Province.

On trouve chez le même Libraire, les soixante premiers Numéros, formant les deux premieres années.



A ANVERS.

M. DCC. LXXIX.

cains. Le sieur Fraser étoit lui-même dans un canot d'écorce avec 14 chasseurs; il s'étoit fait accompagner de deux canots montés par des Sauvages de Saint-François, & un troisieme conduit par des Canadiens. A la vue du batteau ennemi, les Sauvages, plus habiles à manier la rame, les empêcherent d'effectuer le débarquement qu'ils méditoient, en faisant sur eux un feu continuel. Le sieur Fraser ordonna aux Canadiens d'attaquer les Rebelles: ils refuserent absolument; cependant un des Sauvages ayant été blessé, ces héros barbouillés perdirent courage; & les Américains alloient échapper, lorsque l'Officier Anglois, décidé à se rendre maître du batteau, leur lâcha une décharge de sa mousqueterie à bout portant: on ne manqua pas de la lui rendre; & le feu des Américains fut fatal à un jeune homme de la plus belle espérance, qui fut tué dans cette escarmouche; enfin le batteau se rendit au sieur Fraser, qui amena ses prisonniers en triomphe à Saint Jean, d'où il est reparti mieux accompagné, ayant avec lui les grenadiers du vingt-unieme régiment, & un grand batteau qui porte à l'avant une piece de canon de six.

1776. Août & Septem.

Etat des Anglois.

Le premier Août le Général Burgoyne n'étoit pas encore sur le lac: Il avoit fallu

1776. Août, & Septem.

attendre que l'on eût conſtruit des n... pour remonter les courans rapides : ſe... teaux ſe trouvoient enfin prêts ; & les... pes n'attendoient que les ordres pour... embarquement.

Le 13 Août, l'eſpoir de l'armée Angloiſe s'étoit ranimé. Deux Officiers avoient été nommés pour remettre en activité l'entrepriſe du paſſage des lacs, que la mauvaiſe ſanté du Colonel Chriſtie l'avoit empêché de ſuivre avec la vigueur néceſſaire. Un mois environ de tems perdu avoit été regagné par le Major Carlton & le Capitaine Moncy. Ils avoient fait conſtruire environ 30 bateaux, outre les gondoles, &c. Une lettre écrite de cette date annonce que l'armée comptoit être bientôt en poſſeſſion de Ticondérago.

Etat des Américains.

D'Albany, 12 Août.

» Un particulier vient d'arriver du lac où il s'étoit rendu par ordre du Congrès pour y faire la revue de notre armée. Selon ſon rapport, elle conſiſte en cinq mille hommes bien diſpoſés. Outre des fortifications qu'il eſt impoſſible de forcer, nos troupes ont 60 pieces de canons montées, portant depuis neuf juſqu'à dix-huit livres de balle ; & leur artillerie ſera bientôt augmentée de 40 pieces de plus : il y a 9 gondoles ſur le lac, 2

galeres & trois schooners bien équipés & prêts pour le service. Cette petite flotte sera en tout composée de 28 voiles, qui réunies, monteront 60 canons, 117 pierriers & à-peu-près mille hommes d'équipages. Notre Général Gates a envoyé deux Officiers pour observer l'armée des Royalistes : l'un deux en a rapporté les détails suivans. Ils ont 2,000 hommes à Saint Jean, 1,000 à l'Isle aux Noix & 1,500 à Chambly. Ils n'ont sur le lac qu'une trentaine de bateaux ; il paroît que l'intention de l'ennemi n'est pas de nous attaquer, mais de se tenir sur la défensive. Le Général Gates dit que quand les Royalistes seroient au nombre de vingt mille, il ne s'en inquieteroit pas ; nous avons d'ailleurs des espérances de succès, fondées sur la mésintelligence qui regne entre Carleton & Burgoyne ; le premier ne s'accommodant point du tout de ce que le dernier doit diriger en chef les opérations sur les frontieres du Canada. Nous apprenons aussi que les Canadiens en général sont fort mécontens de Carleton, qui est naturellement fier & présomptueux, malgré ce que peuvent en dire les habitans de Montréal.

1776. Août, & Septem.

Trois brigades d'Américains étoient campées le 3 Août sur le mont Indépendance, au Sud-Est du fort de Ticondérago. Le 15 la flotte Américaine sur le lac Champlain, consistoit dans les vaisseaux suivans.

1776. Août & Septem.

Le *Royal Savage*, Capitaine Wynkoop; 12 canons de 9, 6 & 4, 10 pierriers & 50 hommes.

L'*Entreprise*, Capitaine Divon, même force.

Le *Revenge*, 10 canons, 10 pierriers, & 35 hommes.

Le *Liberty*, Capitaine Primer, 10 canons, 10 pierriers, 45 hommes.

Quatre gondoles montées par les Capitaines Mansfield, Simons, Summen & Uſtings.

Chaque gondole ayant 3 canons, 1 de 12 & 2 de 9, 8 pierriers & 45 hommes.

Trois galeres prêtes à lancer, ainſi que dix autres gondoles.

Précautions priſes par le Congrès pour arrêter les progrès de l'ennemi.

Les Colons des parties Septentrionales de l'Amérique ont reçu ordre du Congrès de fortifier tous les paſſages au-de-là de New-York. En conſéquence on a commencé à tracer l'emplacement & à jetter le fondement de quelques forts, que l'on a intention de mettre au plûtôt dans le meilleur état de défenſe. Ceci n'eſt que par précaution; au cas que l'armée Royale ſe ſaiſiſſe de Ticondérago & de Crown-Point, pour s'ouvrir le chemin de la Province de la Nouvelle-York; le Congrès ſe diſpoſe à diſputer le terrein & empêcher par là le Général Carleton de faire de trop rapides progrès.

Dispositions des Américains. 1776. Août & Septem.

Extrait d'une lettre de Ticondérago, du 15 Août.

Je suis venu ici pour conduire un Canadien de Saint-François au Quartier-Général. Il m'assure que les Sauvages sont déterminés à ne point se mêler de la guerre. Les affaires commencent à prendre ici une face différente; la plus parfaite harmonie regne parmi les Officiers Généraux. La discipline s'est établie dans les troupes, & elles sont pleines d'ardeur. Les soldats arrivent en foule de la Nouvelle-Angleterre à Skeensborough. Le Général Carleton a traité avec la plus grande barbarie les Canadiens qui nous étoient favorables. Le Général Burgoyne a tâché de persuader à quelques tribus de Sauvages du Canada de se joindre à l'armée Britannique; mais ils ont refusé solemnellement de prendre aucune part dans cette querelle, en disant que si la Grande-Bretagne & l'Amérique venoient à se réconcilier, ce seroient eux qui souffriroient le plus, & qu'en conséquence ils étoient déterminés à rester neutres: de notre côté, on est sûr que nous ne les employerons point. Nous avons reçu une grande quantité de viande fraîche, qui a été d'une grande utilité pour le rétablissement de nos malades. Nos forces maritimes consistent en huit gondoles & en

1776. Août & Septem.

quatre ſenaults. Nous nous diſpoſons à deſcendre le lac, pour aller attaquer Saint-Jean, qui eſt actuellement entre les mains du Général Burgoyne; & comme notre armée eſt pleine d'ardeur, je ne doute point que cette expédition n'ait le plus heureux ſuccès.

NOUVELLE ÉCOSSE.

Etat des affaires dans la Colonie Angloiſe de la Nouvelle-Écoſſe.

Tentative projettée à Hallifax contre les Américains du Nouveau-Hampshire.

Un corps de Montagnards a été tranſporté à la baye de Fundy, ſous le convoi de trois frégates & de trois brigantins armés. Le projet étoit qu'ils pénétreroient par-là dans la Nouvelle-Hampshire. — Ces troupes ſont reſtées au Fort Saint-Jean, dans la Baye de Fundy.

Ce fut cette entrepriſe qni donna lieu à l'Arrêté pris par l'Etat de Maſſachuſet pour mettre un embargo ſur tous les comeſtibles.

Il fut queſtion dans le même temps d'un pareil projet, de la part des Américains, contre Hallifax, & dont étoit chargé le Général Schuyler. Mais ni l'une ni l'autre de ces expédétions n'a eu lieu.

On a ajouté de nouvelles redoutes aux for-

tifications d'Hallifax, dont la garnifon eft d'environ 1209 hommes. Le feu qui avoit pris vers la mi-Juillet au Chantier obligea le Gouverneur à prendre les mefures les plus rigides contre les gens fufpects, & de leur côté les Américains défendirent fous de grieves peines toute correfpondance avec Hallifax.

1776. Août, & Septem.

Il y avoit dans le port deux frégates, le *Milfort* & le *Liverpool*, de 28 canons, & le *Hope*, brigantin de 12. — On en conftruifoit un autre de 16.

Fortifications & artillerie dans la Ville. -- Six pieces de fonte de 6 & de 3.

Une redoute en pentagone, à cent pas à l'Oueft du Chantier : une autre fur Pedley-Hill, à un mille & demi Nord-Oueft du Chantier : un dito tetragone à cinq cents pas Sud-Oueft.

Un petit parapet fur une hauteur à cent pas au Nord. — Chacune de ces redoutes garnie d'eftracades. Une eftracade de 25 pieds fur 8 de chaque côté de la porte du Chantier. — Il n'y avoit encore aucun canon monté fur ces redoutes le 16 Août.

Un parapet quarré pour du canon (prefqu'achevé) fur *Citadel-Hill*, avec douze pieces de 24, trois fur chaque face, Nord, Eft, Sud & Oueft; la face orientale oppofée au port.

Une eftrade de 40 pieds fur 60 dans ces ouvrages.

Dans *King's-County*, 237 hommes des

1776. Août & Septem.

Emigrans montagnards; dans le *Cumberland*, 272 des *Fencibles Américains* : mais beaucoup de desertion dans ces troupes.

Le Chantier est bas, à un mille Nord-quart-d'Ouest du centre de la Ville; il est entouré d'un bon mur haut de 10 pieds; mais ce mur ne résisteroit pas à un boulet de 3.

Mesures prises par le Commandant pour les subsistances.

L'Ordonnance suivante, devenue nécessaire par le prix énorme que chaque particulier mettoit à ses denrées, fera connoître la cherté des provisions dans cette Ville, même au taux du nouveau Réglement.

Par l'honorable Mariot Arbuthnot, Lieutenant-Gouverneur & Commandant en chef pour Sa Majesté dans la province de la Nouvelle-Ecosse, & tout ce qui en dépend, &c.

Comme les denrées se débitent, sans aucun rabais, au prix énorme que le séjour de la flotte & de l'armée, parties depuis long-tems, avoit occasionné, d'où il arrive que les particuliers peuvent à peine se procurer le nécessaire & souffrent beaucoup de ces exactions exorbitantes; j'ai jugé à propos, d'après l'avis du Conseil de Sa Majesté, de donner cette Ordonnance, après la publication de laquelle quiconque demandera

plus de neuf fols, monnoie du pays, pour la livre de porc, veau, agneau, volaille, les pieces de bœuf de choix & les autres en proportion, ou plus d'un shelling pour la livre de beurre ou pour le lait, plus de fix fols par pot, mefure de bierre, fera regardé comme exacteur & puni avec toute la févérité que le cas & les loix exigeront. 1776. Août, & Septem.

Enjoint aux Juges de Paix, aux Commis ayant le département de la police des Marchés, de tenir la main à l'exécution de la préfente Ordonnance.

Les loix portées contre les Regrattiers & celle qui concerne la police des Marchés, auront leur plein & entier effet.

Donné fous mon feing & le fceau de mes armes, à Hallifax, ce 14 Août 1776, la feizieme année du regne de Sa Majefté George III.

M. ARBUTHNOT.

Par ordre du Lieutenant-Gouverneur,

RICHARD BULKLEY.

JOURNAL de l'Angleterre, depuis le 29 Septembre jusqu'au 10 Octobre, jour auquel fut publiée dans la Gazette de la Cour la dépêche du Général Howe du 3 Septembre, sur la descente de l'armée dans l'Isle Longue.

Apperçu politique du 29 Septembre au 10 Octobre.

1776. Septem. & Octobre.

LES propriétaires des terres sont sans discernement, & se laissent accabler d'impôts en donnant les mains à tout ce que la Cour exige. La perte sans ressource de l'Amérique Septentrionale sera bientôt suivie de la défection des Isles occidentales. L'Empereur établissant une Compagnie des Indes à côté de celle d'Angleterre, devient un voisin dangereux. La France va mettre en mer des flottes formidables pour s'assurer un commerce libre avec l'Amérique septentrionale, au moyen duquel elle sera en état de suppléer aux besoins de ses Colonies, tandis que les nôtres restent en proie à toutes les miseres de la disette la plus effrayante. Les Hollandois, tirant partie de tout, amassent des sommes immenses en devenant les pourvoyeurs généraux de l'Angleterre & de

l'Amérique. La Grande-Bretagne, plongée dans les horreurs d'une guerre civile dans laquelle elle ne peut trouver rien à gagner par la victoire, & où elle perd tout si elle est vaincue, ce Royaume si grand jadis & si florissant, tombe dans le mépris & la pauvreté, les Colonies, qui en étoient le nerf & le soutien, renonçant à toute dépendance. Voilà ce qui arrive, ou du moins ce qui arrivera.

1776. Septem. & Octobre.

Il se forme à Londres, suivant l'occasion, des associations ou comités particuliers, où l'on agite les affaires de la Nation en général, où l'on prépare les différens remedes que les Membres de ces Assemblées jugent être les plus propres à guérir les maladies du corps politique : on s'y occupe même du salut de quelque particulier favori de la multitude, comme on l'a vu dans l'affaire du sieur Wilkes. Au commencement des troubles d'Amérique, il s'est formé dans la Cité plusieurs de ces confédérations : dans l'une, on ouvroit des souscriptions pour le soutien des Royalistes en Amérique & pour l'entretien de leurs veuves & orphelins : dans l'autre, on frondoit les procédés de la Cour : dans celle-ci on ne proposoit que remontrances pour prier le Roi d'écarter de lui des Ministres qu'on lui représentoit comme des conseillers dangereux & pervers ; dans celle-là on approuvoit la conduite du Ministere, on votoit que telle ou telle

1776. Septem. & Octobre.

personne feroit chargée d'offrir à Sa Majesté tous les fecours néceffaires pour maintenir fes droits fur l'Amérique & faire rentrer les Colonies fous fon obéiffance : c'eft de celle qui s'eft déclarée contre les mefures du Gouvernement que nous avons à parler. Elle tient fes affemblées dans une taverne *Fleet-Street*, & prend le nom d'*Affociation de Londres* (London Affociation). Le Lundi eft le jour que les Affociés ont choifi pour fe réunir, & décider de ce que l'on fait & de ce que l'on doit faire. Leur derniere décifion, imprimée dans les papiers du matin, eft conçue en ces termes :

» Arrêté que cette Affociation, gémiffant fur les calamités nationales, fenfiblement touchée de voir l'honneur & la juftice de notre pays fi profondément bleffées & perverties, nos armes déshonorées, notre commerce anéanti, & cet Empire jadis fi grand, ruiné & démembré, conjure & fupplie les Membres de l'une & l'autre Chambres du Parlement, qui aiment encore la liberté & leur pays, de prendre les mefures les plus promptes pour obvier aux conféquences fatales qui fuivront les procédés actuels, foit en formant entr'eux un Comité de fûreté, ou employant tel autre moyen qu'ils croiront plus propre à fauver ce pays infortuné de la corruption du pouvoir légiflatif, & le peuple qui l'habite de la deftruction imminente de la vertu & des mœurs.

Arrêté que cette Assemblée se réunira en cette taverne lundi 13 Octobre à sept heures du soir. 1776. Septem. & Octobre.

L'opinion de plusieurs particuliers arrivés depuis peu de la Virginie, est que décidément les Américains n'entendront à aucune proposition d'accommodement. Ils semblent n'avoir en vue qu'une indépendance absolue : ils travaillent sérieusement à se la procurer; l'occasion est trop favorable pour la laisser échapper.

On assure que parmi les lettres que l'on dit avoir été interceptées & mises entre les mains du Procureur Général, il s'en trouve une écrite par un Membre d'une Société de patriotes : elle est adressée au sieur Adams, ame du Congrès Américain, & contient, entr'autres, ce passage frappant : » Notre cause est la même que la vôtre : les Membres qui composent notre Parlement ne sont pas duement élus, puisque la plupart ne le sont qu'à force d'argent; ils n'ont aucun droit de faire des loix, & rien ne nous astreint à nous soumettre à celles qu'ils ont fabriquées. Comptez sur nous : vous nous trouverez prêts à vous aider de tout notre pouvoir «.

Les dépenses qu'entraîne avec elle la guerre d'Amérique sont excessives. Seulement pour ce qu'on appelle service secret, c'est-à-dire, les sommes passées aux Ministres des différens départemens, tant pour leurs propres

1776. Septem. & Octobre.

appointemens que pour les dépenſes ſourdes qu'exige l'exercice de leurs divers emplois: ces articles excedent le double de ce à quoi ils montoient autrefois: on les portoit, année commune, à 26 ou 30,000 liv. ſterl., & ſi le calcul ſuivant eſt exact, cette dépenſe, pour l'année 1775, va juſqu'à 73,770 liv. ſterl. Voici comme on l'établit:

Pour le Miniſtre au département du Sud	78,000
Celui du Nord	8,550
Celui d'Amérique	46,250
Sur les *Bons* du premier Lord de la Tréſorerie	4,800
Du premier Lord de l'Amirauté	5,600
Du Miniſtre de la Guerre	700
	73,700

Par des calculs dont on ne peut pas garantir la juſteſſe, l'entretien des troupes Angloiſes en Amérique monte toutes les ſemaines à 100,000 liv. ſterl.

Il faut de ſi grandes quantités de monnoies d'or de Portugal pour cet objet, que le Gouvernement l'achete au-deſſus du prix de la place; il en donne 3 liv. 18 ſols par once au lieu qu'il devroit n'en donner que 3 liv. 17 ſols.

Le prix des aſſurances pour le commerce des Iſles, aller & retour, eſt à cinquante

pour cent : ce prix a été donné à Glafgow par un vaiffeau de ce port. 1776.

Septem. & Octobre.

Les Anglois employent des fommes d'argent confidérables à Archangel pour acheter des munitions navales que ci-devant ils tiroient de l'Amérique. En revanche, la demande des Manufactures Angloifes en Ruffie eft fort augmentée, fur-tout dans la Quincaillerie & les boutons ; c'eft ce qui fe remarque à Birmingham, où le prix des loyers & le nombre des maifons ne font que s'accroître.

Succès de la navigation intérieure entre Manchefter & Liverpool, établie par le Duc de Bridgwater.

Les dépenfes de ce Seigneur fe font montées à 220,000 liv. fterl. Dans le cours de la premiere année de fa jouiffance, le tranfport des paffagers entre Runcorn & Manchefter lui a rapporté 950 liv. & celui des marchandifes entre Manchefter & Liverpool 12,500 liv. — Lorfque la navigation fera pouffée jufqu'à Stockport, il y fera parvenir le fel, le fer, la chaux, les planches & la groffe épicerie. De cette ville ces articles pafferont aifément à Macclesfield & au Peck de Derby. Qu'il eft beau d'être grand Seigneur & riche, pour mériter le nom de citoyen !

1776. Septem. & Octobre.

Nouvelles arrivées d'Amérique.

Le ſieur Greed, Major d'un régiment commandé par le Lord Cornwalis, eſt arrivé avec des dépêches de la part du Général Howe pour le Secrétaire d'Etat : le ſieur Robarts, Lieutenant de vaiſſeau, l'accompagnoit & étoit chargé de celles du Lord Howe pour l'Amirauté. Ces deux Officiers ont mis ſix ſemaines à venir de la Nouvelle-York ; ce long intervalle de tems leur avoit fait conjecturer qu'ils apprendroient à leur arrivée la nouvelle d'une attaque exécutée ſur New-York, d'autant mieux qu'elle étoit projettée depuis long-tems. Ils ont paru, on ne peut pas plus ſurpris de ce qu'elle n'avoit pas encore eu lieu, parce qu'ils aſſurent qu'à leur départ les Américains avoient ſignifié expreſſément leur réſolution de n'entendre à aucune propoſition d'accommodement.

Le Général Irwin, Commandant Général des Armées en Irlande, reçut le 7 Octobre des nouvelles d'Amérique, qui portoient que le Lord Howe avoit envoyé aux Magiſtrats de New-York une lettre par laquelle il les ſommoit de rendre la Ville ou d'en ſortir eux & tous les Habitans, & que ces Magiſtrats lui avoient fait réponſe qu'ils avoient ordre du Congrès de la défendre, & qu'en effet ils la défendroient juſqu'à la derniere extrémité ; que ſi le Lord Howe parvenoit

à

à forcer leurs retranchemens, ils se retireroient dans leurs lignes, où ils seroient certains de lui opposer une résistance qui feroit échouer toutes ses mesures. Sur cette réponse, le Lord leur envoya un autre Parlementaire pour les informer qu'il avoit assemblé un Conseil de Guerre, dont l'avis unanime étoit que si les Américains brûloient la ville de New-York, on donnât ordre aux troupes Britanniques de les passer tous au fil de l'épée. La réplique des Américains fut que si le Conseil de Guerre du Lord Howe n'annulloit point sa résolution, & si la Providence favorisoit leurs armes, ainsi qu'ils l'espéroient, les troupes Royales devoient s'attendre aux représailles les plus rigoureuses.

1776 Septem. & Octobre.

Ordres donnés en Espagne relativement aux Corsaires Américains.

Des avis de Bilbao, confirmés par les rapports de quelques bâtimens arrivés en Angleterre, touchant les ordres envoyés au Commissaire de la Marine dans ce Port, de relâcher l'Armateur Américain qu'il avoit arrêté, se sont vérifiés par des lettres reçues en droiture de Madrid, & qui ajoutent, » qu'afin que ledit Commissaire sçût à quoi s'en tenir dans la suite en pareil cas, la Cour d'Espagne lui avoit ordonné, que, lorsqu'a l'avenir il viendroit dans le Port d'autres

1776. Septem. & Octobre.

Armateurs de la même Nation, il leur accordât vingt-quatre heures pour se pourvoir des choses nécessaires, & qu'ensuite il les laissât repartir librement«. Cependant cette derniere circonstance ne se trouve point dans la lettre écrite à ce sujet par le Marquis de Grimaldi au Gouverneur de Bilbao, qui a été rendue publique en Angleterre, & dont voici la traduction.

» Par la lettre de Votre Excellence du 4 de ce mois, & la preuve qui l'accompagnoit, Sa Majesté a été pleinement informée de ce qui s'est passé à l'égard du vaisseau Américain le *Hawke*, Capitaine Jean Lée, depuis son arrivée jusqu'au moment où Votre Excellence s'est portée à sa détention formelle, en lui ôtant son gouvernail, pour satisfaire à la demande qu'en avoit faite Don Ventura-Francis Gerres de la Torre (Vice-Consul d'Angleterre), habitant de votre Ville; & Sa Majesté a également vu la protestation faite par ledit Capitaine Américain pour les dommages & intérêts qui pourroient résulter de la détention de son vaisseau.

En conséquence, Sa Majesté vous fait informer que, comme elle observe une parfaite neutralité dans la présente guerre, & que, par un effet de l'amitié qu'elle entretient, & dont elle fait profession à l'égard de Sa Majesté Britannique. Elle ne donne aucuns secours aux Colonies. Elle juge qu'en pareil cas il est juste & convenable à la même

neutralité de ne point leur refuser cette entrée & cette admission, qui leur ont été concédées jusqu'à présent, aussi long-tems qu'elles respecteront sa Jurisdiction territoriale de la maniere & dans les termes prescrits. 1776. Septem. & Octobre.

Outre ces raisons, Sa Majesté ne considere point Don Ventura Francis Gerres de la Torre comme étant partie légale ou une personne propre à solliciter une démarche ou mesure de cette nature. Vous aurez donc soin de remettre immédiatement en pleine liberté ledit vaisseau Américain, en lui restituant tous ses papiers & titres & lui permettant d'acheter telles marchandises & effets dont il pourroit avoir besoin pour être en état de retourner en sa patrie; mais sans l'assister d'aucune maniere dans des matieres prohibées. Dieu garde Votre Excellence.

Saint-Ildephonse le 7 Octobre 1776.

Signé Marquis DE GRIMALDI.

Cette neutralité, observée par la Cour de Madrid en cette occasion, a ajouté quelque degré de crédibilité à la nouvelle reçue par la voie d'Italie, qu'il se trouvoit depuis quelque tems à Madrid deux Plénipotentiaires des Etats-Unis, & que, malgré les représentations de l'Ambassadeur Britannique, il leur a été permis d'y continuer leur séjour.

1776. Septem. & Octobre.

Ordres donnés par les Provinces-Unies relativement aux Américains.

Par une publication en date du 10 de ce mois, les Etats-Généraux ont continué pour un an la défense d'exporter des munitions de guerre, sans permission des Colleges de l'Amirauté, ou de les embarquer à bord de vaisseaux appartenans à des Habitans des Domaines Britanniques; le tout sous les mêmes peines que ci-devant, &c.

Ce renouvellement de défenses avoit été sollicité par le Chevalier Joseph Yorke, Ministre plénipotentiaire d'Angleterre, qui avoit porté des plaintes sur ce que les ordres qui venoient d'expirer avoient été très-mal observés, & que les bâtimens Hollandois avoient porté en Amérique des munitions de guerre. — Il avoit demandé aussi que l'entrée des Ports de la République fût interdite aux Américains.

Acte de générosité d'un Corsaire Américain.

Le vaisseau le *Bée*, Capitaine Wallace, de Topsham, fut pris revenant de l'Isle Grenade. — Etant monté à bord du Corsaire, il lui dit que son vaisseau eût dû être le dernier que les Américains eussent voulu prendre, son Armateur ayant mieux aimé le garder un an sans s'en servir, que de le fretter au Gouvernement pour transporter

des troupes en Amérique. Le Corsaire s'étant assuré, par le témoignage de tout l'équipage, de la vérité de ce fait, rendit le vaisseau & la cargaison au Capitaine, se contentant d'en tirer quelques rafraichissemens. 1776. Septem. & Octobre.

Dispositions de quelques Ecossois relativement aux Américains.

Extrait d'une lettre d'Edimbourg le premier Octobre.

Je sais que l'on regarde en général les Ecossois comme ennemis des Américains ; on leur attribue même tout ce qui s'est fait & se passe à présent de plus violent contre les habitans de cette partie du monde. Tout Ecossois que je suis moi-même, j'avouerai que plusieurs de mes compatriotes ont été charmés de saisir une occasion de s'avancer dans les troupes, & ont jetté des dévolus sur les habitations confisquées des rebelles. Un grand nombre d'entr'eux, aussi pervers que leurs voisins, les Anglois, sont prêts à tout sacrifier pour seconder les vues du gouvernement, quelqu'injustes qu'elles soient, pourvu qu'ils y trouvent quelque chose à gagner ; mais je nie absolument que ce soit là la façon de penser du gros de la nation. J'en appelle aux remontrances faites par l'assemblée de l'Eglise d'Ecosse. Que l'on compare ces expressions modérées, ce style qui ne respire

que la charité chrétienne, avec les requêtes
1770. de plusieurs Corps & Villes d'Angleterre, on
Septem. & Octobre. ne verra dans celles-ci qu'un esprit de despotisme, que des périodes boursouflées, toujours marquées au coin de la violence, & suggérant des démarches les moins mesurées, je dirois presque les plus sanguinaires.

Je n'ignore pas que le gouvernement n'a rien oublié pour obtenir de notre assemblée synodale une remontrance qui donnât à entendre qu'elle approuvoit la conduite de la Cour. On a employé pour cette négociation l'homme du monde le plus propre à la faire réussir, si l'artifice & les prétextes spécieux dont il s'arma pour plaire à ses maîtres avoient pu séduire nos Anciens (on appelle ainsi les Ministres de l'Eglise d'Ecosse). Malgré tous les efforts qu'il fit pour faire remplir cette remontrance du feu du despotisme & du souffre ecclésiastique, il ne put leur faire entendre raison. S'il ne se fût pas même départi de ses intentions, le Roi se seroit passé de la remontrance ou compliment que notre Eglise fait annuellement à S. M. Il y a plus, Monsieur: il s'est trouvé dans notre clergé un homme qui a porté les marques de son opposition à un point scandaleux, jusqu'à omettre la priere pour le Roi, ou ne faire mention de S. M. que quand il pouvoit joindre son nom à quelqu'autre. Dans l'Eglise principale d'Edimbourg, le ministre ayant à recommander aux prieres des fidelles une

vieille femme, (comme cela se pratique dans les Eglises Protestantes & autres) il s'exprima ainsi : on recommande à vos prieres Marie Macdougal & George III. 1776. Septem. & Octobre.

Le 8 Octobre, plusieurs bâtimens de transport qui prenoient le reste de leur chargement à Gravesend, eurent ordre de remonter la riviere pour débarquer ce qu'ils avoient déjà reçu. On prétend que c'est parce que les ouragans regnent sur la côte d'Amérique, vers le tems où ils pourroient y arriver, (à la fin de Décembre) & que d'ailleurs les troupes Angloises en Amérique sont abondamment approvisionnées.

AFFAIRES D'IRLANDE.

Dans les mois d'Août & Septembre.

La Manufacture de toiles, qui avoit beaucoup souffert par les banqueroutes de 1772, paroît se relever un peu, d'après les états envoyés par le Lord Harcourt. Cependant la graine de lin ne venant plus directement d'Amérique, d'où l'Irlande en tiroit de grandes quantités, les prix sont augmentés. Elle vient en petite quantité par la voie de l'Isle Saint-Eustache, & par celle d'Amsterdam. Ce détour en augmente le prix, outre le préjudice que souffre la Nation, en ce que ce sont les Hollandois qui l'apportent. Des Marchands d'Hambourg qui ont spéculé sous

l'interruption du Commerce d'Amérique, y en ont porté aussi quelques parties.

1776. Septem. & Octobre.

Plusieurs des principaux Officiers d'Etat en Irlande, se trouvant ensemble à Londres le premier Octobre, on jugeoit qu'il se tramoit quelque grand changement pour ce Royaume. — Ces Officiers étoient le Prevôt de Dublin, l'Avocat & le Procureur Général, & le Comte Nugent Trésorier. — Il y a apparence que le Ministere formoit avec eux le plan des changemens qui ont eu lieu dans la Session de 1777 — 8. du Parlement Britannique, pour adoucir le sort des Irlandois quant au Commerce, & ceux que le Parlement d'Irlande a fait aux Loix concernant les Papistes. Ces MM. jouissent de la réputation de créatures de la Cour, & sur-tout le Prevôt de Dublin, dont l'avidité est presque passée en proverbe. C'est de lui que le Lord Chesterfield disoit que si le Roi lui donnoit l'Angleterre, l'Ecosse & l'Irlande, il demanderoit l'Isle de Man pour son potager. — Lorsqu'il étoit premier Avocat de la Couronne, le Lord Townshend, Vice-Roi, le vit un jour dans le Parlement, tirer un homme à l'écart : Je parie, dit ce Lord, qu'il demande s'il y a quelque emploi vacant. Connoissez-vous, ajouta-t-il (c'étoit au Secrétaire d'Etat qu'il parloit), connoissez-vous quelque chose à donner? — Rien du tout, si ce n'est une majorité dans un régiment. — Eh bien, reprit le Lord, ce sera pour lui. En effet, il

la prit; mais pour faire voir qu'il ne jugeoit point ce don proportionné à son mérite, il la vendit dès le lendemain.

1776. Septem. & Octobre.

Les Irlandois craignent beaucoup de voir établir dans leur pays une taxe sur les terres qu'ils regardent comme la marque distinctive de l'esclavage. Ils fondent leurs craintes sur ce que la Cour ne manquera pas d'avoir un parti puissant dans l'une & l'autre Chambre de leur Parlement. Si nous n'avions, disent-ils, pour Membres des Communes que des Citoyens qui eussent du bien, qui eussent quelque fond de terre considérable ; si la Chambre des Pairs n'étoit composée que des Seigneurs Irlandois qui ont ici de gros revenus, nous éviterions sûrement de subir ce joug insupportable. Au lieu de ce qui devroit être, nous ne voyons parmi les derniers que des gens qui ne possedent pas dix pouces de terrein dans le pays : nous n'avons rien à espérer & nous avons tout à craindre. La résistance du peu de bons citoyens qui ont à cœur les intérêts de leur patrie, sera inutile.

Le parti de la Cour, comme un torrent auquel rien ne peut s'opposer, entraînera nécessairement les autres, ou du moins étouffera la voix de la liberté qui voudra peut-être, mais ne pourra point se faire entendre.

1776. Septem. & Octobre.

Cuirs tannés exportés du Port de Dublin depuis le 14 Septembre 1775 jusqu'au 4 Juillet 1776.

Pour Gibraltar	8,093
Cadix	6,098
Livourne	4,571
Naples	4,500
Dronthem, &c.	55
Total	23,317

Le Lundi 30 Septembre, le régiment d'Infanterie levé depuis peu sous le titre de Volontaires d'Irlande, mais plus vulgairement par le nom de Garçons-Verds (à cause de son uniforme) fut arrêté par surprise & resserré dans le manege qui est dans la cour des Casernes. On y plaça une forte garde, & vers le soir on le fit entrer dans des petits bateaux, sur lesquels il descendit la riviere Liffey, toute la garnison étant sous les armes le long du quai: il passa delà dans des alleges dont on ferma sur lui les écoutilles, & dans cet état on le conduisit comme une troupe de criminels à bord des bâtimens de transport qui l'attendoient. Cette nouvelle façon de traiter des Volontaires (*a*) a étonné tout le monde:

(*a*) Le souvenir de cette aventure a été cause en

les ſoldats de la garniſon ont vu ce ſpectacle avec effroi : ils craignent d'eſſuyer un jour le même ſort. Quelle idée toutes les Cours de l'Europe doivent-elles ſe former de la guerre actuelle ? que penſeront les Américains de la maniere dont nous nous y prenons pour lever des recrues ? Nous promettons ſolemnellement aux gens de bonne volonté de ne pas les expatrier, & nous ne faiſons aucun ſcrupule de manquer de la plus honteuſe maniere à nos engagemens. Repréſentez-vous des hommes, des volontaires déſarmés, enveloppés de ſoldats qui, en leur pouſſant la bayonnette dans les reins, les forcent comme des coupables à entrer dans des vaiſſeaux qui vont les enlever à leur patrie & à tout ce qu'ils y ont de plus cher ! Le courage du ſoldat Irlandois eſt trop connu pour pouvoir être révoqué en doute. Quelle doit donc être l'indignation de ces braves gens après un pareil traitement ? ont-ils jamais refuſé d'aller, même au bout du monde, ſoutenir la réputation de leur pays ? les a-t-on jamais vu éviter le danger quand il pouvoit conduire à la victoire ? Non. Des malheureux du plus bas rang, de la plus

1776. Septem. & Octobre.

1778 d'un ſoulevement en Ecoſſe : un régiment de nouvelles levées, s'y eſt retiré ſur une hauteur où il a fallu capituler avec lui pour le décider à s'embarquer.

1776. Septem. & Octobre. vile populace, ont servi dans la derniere guerre à former un régiment; ils traverserent la mer, & montrerent dans l'occasion que la bravoure est la marque caractéristique de la nation Irlandoise. Des procédés aussi révoltans excitent en nous toute l'indignation qu'ils méritent; ils nous donnent le plus invincible & le plus juste dégoût pour un service dont nos chefs même ont si mauvaise opinion, qu'ils croyent devoir nous y forcer à la pointe de la bayonnette. Le Gouvernement s'attend-il, après cela, à retrouver dans tout ce Royaume un seul homme de recrue de bonne volonté?

Le Commandant de ce régiment se propose sans doute de payer les dettes que ces malheureux exilés ont contractées; ou bien ajoutera-t-on la mauvaise foi à l'injustice faite à ces infortunés & à l'infamie dont on les a couverts?

On assure que ces Volontaires forcés sont aux fers & resserrés dans la cale à bord des bâtimens de transport. On n'hésite point à dire que l'on choisira les meilleurs hommes pour remplacer ceux des troupes Hessoises qui pourront être tués en Amérique & que l'on doit payer suivant le traité fait avec le Landgrave; quant au reste des Volontaires, on en fera ce qu'on pourra : qui sait si l'on ne poussera pas l'inhumanité jusqu'à les vendre comme esclaves sur la côte d'Afrique?

Bien des gens disent que la ville est heu-

teuſe d'être défaite par ce moyen de quantité de vagabons qui avoient pris parti dans ce régiment; à la bonne heure: mais s'étant fait ſoldats de leur plein gré, ils auroient dû être traités comme tels. Quant à ce que l'on ajoute que ſans les précautions que l'on a priſes, ils auroient tous déſerté, il eſt aiſé d'y répondre. Ils ſe ſont engagés aux conditions & ſur les promeſſes les plus ſolemnelles que leur deſtination n'étoit pas pour le pays étranger; ſi le Roi lui-même manque à ſa parole, doit-on attendre qu'ils rempliſſent des engagemens conditionnels & qui ne portoient que ſur la foi publique? Celle-ci une fois violée diſpenſe les particuliers de remplir des obligations qui ceſſent d'être telles dès que la condition qui ſeule pouvoit leur donner ce caractere eſt mal obſervée.

1776 Septem. & Octobre.

Affaires de l'Inde.

Il s'eſt tenu le 5 Octobre une Aſſemblée générale de la Compagnie des Indes, pour décider par la majorité des ſuffrages la propoſition faite dans la précédente Aſſemblée de mettre ſous les yeux des Intéreſſés des états détaillés des dettes de la Compagnie & de ce qu'elle doit encore recevoir, ainſi que des effets qu'elle a encore en magaſin, le tout juſqu'à la fin de l'année préſente. Cette propoſition fut fortement ſoutenue par des Propriétaires qui ne ſont point

1776. Septem. & Octobre.

du nombre des Directeurs, & qui soutinrent que, sans ce détail, il seroit impossible de fixer le Dividende & se former de justes idées de la situation réelle des affaires de la Compagnie. Le Président & d'autres Membres du parti des Directeurs convinrent de la nécessité de mettre les affaires de la Compagnie dans un juste point de vue & d'en remettre un état fidele aux Intéressés ; mais l'on fit en même tems remarquer qu'il nuiroit essentiellement aux intérêts de la Compagnie de donner une ouverture de ses affaires, telle qu'on la demandoit : que les Compagnies étrangeres pourroient s'en prévaloir ; & qu'il étoit même impossible de produire ce détail avant le 24 du présent mois, terme stipulé pour fixer le Dividende; mais il ajouta qu'il ne doutoit point que la Compagnie ne fût en état de faire au Gouvernement le parfait payement de la somme de 1,400,000 liv. sterl. & d'augmenter le Dividende d'un pour cent au jour marqué, ce qui dépendroit néanmoins des recettes qui se feroient dans le court espace de quinze jours, &c. La proposition passa enfin à la négative. Alors on fixa le salaire du nouvel Avocat général de Bengale, M. Day, à 3,000 liv. sterl. avec 1,500 liv. sterl. pour le voyage.

Extrait d'une lettre de Pondichery du 28 Février 1776.

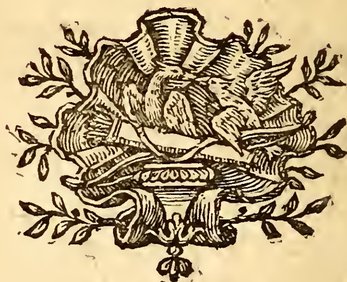
La Factorie Angloise de Balambangan a fait courir le bruit que les *mileses* ou paysans, dans une insurrection imprévue contre les Employés civils & militaires de la Compagnie, s'étoient saisis de cet Etablissement. Voilà ce qu'elle voudroit que l'on crût ; mais voici le fait : les Employés civils, saisis d'une terreur panique, se sont enfuis honteusement & ont abandonné au pillage des Insulaires la caisse & les autres effets immenses de la Compagnie : les troupes, dont tous les Officiers étoient morts, demanderent un Européen pour marcher à leur tête, promettant d'appaiser bientôt ce tumulte ; l'Officier commandant en second s'excusa sur ce qu'il n'étoit point Européen, ayant reçu le jour à Bombay.

Malgré cette perte considérable, jamais les Etablissemens des Anglois dans les Indes n'ont paru dans un état plus florissant. A la côte de Coromandel, le Lord Pigot vient de se faire installer Gouverneur ; rien ne pouvoit arriver qui fût plus au gré des Habitans. Le premier objet que ce Seigneur s'est attaché à remplir a été de faire exécuter les ordres de la Compagnie au sujet du Royaume de Tanjour : il a fait prendre possession de la capitale de ce Royaume aux troupes Angloises. Cette ville, depuis

1776 Septem. & Octobre.

la réduction de Tanjour en 1773, avoit jusqu'à présent été au pouvoir de Mahomed Ally, Nabab de la Carnatie, qui y entretenoit garnison.

Cette lettre confirme la paix avantageuse faite avec les Marattes, ratifiée par le Lieutenant-Colonel Upton, comme nous l'avons annoncé il y a quelque tems.



JOURNAL

LETTRE

*D'un Banquier de Londres, à M.*** à Anvers.*

De Londres le 8 Mars 1779.

Je tiendrai aujourd'hui, Monſieur, l'engagement que j'ai pris il y a quelque tems de vous initier dans les querelles de Religion qui ſe ſont élevées depuis le commencement de l'année derniere dans la Penſylvanie & quelques Etats voiſins. Comme elles ont leur principe dans la politique, ainſi que l'ont preſque toujours eu les affaires de ce genre, la connoiſſance en eſt indiſpenſable pour tous ceux qui veulent s'inſtruire à fond des divers reſſorts qui auront été mis en œuvre de part & d'autre, ſoit pour effectuer, ſoit pour empêcher la grande révolution Américaine.

Adreſſe des Quakers de la Penſylvanie.

Dans l'Aſſemblée générale de Penſylvanie le Vendredi 7 Août 1778, avant midi, l'adreſſe ſuivante des Quakers fut lue à la Chambre.

L'Aſſemblée pour les ſouffrances dans la Penſylvanie & le Jerſey au nom de la ſociété de ceux qu'on appelle Quakers.

Expoſent très-humblement.

» Le gouvernement des conſciences eſt la prérogative de Dieu Toutpuiſſant qui n'abandonne ſa gloire à perſonne. Tout empietement ſur cette prérogative eſt une offenſe à ſes yeux: il ne laiſſera pas échapper à la punition ceux qui l'envahiſſent; & il manifeſtera tôt ou tard ſon mécontentement à ceux qui perſiſtent dans ces téméraires entrepriſes «.

» Ce ſont là des vérités que tout homme qui penſe ne ſauroit révoquer en doute «.

» La raiſon pour laquelle nous nous adreſſons à vous en ce moment, c'eſt que nous avons reçu avis de différens endroits que quantité de nos amis ont été mis en priſon & y ſont détenus, les uns, parce qu'ils refuſent de payer les ſommes impoſées pour tenir lieu de ſervice perſonnel dansla préſente guerre, d'autres, parce qu'ils ſe défendent

de prêter le serment qui a été prescrit par certaines loix récentes.

» Notre refus est fondé sur un scrupule religieux qui s'eleve dans notre conscience contre un tel consentement. Ce n'est point obstination : c'est uniquement le désir de conserver nos consciences exemptes d'offense envers Dieu, ce que nous ne pouvons faire sans un attachement constant à nos principes pacifiques & sans rendre témoignage contre les guerres & les combats, d'après les préceptes & l'exemple de notre Seigneur Jésus-Christ le Prince de la paix. Ces principes nous obligent de mener une vie paisible & tranquille & de nous abstenir de faire aucune déclaration & de prendre aucun engagement de parti dans le présent état incertain des affaires publiques «.

» Nous désirons ardemment que vous veuilliez bien prendre en considération la généreuse & libérale fondation de la Chartre & des loix convenues en Angleterre entre notre premier propriétaire le digne William Pen & nos ancêtres, en vertu desquelles ceux-ci pensoient que la liberté civile & religieuse demeureroit assurées inviolablement à eux & à leur postérité. La Pensylvanie a été regardée depuis comme un azile pour des hommes d'une conscience timorée, & quantité de personnes utiles s'y sont retirées dans l'espérance de jouir de la liberté &

d'y être à l'abri des perfécutions qu'elles avoient éprouvées dans leur pays natal «.

» Nous penfons que toute entreprife pour nous dépouiller de cette liberté, eft un écart du véritable efprit de gouvernement qui doit diriger toute légiflature bien ordonnée, & tend par conféquent à détruire l'intérêt réel & le bien d'une communauté. C'eft pourquoi nous défirons que les loix qui tendent à opprimer des confciences timorées foient révoquées, afin que ceux qui vivent paifiblement ne foient plus troublés ou moleftés; mais qu'il leur foit permis de jouir des droits & immunités que leurs peres ont achetés par beaucoup de peines & de fouffrances & de continuer à obferver exactement le devoir effentiel des inftructions religieufes & de l'éducation qu'ils ont reçue dans leur jeuneffe, dont ils fe détourneroient néceffairement en fe conformant à une partie defdites loix «.

» Nous efperons qu'après avoir mûrement réfléchi fur les repréfentations que nous venons de vous faire, vous pourvoirez à l'élargiffement de ceux qui font préfentement dans les prifons pour le témoignage de leur bonne confcience, & que vous empêcherez que d'autres n'éprouvent les mêmes fouffrances à l'avenir «.

Signé par le défir de notredite Affemblée & icelle tenant à Philadelphie le 5 du huitieme mois 1778.

Nicolas WALN.

Lecture faite (par l'aſſemblée de Penſylvanie) ordonné que ladite piece reſtera ſur le Bureau.

Extrait des Regiſtres.

JOHN MORRIS le jeune, Secrétaire de l'Aſſemblée générale.

N°. I. *Obſervations d'un Américain ſur cette adreſſe.*

L'adreſſe des Quakers, inſerée dans les derniers papiers publics, a excité parmi toutes les autres claſſes du peuple le reſſentiment le plus animé qui ait jamais été occaſionné par aucun écrit ſemblable. Quoi ! les Quakers ne ſont pas contents qu'on ait eû l'indulgence de paſſer ſous ſilence leur défection de l'intérêt de la vertu & de l'Amérique, leur encouragement donné ouvertement à nos ennemis, leurs inſultes au moment de notre détreſſe? Croyent ils que notre clémence eſt un effet de la timidité ou que nous avons déja oublié leurs *témoignages* & récits inſolents de ſouffrances ſuppoſées, qu'ils ont rédigés dans un ſtyle qui ne reſpirent qu'une ſimplicité hypocrite & inſultante pour nous? Si cela eſt, ils ſe trompent fort. Il exiſte des preuves capables de les couvrir de confuſion & d'oprobre, ſur l'indignité de la conduite que leur ſociété, à l'exception de quelques individus, a tenue par tout où

les armes Britanniques avoient quelques succès même seulement momentanés. On peut produire des journaux d'Officiers Anglois qui font l'éloge de l'empressement avec lequel les Membres de cette société leur ont servi (a) d'espions, de guides & de correspondans. On a des preuves autentiques de nos propres Officiers & Soldats à qui ils ont donné de faux renseignemens, qu'ils ont fait tomber entre les mains de l'ennemi lorsqu'il est parti de la source d'Elk; & qu'ils ont même trompés pendant que l'ennemi étoit en possession de cette Ville. Tout cela démontre suffisamment leur aversion invétérée pour tout autre gouvernement que celui des Anglois; & que sous le prétexte d'attendre l'issue de la querelle, tout ce qu'ils font tend moins encore au succès de leurs propres vues qu'à celui de l'objet des tyrans Anglois. S'ils veulent justifier leurs procédés aux yeux de l'humanité, & s'ils sont réellement ce qu'ils prétendent être, qu'ils produisent le récit des souffrances que leur a fait éprouver l'armée Britannique. Nous savons que leurs fermes ont été pillées, que leurs maisons & même leurs personnes ont été dépouillées, & qu'on leur a enlevé leurs couvertures aux approches de l'hyver.

[a] Il y en a eu deux de pendus à Philadelphie en Septembre dernier, en vertu de l'acte passé contre les fauteurs du gouvernement Anglois, & pour trahison bien prouvée.

Qu'ils nous montrent la page des regiſtres des ſouffrances où ſont conſignés ces outrages. S'il n'ont point d'animoſité particuliere & qu'ils ſoient réellement de bonne-foi, ils doivent avoir tenu également une note exacte des outrages qu'ils ont eſſuyés tant d'un parti que de l'autre. Nous n'ignorons point les invectives qu'ils ont lachées contre les patriotes qui leur ont demandé quelques couvertures pour l'uſage de nos pauvres Soldats pendant la rigueur d'une campagne d'hyver. Je déſire voir dans quels termes ils ont parlé des Généraux Anglois, qui leur ont pris leurs couvertures au milieu de l'hyver pour couvrir des chevaux. —Les prétendus ſouffrans ont déſavoué pluſieurs braves gens entre eux qui avoient montré du zele pour la cauſe de leur pays. Ont-ils déſavoué pareillement ceux qui favoriſoient nos ennemis? Non, il n'y en a pas un ſeul exemple. Au moins n'en eſt-il parvenu aucun à ma connoiſſance. Bien loin de cela, chacun peut ſe rappeller la perfidie de l'un d'entr'eux, avec qui ils étoient dans la plus étroite liaiſon. Ce Quaker a cherché à faire tomber près de German-Town deux de nos Officiers de rang, avec tout leur monde, entre les mains des Anglois; & il a entretenu pour cet effet une correſpondance ſuivie avec les Députés de cette Aſſemblée dans le camp de l'ennemi, à qui il a mandé qu'on pourroit agir avec ſûreté d'après ſes infor-

mations. On se rappelle cette infame conduite, & l'on sait qu'ils sont encore à la désavouer publiquement, de sorte qu il est visible qu'ils favorisoient la trahison la plus lâche & un carnage prémédité. Comme les étrangers qui viennent chez nous d'Europe aussi bien que des différentes parties de l'Amérique, pourroient se laisser tromper par les principes hypocrites de ces prétendus souffrants & ignorer le plan de conduite qu'ils ont suivi invariablement depuis le commencement des contestations actuelles, je me propose, à mesure que le tems & mes occupations me le permettront, de faire réimprimer en différentes langues leurs témoignages & récits de souffrances, avec des notes critiques & explicatives, & je serai bien trompé, s'il ne faudra pas une tête mieux organisée que celle de leur Greffier & de toute leur séquelle, pour prouver qu'ils n'ont pas fait de la Religion un manteau pour couvrir le Torisme le plus outré, & de leur conscience un moyen pour se soustraire aux devoirs dont l'accomplissement fait le plus grand honneur au genre humain.

N.° II. *Lettre signée* BELISARIUS.

A l'Assemblée pour les souffrances dans la Pensylvanie & dans le Nouveau Jersey.

Votre adresse à l'Assemblée de Pensylva-

nie contient des charges ſi fortes contre la légiſlature de l'Etat, des principes ſi étranges, des précautions ſi révoltantes, que je ne puis m'empêcher de vous faire à ce ſujet quelques obſervations.

Vous affectez dans toutes les occaſions de vous ſervir d'un ſtyle qui donne à entendre tout ce qu'on veut, ſans jamais rien exprimer clairement. Mais cela ne m'empêchera point de conſidérer votre adreſſe dans le ſens que vous paroiſſez avoir eu intention de lui donner, ſans m'attacher ſtrictement à l'expreſſion.

Pour répondre à votre préambule, ſuivant l'eſprit dans lequel il eſt conçu, je vous demanderai la permiſſion de remarquer que l'hypocriſie eſt un crime que Jeſus-Chriſt lui-même a maudi avec une emphaſe particuliere : que Dieu s'eſt réſervé la punition de ce vice, parce qu'il eſt le ſeul qui puiſſe juger de ſes dégrés : & il y a lieu de croire qu'aucun châtiment, en uſage parmi les hommes, ne peut être proportioné à un péché ſi abominable à ſes yeux ; & enfin que ce n'eſt pas une légere offenſe aux yeux de Dieu, de prétendre être plus Saint que les autres hommes. C'eſt ce que le Chriſt a pareillement déclaré en communiquant avec le Publicain, qui s'avouoit lui-même pécheur de préférence au Phariſien, qui n'étoit pourtant coupable d'aucun autre crime que de s'arroger une perfection audeſſus de celle de

ſon prochain. Je vous rappellerai qu'une conſcience qui ne permet point à un homme de remplir les obligations que ſon devoir lui impoſe, eſt nommée injuſtement une conſcience timorée: c'eſt une conſcience malade & dépravée; & il viendra un jour où ces vérités, dont ſont aujourd'hui fermement perſuadés tous les bons eſprits, deviendront certaines & effrayantes pour quelques-uns d'entre vous. En parlant de la ſorte, j'ai en vue non ſeulement votre adreſſe actuelle, mais encore pluſieurs témoignages publiés par vous & par votre ſociété, ſous différentes ſignatures.

Vous accuſez l'Aſſemblée d'empiéter ſur la prérogative du Dieu Tout-Puiſſant dans le gouvernement des conſciences, & vous appellez la loi du Teſt en témoignage de votre accuſation, comme ſi demander & faire rendre l'obéiſſance à l'Etat, étoit un crime de cette nature. Mais vous paroiſſez avoir entierement oublié l'acte du Teſt, paſſé par l'Aſſemblée de Penſylvanie en 1723, lorſqu'une pluralité conſidérable de la Chambre étoit compoſée des principaux Membres de votre ſociété. Or dans cet acte vous preſcrivez la forme du *Teſt* du Quaker, & l'abjuration d'une famille (les Stuarts) qui prétendoit avoir un droit à la Couronne: & dans le fait, vous y augmentez l'étendue d'actes du Parlement, qui feroient, je crois,

frémir d'horreur plusieurs d'entre vous s'ils les lisoient aujourd'hui (*a*).

Sur ce point, deviez-vous, comme peuple, empiéter sur la prérogative de Dieu Tout-Puissant? Si vous ne le deviez pas, sur quel fondement porte l'accusation intentée par vous contre l'Assemblée actuelle, pour avoir tenu la même conduite dans un cas semblable? Mais vous ajoutez comme une preuve aggravante, les souffrances de vos freres qui sont emprisonnés pour avoir refusé de payer les taxes imposées au lieu du service personnel dans la milice. Le droit de la défense personnelle est aussi clair & aussi évident que la clarté du Soleil dans un jour sans nuages. Tous les hommes conviennent que la force est le seul moyen de soutenir & de défendre un Gouvernement. Si vos principes religieux sont réellement de nature à ne pouvoir se concilier avec les principes sur lesquels un Gouvernement civil peut être maintenu, c'est à l'absurdité de vos principes que vous devez attribuer vos suffrances & non à la juste administration d'une loi nécessaire & également obligatoire pour tout le monde. Les conséquences résultantes de principes absurdes & déraisonnables, sont les plus puissans argumens contr'eux & les motifs les

---

(*a*) Dès l'année 1682 un *Test* fut exigé des étrangers, comme une condition indispensable pour être propriétaire de terres en Pensylvanie.

plus déteminans pour empêcher les hommes de perſiſter dans de pareils principes. Profeſſer des opinions abſurdes, n'eſt point un titre pour être exempt des conſéquences naturelles de ces opinions. Comment, au jour du jugement, vous juſtifierez-vous auprès de Dieu, d'avoir chargé Jéſus-Chriſt d'être l'auteur de vos erreurs à ce ſujet ? C'eſt un point qui mérite votre attention la plus ſérieuſe.

Vous demandez la libérté de jouir des droits & immunités acquis par vos peres au prix de ſouffrances & de difficultés. Quels ſont ces droits ? Aviez vous acheté un droit aux privileges de citoyens libres, & pouvez-vous en jouir ſans être obligés de donner à vos concitoyens la même protection qu'ils ſe ſont engagés à vous donner ? Prétendez-vous jouir d'un droit à la protection du Gouvernement, ſans partager les dépenſes & les dangers pour la défenſe de ce Gouvernement ? Si vous avez en effet acquis un pareil droit, de qui le tenez-vous ? Il n'y a que Dieu qui ait le pouvoir de vous le donner. Juſqu'à ce que vous ayez quelque preuve claire qu'il vous a fait cette conceſſion, vous ne ſerez jamais ſoufferts dans aucune ſociété civile ſur une prétention auſſi déraiſonnable. Le Ciel eſt trop juſte pour vou accorder, ſans dépenſe, ſans dangers, ſans fatigues, ce qu'il ne donne aux autres qu'au prix de tous ces ſacrifices. Tant que je me rappellerai la perte d'un frere & d'un

fils chéri dont le ſang a été répandu dans la guerre actuelle pour la liberté civile & religieuſe : juſqu'à ce que j'aie oublié l'appui que vous avez donné aux moyens de violence & de ſang employés par le Roi de la Grande-Bretagne pour nous dépouiller de ces biens ineſtimables : enfin tant que je penſerai aux difficultés & aux découragemens que vous avez ſuſcités à ceux qui les ont défendus, vous aurez beau vous prétendre autoriſés à jouir des mêmes libertés que nous, je regarderai toujours une telle prétention comme illuſoire & abſolument deſtituée de fondement : & pour me ſervir de ces expreſſions naïves dont vos ancêtres tiroient tant de vanité, je l'appellerai une prétention folle, inſolente & impudente. Il y a une différence énorme entre un droit & l'indulgence dont la politique peut uſer à votre égard.

C'eſt encore un point qui mérite votre conſidération la plus ſérieuſe, de décider ſi vous êtes Membres d'aucune Société *civile*. Permettez-moi d'établir la queſtion. Au commencement de la diſpute actuelle, vous étiez ſujets de la Grande-Bretagne, & vous aviez des droits communs avec les autres ſujets de ce Royaume. La Grande Bretagne a eſſayé de priver les peuples d'Amérique des droits qui leur étoient donnés par la Conſtitution. L'Amérique s'eſt oppoſée à ſes efforts, elle a abjuré ſes liaiſons avec ce Royaume, & elle

a formé un nouveau Gouvernement. Actuellement ſi vous reſtez ſujets de la Grande-Bretagne, vous devez allégeance à ſon Roi: vous êtes par conſéquent les ennemis de ces Etats; & en cette qualité vos biens doivent être ſaiſis au profit de l'Etat de Penſilvanie. Vos réclamations doivent s'adreſſer à Georges III, & non à l'aſſemblée de Penſilvanie.

Si vous êtes ſéparés de la Grande-Bretagne & que vous n'ayez formé aucune autre liaiſon, vous n'appartenez ni à cette Puiſſance, ni à l'Amérique. Vous êtes dans l'état de nature & vous n'avez aucuns droits civils. Il vous reſte à vous les procurer aux conditions les plus avantageuſes qu'il vous ſera poſſible. Le peuple de cet Etat vous a propoſé un pacte égal de ſûreté & de défenſe. Votre réponſe eſt « que vous ne pouvez contracter aucun engagement comme parties, dans l'état d'incertitude où ſont actuellement les affaires publiques ». Vos principes ne vous le permettent point. C'eſt qu'apparemment ils vous obligent de commencer par vous tenir à l'écart & de finir par vous joindre au plus fort. Dieu & les hommes jugeront de ces principes & de leurs conſéquences; & ils les auront également en horreur. Pour votre propre intérêt, pour celui de vos enfans, conſidérez le danger de perſiſter dans une pareille conduite.

Les principes que vous profeſſez doivent

non ſeulement anéantir pour vous toute prétention au droit de Citoyen & de l'Etat; mais encore ils impoſent à la légiſlature l'obligation d'empêcher, autant qu'il ſera poſſible, que vous n'empoiſonniez l'eſprit de la Jeuneſſe de principes ſi deſtructifs de la ſociété humaine. En conſéquence cette précaution eſt non-ſeulement juſte, mais néceſſaire, relativement aux Maîtres d'Ecole; & la loi ci-deſſus mentionnée démontre que telle eſt l'opinion de votre propre Secte, relativement aux Catholiques Romains.

D'après les expreſſions dont vous vous ſervez pour recommander à la Chambre de prendre en conſidération la charte du dernier Gouvernement de Penſilvanie, je ſuppoſe que votre deſſein eſt d'inſinuer que cette charte contient des priviléges que l'on ne trouve point dans la Conſtitution. Je ſais fort bien que vous n'oſez pas avancer ouvertement cette aſſertion. Car il ne faut que jetter les yeux ſur cette charte, pour voir que tous les priviléges qu'elle contient ſont continués ou augmentés dans la préſente forme de Gouvernement; à moins toutefois que vous ne jugiez à propos de regarder les points ſuivans, comme des priviléges que vous êtes dans l'intention de ſoutenir, ſavoir :

La négative du Propriétaire (de la Penſilvanie) & celle enſuite de la Grande-Bretagne, par rapport à quoi chacun d'eux (le Propriétaire & la Grande-Bretagne) eſt le

maître de nous vendre la loi le prix qu'il veut y mettre.

Le droit expreſſément réſervé au Parlement, de taxer les peuples de Penſilvanie ſans leur conſentement.

Le droit du Propriétaire de nommer des Juges tenant leurs commiſſions à volonté, & de prononcer ſur les objets en diſcuſſion entr'eux & vous.

Le droit dans la Grande-Bretagne, de limiter vos Manufactures pour l'accroiſſement de ſa navigation & de ſon commerce.

Si ces choſes & autres ſemblables ſont des priviléges, on eſt forcé de convenir qu'ils ont été rejettés avec dédain; mais s'ils ne ſont pas des priviléges, l'inſinuation eſt auſſi déplacée qu'injuſte. En examinant cette partie de votre adreſſe, une difficulté m'embarraſſe, c'eſt de ſavoir ſi je dois la regarder comme un effet de votre ignorance, où comme une preuve que vous refuſez abſolument le ſens commun au Sénat auguſte qu'il vous plaît d'appeller « l'aſſemblée de Penſilvanie » en ſupprimant le caractere eſſentiel & le titre ordinaire de cette honorable Chambre, ſavoir « les Repréſentans des hommes libres de l'Etat ».

Mais il eſt probable que vous avez eu en vue certains avantages à tirer de l'effet de ces inſinuations ſur les eſprits de ceux de votre Société qui ſont mal informés, qui peuvent conſerver une partialité réelle quoiqu'injuſte

qu'injuſte pour l'ancien Gouvernement, & qui ſemblent croire qu'en votre qualité de Quakers, vous avez droit à des priviléges de la charte qui ne ſont point communs à toutes les eſpeces de Chrétiens. Si elle eût réellement contenu quelque clauſe de cette eſpece, tout le monde s'en feroit mocqué.

Vous affectez trop de parler de vos ancêtres les Quakers, comme des ſeuls Emigrans qui ayent formé cet établiſſement & qui l'ayent fait proſpérer; c'eſt à tort que vous paroiſſez fonder quelques prétentions ſur cette circonſtance. Mes Auteurs ſe ſont établis ici d'auſſi bonne heure qu'aucun des vôtres; & cependant ils n'étoient point Quakers. Il y a mille autres perſonnes dans la même circonſtance que moi à cet égard.

Quelles ſont les perſonnes que vous repréſentez? on ſait très bien que vous ne repréſentez pas la Société entiere des Quakers. Il y a parmi eux pluſieurs milliers d'hommes remplis des ſentimens les plus généreux & les plus patriotiques, qui réclament contre le titre de leurs Repréſentants que vous vous arrogez, & qui déſapprouvent hautement la conduite que vous avez tenue pendant tout le cours des troubles actuels. Le Public ſeroit fort aiſe de vous voir publier une Liſte de ceux que vous vous dites repréſenter. Cela fourniroit à ceux qui déſapprouvent votre conduite & qui ont aſſez d'honnêteté & de courage pour la déſavouer, une belle occaſion

de persévérer dans leurs sentimens; d'un autre côté, ceux qui pensent comme vous, auroient alors tout le mérite dû à leurs opinions. Il faut les faire connoître, & je suis persuadé qu'ils vous sauront assez peu de gré du rôle que vous avez joué en leur nom.

Si l'assemblée générale passoit une loi pour dispenser les Membres de votre Société de prêter le serment du *Test*, ou de payer une taxe pour s'exempter du service de la Milice, tandis que tous les autres habitans sont assujettis à l'une ou l'autre de ces obligations, elle s'écarteroit d'autant plus du véritable esprit du Gouvernement, qu'elle violeroit la Constitution & les droits du Peuple, qu'elle manqueroit à la confiance qu'on a mise en elle, & qu'elle commettroit un acte impardonnable d'extravagance & d'iniquité : ce qui est certainement bien loin de ses intentions.

J'ai réellement pitié de celui que vous avez engagé à signer votre adresse au nom de votre assemblée. Il a toujours été l'objet de ma vénération ; & je ne voudrois pas, sans nécessité, me permettre un mot qui pût lui causer un moment de chagrin. Mais vous n'ignorez-pas que son jugement autrefois si net, a éprouvé quelque altération physique. La complaisance qu'il a eue de se prêter à vos desirs dans cette circonstance, prouve que sa tête n'est pas encore bien rétablie. C'est une cruauté de votre part de lui avoir forcé

la main pour ſigner cette adreſſe. Mais la faute en retombera ſur vous, & non ſur lui, car il eſt innocent.

Il eſt d'uſage de mettre ſon nom au bas des écrits conſacrés à l'utilité publique. D'ailleurs comme l'adreſſe eſt ſignée & avouée, l'Auteur des obſervations que l'on vient de lire, ne veut point reſter caché, tandis que ſon Antagoniſte ſe montre à découvert. En conſéquence il a laiſſé ſon nom à M. Dunlap (l'Imprimeur de cette Feuille), pour être communiqué à tout Membre de votre aſſemblée qui le demandera de votre part, & qui laiſſera le ſien à M. Dunlap.

N°. III. *Autre Lettre ſignée* PHILADELPHIENSIS.

A l'aſſemblée pour les *ſouffrances* dans la Penſilvanie & le Nouveau Jerſey, en faveur de la Société du peuple appellé Quaker.

Votre derniere adreſſe à l'aſſemblée de la Penſilvanie, dans laquelle vous demandez des exemptions & des priviléges particuliers pour votre Société, eſt d'une nature trop ſérieuſe pour ne pas fixer l'attention générale, & pour ne pas fournir matiere à la plus rigide cenſure. Ne ſoyez donc pas ſurpris ſi on attaque cette adreſſe de tous côtés. Il eſt de l'intérêt & même du devoir de tout Membre honnête de la communauté, de démontrer la fauſſeté de vos raiſonnemens, & de

faire voir à l'Univers que quels que ſoient les principes dont vous faites profeſſion, loin que votre conduite réſulte de ces principes, elle ſe regle entiérement ſur le tems & les circonſtances. Il ſeroit très-facile de prouver la légitimité d'une Guerre défenſive, même d'après l'Ecriture-Sainte, pour laquelle vous affectez d'avoir tant de vénération : nous y voyons en effet qu'elle eſt ſouvent encouragée & ordonnée par Dieu lui-même, qui, en toute occaſion, a été l'allié de ſon peuple tant qu'il a continué de marcher dans les ſentiers de la vertu ; & que Dieu a daigné même donner le ſignal de l'attaque & des inſtructions particulieres pour la conduire. Mais il n'eſt pas beſoin de ces preuves, parce que la légitimité d'une Guerre défenſive eſt reconnue par tout ce qu'il y a d'hommes civiliſés ſur la terre, à l'exception de vous & de deux ou trois autres Sociétés peu conſidérables, qui ne jugent que d'après de fauſſes connoiſſances, ou qui ne ſont gouvernées que par des principes de politique charnelle ou de poltronerie. Vous établiſſez modeſtement une opinion contraire à celle de preſque tout le reſte du monde ; & vous demandez à être exempts de toutes les dépenſes & fatigues auxquelles on eſt néceſſairement expoſé dans une guerre, tandis qu'en même tems vous prétendez à la jouiſſance de tous les priviléges, de toutes les libertés, & de toute la ſûreté pour les perſonnes &

les propriétés qui coûtent si cher aux autres. Quel est le motif dont vous appuyez de si étranges prétentions? c'est toujours cette pauvre *conscience* dont vous ne pouvez-pas, dites vous, étouffer la voix!

Hé bien, laissez-moi examiner de près votre conscience. N'ayez point peur. Je ne veux point lui faire de violence; mais de même qu'on peut connoître l'arbre par son fruit, il est possible de connoître la conscience par les actions qu'elle suggere ou qu'elle permet. Vous dites donc que cette conscience ne vous permet point de porter les armes, de trouver ou de payer un substitut pour cet objet, de payer les taxes pour faire la guerre, enfin de rien faire ou rien dire qui tende à exciter une guerre ou à la continuer si elle est commencée. C'est ce que vous avez toujours prétendu; & toujours vous avez pris grand soin de mettre en avant vos dispositions pacifiques. On a entendu même tout récemment, lorsque votre adresse fut présentée à la Chambre, un des *Amis* qui faisoit partie du cortege, dire que si soulever une paille pouvoit faire tort à l'Amérique, les *Amis* ne le feroient point; cette protestation rappella à la mémoire de l'un d'eux un événement dont il a été témoin, & qu'il rapporta à peu-près dans les termes suivans.

« Tandis que l'armée Angloise étoit en cette Ville, un Soldat de cette armée passant derriere ma maison, vit du bois que je

venois d'acheter & en prit une buche. Je lui demandai ce qu'il vouloit faire de cette buche. Alors il la jetta par terre, & me demanda s'il pouvoit la prendre; j'y consentis, mais à condition qu'il me diroit à quel usage il la destinoit. Il répliqua qu'elle paroissoit propre à se bien fendre, & qu'il en feroit de bons cerceaux de cantine; sur quoi je lui dit : quand j'ai consenti à te donner cette buche, j'ai supposé que tu en avois besoin pour ton chauffage ou pour quelqu'autre nécessité de la vie. Mais comme j'apprens que ton dessein est d'en faire des *ustensiles de guerre*, tu ne l'auras pas de mon consentement. Et en effet, le Soldat ne l'emporta point ».

Je n'avois jamais entendu dire qu'une *cantine* fût un ustensile de guerre; je suppose qu'elle ne l'a été que depuis la *bataille des Caques;* cela soit dit en passant.

Après avoir établi clairement vos principes d'après votre conscience, examinons actuellement votre conduite; je veux dire, celle de la Société à laquelle vous appartenez. Il fut un tems où une assemblée de *Quakers* de cette Province passa une *Loi de Milice.* Dans ce tems-là les *principes* des *Amis* étoient aussi purs qu'ils le sont aujourd'hui : leurs *protestations* étoient les mêmes; & cependant, malgré ces principes & ces protestations, cette assemblée passa cette loi dans l'intention expresse de faire la guerre. Beaucoup de gens encore vivans, & de cette Ville, ont été té-

moins de la conduite de votre Société dans l'affaire de *Paxton*. La maison où vous vous assemblez, rue du Marché, fut le lieu du rendez-vous; on y garda les provisions & les munitions pour les Soldats. Les *Quakers* alors, par forme de protection & d'encouragement, leur fournirent du vin & des liqueurs fortes. Plusieurs de la Société prirent les armes en cette occasion : un de vos Membres porta si loin le zele, qu'au lieu d'un fusil, il en portoit deux. Voilà pour les anciens tems.

Quelle a été votre conduite depuis que la guerre actuelle est commencée : lorsque nous avons eu besoin de votre assistance, vous nous avez dit les mêmes choses que vous nous répétez aujourd'hui : vous nous avez parlé de vos *principes pacifiques*, *de* votre *témoignage donné contre les guerres & les combats*, *des liens qui vous attachoient à une vie paisible & tranquille*, &c. &c. Mais au lieu de suivre ces principes & ce (*a*) *témoignage* qui vous auroient fait tenir la *neutralité la plus stricte*; vous avez publié des *témoignages* factieux, & tournés assez artificieusement pour en imposer aux gens simples sur votre neutralité, mais par lesquels les Chefs de votre Société étoient induits à se déclarer contre nous & en faveur de nos ennemis. La con-

(*a*) Ce terme pour les Quakers tient lieu de celui de serment.

duite de plusieurs de vos Chefs fut si révoltante, que pour la sûreté de la République, on crut ne devoir plus les laisser vivre au milieu de nous, & qu'en conséquence ils furent bannis à Winchester dans la Virginie.

Lorsque l'*armée Angloise* a eu besoin de votre assistance, vous la lui avez donnée. Nous savons par des personnes qui étoient alors dans cette Ville, que ses Soldats étoient sur le point de se mutiner faute de paye. S'ils en fussent venus à cette extrémité, la guerre auroit été bientôt terminée; mais pour prévenir un tel événement, beaucoup de Membres de votre Société fournirent à l'armée Angloise une somme d'argent considérable, ce qui la sauva de l'embarras où elle se trouvoit. Dans cette circonstance, qu'étoient devenues vos *consciences timorées?* Certes, on ne pouvoit pas ignorer que l'*armée* avoit besoin d'argent pour des *projets de guerre*, & cependant votre conduite alors ne nous fit rien voir « de cette adhérence constante aux principes pacifiques & de ces promesses de ne point se mêler de guerre ni de combats, fondés sur les préceptes & les exemples du Prince de paix ».

Etoit il dans vos principes de paix, de servir *de Pilotes aux vaisseaux ennemis*, dans l'intention expresse de leur montrer où étoient les Américains pour qu'on pût les tuer? Non certainement. C'est pourant ce qu'ont fait plusieurs gens de votre société, & je ne dis

point ceux de la plus basse classe; mais quelques-uns des plus notables. Un d'eux, de la province de Chester, est aujourd'hui en prison dans cette Ville pour cet horrible crime, & la preuve est donnée sous serment par une des personnes même à qui il a servi de Pilote.

Lorsque pour la premiere fois on donna cours au papier monnoie continental, plusieurs de vos Membres s'excuserent d'en recevoir parce que ce papier circuloit pour *des projets de guerre* : en cette occasion ils alléguerent encore leur conscience; mais vous tous dans ce moment-ci, n'en recevez-vous pas journellement, sans alléguer de pareils motifs & sans avoir le moindre scrupule sur la chose? A présent, comparez ces traits incontestables de votre conduite & beaucoup d'autres dont vous pouvez aisément vous ressouvenir, avec les principes que vous avez uniformement affichés comme étant ceux par lesquels vous devez vous gouverner; & dites nous s'il est bien étonnant que certaines gens regardent votre témoignage comme un masque dont vous couvrez vos desseins insidieux, & votre Religion comme n'étant autre chose qu'un systême de politique & de commerce.

Mais en supposant que vous soyez aussi bonnes gens que vous le prétendez, pouvez vous nier que vos principes ne tendent directement à la destruction totale de tout gouvernement, & que ce ne soit envain que

vous voulez acquérir des propriétés, puiſque ne pouvant pas les défendre, elles ſont ſujettes à être enlevées par le premier uſurpateur? Peut être eſperez-vous que vos propriétés ſeront défendues par d'autres dont les principes ne répugnent point à faire la guerre; mais vous êtes donc bien injuſtes & bien peu généreux de ſouffrir que d'autres protegent votre propriété à leurs dépens & au riſque de leurs vies. D'ailleurs d'après vos principes, il ne vous eſt pas permis de poſſéder aucune propriété qui ait été laiſſée en vos mains par le moyen d'une guerre; cependant je ſuis très-porté à croire que vous auriez beaucoup de répugnance à la rendre, & que ſi l'Etat vous en retenoit une partie, comme droit de *Salvage* vous en feriez note dans le livre des *ſouffrances*.

A préſent, dites-moi, ſur quel principe vous avez préſenté une adreſſe à l'Aſſenblée? La regardez-vous comme *repréſentant légalement le peuple*? Si vous la croyez telle, vous devez vous ſoumettre patiemment & en ſilence à toutes les loix qu'il lui plaît de faire, vous ſouvenant qu'elle tient ſes pouvoirs de Dieu, & qu'en qualité de Chrétiens vous êtes obligés de vous ſoumettre à toutes les loix de l'homme pour l'amour de Dieu. Si vous ne conſiderez point cette Aſſemblée comme repréſentant le peuple, vous avez tort de vous adreſſer à elle, parce que par-là vous paroiſſez du moins la reconnoître pour

nos Repréſentans légaux & légitimer ſon uſurpation & ſa tyrannie, ce qui eſt un péché de votre part. Enfin vous tombez dans tant d'inconſéquences & d'abſurdités, qu'il faut abſolument que je croye ou que vous n'avez point du tout de principes, ou que vous en changez à toute heure. Si vous tenez à quelques principes, ſoyez y fidelement attachés & ceſſez de vous rendre mépriſables par une conduite qui y répugne & par une duplicité qui ſent trop la ſervitude.

Le 15 *Août* 1778.

Un Habitant de Philadelphie.

LES pieces que vous venez de voir, Monſieur, peuvent ſuffire pour vous faire connoître la grande querelle qui agite aujourd'hui la Penſylvanie & quelques portions des Etats de Jerſey & de Maryland. Vous jugerez ſûrement, comme moi que ces Quakers ſont une eſpece bien dangereuſe pour un Etat menacé ou agité de quelques convulſions. Quelques bonnes gens qu'ils puiſſent être en tems de paix, je ne ſais ſi un Gouvernement quelconque pourroit, en bonne politique, s'expoſer à tout le mal que leurs principes peuvent lui faire dans un moment de danger, pour profiter de l'utilité qu'il y a à tirer d'eux quand tout eſt parfaitement calme & tranquille. Si les gens d'Egliſe, ſi les Juifs ne prennent point parti dans les

troupes du Souverain chez lequel ils vivent; au moins ils contribuent de leur argent au ſuccès de ſes armes, & ils y joignent le concours de leurs prieres & de leurs vœux. Mais les Quakers ne veulent pas plus qu'on ſatisfaſſe pour eux à ce devoir, qu'ils ne veulent y ſatisfaire eux-mêmes. Combien de Monarchies ou de Républiques, qui ſe ſont heureuſement ſoutenues juſqu'à ce jour, auroient ſubi le ſort le plus déplorable de la part de l'injuſtice ou de l'ambition, ſi elles n'eûſſent eû que des Quakers pour défenſeurs! Je ne vois qu'une Puiſſance ſur terre à qui il puiſſe convenir d'avoir ſous ſes loix un peuple ainſi conſtitué: c'eſt la Ruſſie; parce qu'elle pourroit en fonder une Colonie à pluſieurs milliers de lieues du bruit des armes, & hors de la portée même de s'appercevoir des ſecouſſes qui ébranlent quelquefois cet Empire. A des gens qui ne veulent rien rendre au Gouvernement dont la protection les fait jouir du bonheur d'exiſter, il importe fort peu de ſavoir par qui ni comment ils ſont gouvernés. La Sibérie eſt la vraie patrie des Quakers.

J'ai vû depuis peu une lettre écrite de Lancaſtre en Penſylvanie, par laquelle on mande que malgré la rigueur dont le Congrès eſt obligé d'uſer envers ces ſectaires, ils refuſent opiniâtrément de prêter le ſerment du *teſt* ou d'allégeance au Congrès, & d'abjuration du Gouvernement Britannique. Leur

Convention générale assemblée à Philadelphie a publié une déclaration, portant qu'ils ne peuvent point se soumettre aux réquisitions du Congrès, ni se mêler en aucune maniere d'élever ou d'abattre un Gouvernement: qu'ils ne s'uniront point à l'esprit de contention & de querelle qui règne actuellement en Amérique; & qu'ils esperent qu'une paisible uniformité animera tous leurs freres au milieu des désordres qui agitent les différentes parties de ce continent.

Ils ne peuvent pas se déclarer en termes plus exprès les ennemis des Etats-unis. Certes l'Angleterre auroit lieu de se repentir de n'avoir point encouragé l'accroissement de cette secte, au point d'en faire la Religion dominante en Amérique, si elle n'avoit pas éprouvé dans les autres guerres soit contre la France soit contre les Sauvages, les fâcheux effets de sa suspecte neutralité.

Dans le tumulte dont le triomphe de Keppel vient de remplir la ville de Londres, les Américains ont été un peu vengés de leurs griefs contre les *Quakers* & leurs dangereux principes, dont la populace Angloise s'est fait justice elle-même. Suivant leur usage, aucun d'eux n'avoit voulu illuminer ses fenêtres, par la raison qu'il n'y avoit point d'ordre supérieur pour le faire, & que c'étoit obéir au caprice d'une multitude insensée. Cette multitude a cassé toutes leurs vitres, parce qu'il ne lui convient point de s'ex-

pliquer autrement, & que peut-être elle ignore jusqu'aux raisons dont elle pourroit justifier ses procédés arbitraires. Car elle eût pû répondre que dans de pareils cas, aucune loi n'ordonne de résister à la violence, lorsqu'on peut la satisfaire par une action indifférente: que son motif étoit louable, & qu'en se mutinant contre elle on risquoit imprudemment de l'irriter: qu'il est des occasions où les citoyens se doivent entr'eux l'expression spontanée de leurs sentimens: que le refus de mettre une chandelle à sa fenêtre, indique une mauvaise volonté, pareille à celui de s'unir par des cris de joie à ceux du peuple, dans les momens qui ne permettent point à la joie de chacun de se concentrer. Toutes ces raisons & quelques autres, ayant été signifiées aux Quakers par des grêles de pierres, il leur en a coûté beaucoup plus que des chandelles pour se garantir des injures de l'air. Quoiqu'ils se fassent un cas de conscience de payer la dixme, car les Curés ne peuvent la lever sur eux que par exécution, ils se sont vûs obligés d'en payer une très-forte aux Vitriers pour rétablir leurs fenêtres, dont le montant, il est vrai, leur sera remboursé, sous le titre de souffrances, par les collectes annuelles de leur Société. Les plus considérables d'entr'eux ont porté leurs plaintes au corps du Magistrat de Londres; mais il leur a été répondu qu'on ne pouvoit point prendre connoissance de leurs griefs; & qu'ils

n'avoient que ce qu'ils avoient mérité par leur ridicule opiniâtreté.

Je dois pourtant avouer, Monſieur, que ces griefs des Quakers ne ſont pas tout-à-fait dénués de raiſon. Comme il les ont expoſés dans les papiers publics, j'en ai relevé quelques traits auxquels je n'ai point pû refuſer mon ſuffrage. Je vais vous rapporter les plus frappans : c'eſt un Quaker qui parle : » Nos ancêtres n'ont jamais ceſſé de guéroyer pour la vérité & le bon ſens, contre les innovations, l'inconſéquence & la fauſſeté : pluſieurs de leurs ſucceſſeurs ſont enrollés de bonne-foi dans la même cauſe ; & aſſurément il faut un courage plus qu'ordinaire, pour y reſter fermement attaché, & ſur-tout quand on a en tête de pareils adverſaires «.

» On devroit plutôt nous louer & nous récompenſer de la réſiſtance que nous oppoſons aux volontés d'une populace tumultueuſe, qui met le déſordre à la place de l'ordre par-tout où elle ſe porte. Nous méritons des indemnités & non pas des inſultes & des reproches. Ce n'eſt point ainſi que des amis de la paix, de la vertu, de la regle & de tous les heureux fruits de la civiliſation auroient été traités à Sparte & à Rome où qu'ils le ſeroient dans d'autres Etats modernes, qui ſavent apprécier les vraies qualités ſociales «.

» Nous devions, dira-t-on, nous joindre aux démonſtrations publiques de joie, excitées par la glorieuſe juſtification de l'Amiral Kep-

pel. Mais eſt-on certain que cette joie ait été plus réellement ſentie par tous ceux qui ont éclairé leurs fenêtres, que par nous, qui avons refuſé de le faire ? Perſonne n'a vû cet heureux événement avec plus de plaiſir que nous. L'innocence reconnue, la juſtice rendue à un grand homme, eſt-il rien de plus capable de remplir de contentement & d'admiration des cœurs ſur qui la vertu a les plus grands droits? «

» Mais j'oſerai demander ce qu'il y a de commun entre des illuminations accompagnées d'exploſions de poudre, plus ou moins bruyantes, & la joie parfaite du cœur. Eſt-ce que dans une Ville bien policée, il devroit dépendre d'une populace aveugle & ivre, de regler à ſon gré la manifeſtation de cette joie? Faut-il qu'elle éclate en mettant dans les plus grands riſques les malades, les infirmes, les vieillards, ſuivant le caprice d'une troupe de ſéditieux ou de gens malintentionnés? «

» Si je conſidere la choſe ſous le côté politique, eſt-il rien de plus abſurde qu'une pareille conduite? Nos ennemis ne manqueront pas d'obſerver que nous ſommes bien avides des occaſions de nous réjouir. C'eſt que les Anglois, diront-ils, ne connoiſſent gueres encore les douceurs de la victoire. S'ils avoient eû des triomphes plus fréquens ou plus importans, on ne les verroit pas ſaiſis d'une ſi extravagante frénéſie, parce que Keppel

Keppel l'emporte ſur Palliſer. Nous avons fait plus de folies pour cet événement purement intérieur, que pour la prétendue victoire du 27 Juillet qui y a donné lieu. Il étoit ſi peu clair alors que nous eûſſions battu les François ; & au contraire il paroiſſoit ſi évidemment que c'étoit notre armée qui avoit été battue, que la nouvelle en fut accueillie de la ville de Londres presque avec indifférence, en comparaiſon au moins des tranſports où nous a jettés l'iſſue d'un immenſe procès, qui aux yeux de tous les gens raiſonnables ne fait que rendre la choſe encore plus problêmatique, ſi même elle ne fait point le plus grand tort à la réputation de l'Amiral Keppel. En effet, puiſqu'il eſt démontré qu'au premier choc il avoit battu l'armée navale de France, il s'enſuivroit qu'il mérite la mort pour n'avoir pas accepté le combat qu'elle lui a préſenté dans l'après midi, après lui avoir laiſſé l'avantage du vent, & pour avoir remis la partie au lendemain. On ne peut le juſtifier qu'en diſant qu'une partie de ſon eſcadre étoit trop maltraitée ; mais je répondrai que pour une victoire ſemblable, il ne faut point faire briller une Ville comme un Soleil, & qu'on auroit pû faire de l'argent qui y a été employé, un uſage tout à la fois plus raiſonnable & plus digne de l'Amiral Keppel. Londres compte environ cent trente mille maiſons. Si on a brulé aux fenêtres de cha-

cune pour un shelling de chandelles, la dépense des illuminations aura été de six mille livres sterling, dans lesquelles je ne comprends point celle des vitres cassées. Il y avoit certainement bien des manieres plus sensées d'employer cette somme, quand ce n'eût été qu'en gratifications pour les pauvres matelots que le feu des François nous a estropiés, & à qui une telle douceur persuaderoit qu'ils sont sortis vainqueurs du combat, bien plus efficacement que les petards & les fusées dont leurs oreilles ont été fatiguées & peut-être blessées. Il me reste une question à faire pour mon instruction. Nous n'avons pas eu toujours des vitres à nos fenêtres : ce fut, je crois, sous le règne d'Elisabeth, qu'en commença l'usage. Elles ne furent connues que quand le Duc de Buckingham, à son retour de Venise sous Charles II, eut introduit chez nous la premiere manufacture de verrerie. Je voudrois savoir comment, avant ce tems-là, le peuple d'Angleterre faisoit éclater son contentement, puisqu'il n'y avoit point de vitres à casser ? «

» Que nous sommes petits, ridicules & absurdes dans nos transports de joie, si nous les comparons avec les ovations & les triomphes des Romains! «

Signé W. PENN.

Remarques hiſtoriques ſur les derniers Conſeils de guerre dans la Marine

» Au commencement de l'avant derniere guerre, les Amiraux Mathews & Leſtock eurent du deſſous dans une affaire qui ſe paſſa dans la Méditerranée. Ils s'accuſerent mutuellement : Leſtock, comme Officier inférieur, fut interdit & envoyé à Londres par l'Amiral Mathews ſon ſupérieur. Un Conſeil de guerre tenu pour les juger, déchargea honorablement Leſtock qui ne s'étoit point battu. Matthews qui s'étoit battu fut condamné. Le Roi George II eſt mort ſans avoir jamais pu comprendre ce paradoxe naval «.

» L'Amiral Byng eſſuya pareillement un échec dans la Méditerranée au commencement de la guerre derniere : du moins il ne réuſſit point dans l'expédition pour laquelle il étoit envoyé. Il eut l'imprudence de donner les plus grands éloges à la bravoure de l'Amiral (Weſt) qui commandoit ſous ſes ordres, de ſorte que tout le poids de l'accuſation tomba ſur Byng, qui fut condamné par un Conſeil de guerre à être fuſillé. L'arrêt de mort fut exécuté ; quoique juſqu'à préſent aucun homme ſenſé & impartial n'ait jamais pu trouver la cauſe d'un pareil jugement, ſoit dans les pieces de ſon procès, ſoit dans les mémoires du tems «.

» Le Capitaine Brereton (*a*) eſt le ſeul homme vivant qui ait été jugé deux fois par un Conſeil de guerre. Le premier fut tenu il y a plus de vingt ans dans l'Inde par cinq capitaines : & l'autre l'année derniere devant Falmouth, par trois Amiraux & dix Capitaines. Dans tous les deux il a eu la mortification de voir ſa conduite blâmée. Il eſt pourtant difficile de trouver les motifs de ſa condamnation dans les écrits qu'il a publiés pour ſa juſtification «.

Il convient de garder le ſilence ſur le procès de l'Amiral Keppel juſqu'à ce qu'il ſoit imprimé avec permiſſion. C'eſt alors que le public pourra en parler avec connoiſſance de cauſe «.

On en imprime deux éditions qui ſeront les ſeules dignes de foi. L'une par la permiſſion de l'Amiral Keppel, chez le Libraire *Almond*: c'eſt celle de *Blanchard* & non de Blandemore : l'autre par ordre de l'Amirauté, chez le Libraire Cadell. C'eſt celle-ci, dont la copie doit être produite devant le Parlement. La minute eſt de 1800 pages *in-folio*. On voit par cette maniere de penſer des Anglois, & par le parti qu'ils prennent d'attendre les éditions annoncées de ce fa-

---

(*a*) C'eſt le Commandant du vaiſſeau le *Duc*, de 90 canons, qui ne donna point dans l'affaire du 27 Juillet dernier. Il a été condamné pour négligence de ſes devoirs occaſionnée par ſon ivrognerie.

fameux procès, que tout ce qui en a paru jusqu'ici ne mérite aucune confiance.

Etat des Anglois à la Nouvelle-York vers la fin de Décembre 1778.

De Boston le 11 Janvier 1779.

Jeudi dernier, quatre de ce mois, est arrivé ici de New-York, & en dernier lieu de New-London, le Capitaine Burke, qui avoit été dépêché à New-York par notre Bureau de la Marine sur un vaisseau Parlementaire, ainsi que le Capitaine Greely de cet Etat. Le premier étoit à bord d'un schooner & a amené soixante-sept Américains prisonniers. Le second étoit sur un senau, & en a conduit plus de deux cents à New-London. Nos malheureux Compatriotes sont revenus dans un état de maladie & de langueur, bien propre à confirmer tout ce qui a été dit de l'inhumanité avec laquelle les Anglois ont traité leurs prisonniers. Poussés pour la plupart par des motifs de vengeance, & entraînés par une cruelle politique, ils faisoient mourir ces prisonniers faute d'air & de nourriture, pour les forcer d'entrer à leur service. Cette barbarie a été exercée par les Officiers Anglois dès le commencement de cette guerre, qui imprimera une tache éternelle sur le caractere de la Nation Angloise. On s'étoit persuadé que la conduite toute différente des Etats-unis envers les Anglois nos prisonniers,

& la douceur ſans exemple avec laquelle nous les avons tous traités, auroient à la longue touché le cœur de nos ennemis & les auroient fait changer de conduite à l'égard des malheureux Américains, bien malheureux en effet d'être livrés à la merci d'un ennemi ſi féroce. Mais rien n'a pu amollir ſon ame farouche. Le Lord Howe a été tout auſſi cruel envers eux, qu'aucun autre Commandant Anglois; & malgré toutes ſes prétentions à une généroſité & une humanité peu communes, il a ſouvent fait voir qu'il avoit un cœur dur & dénué de tout ſentiment de compaſſion.

Le Public aura bientôt une Relation détaillée de toutes ces choſes : alors il jugera de la différence qu'il y a entre les procédés de la Grande-Bretagne & ceux de l'Amérique; & il ſera en état de rendre juſtice aux caracteres particuliers des Officiers généraux, employés reſpectivement par ces deux Puiſſances.

Pluſieurs de nos Compatriotes qui ſont venus à bord du vaiſſeau Parlementaire dont il vient d'être queſtion, confirment les nouvelles que nous avions déja reçues, ſavoir, que le gros canon avoit été retiré de New-York & envoyé en Europe ſur deux grands vaiſſeaux chargés d'artillerie. Ils nous apprennent auſſi qu'une grande partie des troupes que la Grande-Bretagne y avoit à ſon ſervice, ont été embarquées pour les iſles d'Amérique ſous les ordres du Général Grant :

qu'un autre corps ſous le commandement du Colonel Campbell (celui qui a été priſonnier pendant pluſieurs mois dans cet Etat), paroiſſoit deſtiné pour la Floride.

Ils ajoutent que l'armée & la flotte Angloiſe étoient réduites depuis quelque tems à demie ration, à cauſe de la rareté des proviſions : que beaucoup des vaiſſeaux de proviſions envoyés d'Europe avoient manqué : qu'on préſumoit que quelques-uns d'eux avoient été pris en quittant les côtes d'Irlande ou d'Angleterre, par des vaiſſeaux François ou Américains : que le bruit couroit à New-York & qu'on y croyoit que le Comte d'Eſtaing en avoit pris ſept ou huit : qu'un gros vaiſſeau munitionnaire avec un aſſortiment de dix-ſept voiles neuves & d'agrès en proportion avoit échoué à huit lieues au ſud de Sandy-Hook : que nos gens en avoient recueilli une grande partie : que les ennemis regardoient cette perte comme la plus conſidérable de cette eſpece qu'ils euſſent faite pendant la guerre : qu'il y avoit à New-York ſept vaiſſeaux de guerre Anglois, de différentes forces, ſans mâts, dont deux vaiſſeaux de ligne : que parmi les autres vaiſſeaux de force inférieure ſe trouvoient le *Tartar* & le *Perſeus* : qu'on manquoit d'agrès & de mâts pour réparer ces vaiſſeaux : que les cables, même ceux de qualité & de force inférieures, étoient très-rares & fort chers : que quoiqu'on eût pris pour le ſervice public tout vaiſſeau qui pouvoit porter cent hommes,

on ne pouvoit pas trouver la moitié de ce qu'il en falloit pour embarquer les troupes, le bagage, les marchandises, les Torys, &c. qu'il y auroit à retirer de New-York en cas d'une évacuation: que probablement c'est ce qui a empêché que jusqu'ici cette évacuation n'ait eu lieu : que le beurre coûtoit trois sous sterling la livre : les coqs d'inde le même prix : & le beuf trois schellings argent du pays : que les étoffes, &c. étoient également à un haut prix, parce qu'il y en avoit peu & d'une qualité inférieure : que le reste étoit en dépôt dans les Magasins, en attendant la premiere occasion de le transporter dans quelqu'autre lieu, les Torys désespérant de garder long-tems cette place : que cependant ils parloient avec plaisir de plusieurs moyens dont ils avoient profité pour vendre quelques-unes de leurs marchandises sur le continent, & particulierement dans le Connecticut, en les faisant passer par Long-Island : que les ennemis faisoient quelquefois sonner leurs bourses en présence des prisonniers Américains, & leur disoient « ceci commande à votre pays & nous procure ce qui nous manque » : que néanmoins ils ne paroissoient pas jouir à présent de tout ce dont ils avoient besoin, n'ayant pas la plus légere espérance de réduire l'Amérique : que les Torys commencent à regretter leur patrie qu'ils ont non-seulement abandonnée, mais contre laquelle ils se sont déclarés ouverte-

ment; & que désespérant aujourd'hui d'y rester avec les Anglois comme vainqueurs, ils paroissoient souhaiter d'y être rétablis avec la réputation de bons sujets : que ces mêmes Torys se flattent modestement que leurs Compatriotes qui se sont exposés à tant de dangers, & qui ont épuisé leur sang & leurs trésors pour maintenir les priviléges de ces Etats, voudront bien oublier tout le passé & récompenser les entreprises parricides des Torys, en partageant avec eux tous les priviléges que ceux-ci ont desiré si ardemment de détruire.

Enfin la séparation des armées Angloises sur le continent de l'Amérique, lorsqu'elles auront fait la conquête d'un cimetiere pour leurs troupes, sous le perfide climat de la Georgie, les diminuera si prodigieusement, que par-tout où elles seront attaquées, elles courront risque d'éprouver le sort de Burgoyne. Mais peut-être le Congrès prendra-t-il la résolution plus sage de les laisser s'épuiser par les fatigues d'un service toujours actif, & par les dégoûts d'une vie captive & misérable, au sein de la liberté & de l'abondance.

Apperçu politique sur les affaires de l'Angleterre, du 20 au 24 Février.

Les conditions de l'emprunt de sept millions sterling pour le service de l'année courante, sont tellement désavantageuses & si

allarmantes relativement à nos opérations futures, puiſqu'enfin nous ne ſommes encore qu'à la premiere année d'une guerre dangereuſe, qu'on ne peut s'empêcher de fixer l'attention du public ſur un objet auſſi intéreſſant. L'annuité de 29 ans ſeroit certainement à bon marché à 14 années du produit (l'intérêt de l'argent étant eſtimé à cinq pour cent). Néanmoins, pour éviter toute chicane, nous la mettrons à 12 ans, qui étoit ſon prix le 20 de Février, jour auquel le marché pour l'emprunt a été conclu. Ce prix étoit ſans proportion avec les autres fonds, leur intérêt n'étant que de cinq pour cent : diſproportion qui eſt venue de ce qu'on en avoit mis indiſcretement ſur la place une trop grande quantité.

Une action de 100 liv. rapportant trois pour cent, au prix actuel des fonds à trois pour cent.....	61	
Annuité de 3 liv, 15 ſols pour 29 ans, ſur le pied de 12 années de ſon produit...............	45	
Un bénéfice de deux cinquiemes d'une année de l'intérêt & de l'annuité, provenant de ce que l'intérêt & l'annuité ci-deſſus commencent à courir du 5 Janvier dernier, tandis que l'argent de l'emprunt ſe payera par échéances, la premiere commençant en Mars, & la derniere finiſſant en Decembre.	2	14

Pour le profit à faire fur fept billets de lotterie attachés à chaque fomme de 1000 liv. prêtée au Gouvernement, ledit profit de 3 liv. par billet, faifant 21 liv. pour les fept, & pour l'action de 100 liv,	2	2
En conféquence, pour 100 liv. prêtées au Gouvernement, le Prêteur reçoit..........................	110	16

Ce qui fait une prime de 10 liv. 16 f. par cent. en mettant les articles au prix qu'ils avoient le jour de la conclufion du marché. L'intérêt & l'annuité montant à 472,500 liv. pour l'année, y compris la perception, la régie & les frais de Banque, exigent une taxe qui produife un demi-million par an. *Un demi-million par an d'intérêt & d'annuité pour fept millions de capital. Que le public life & tremble !*

Il faut convenir que le Roi tient dans ce moment-ci une conduite bien finguliere. Il ne peut ignorer que les Généraux Howe & Burgoyne ne ferviront point fous le Lord Germaine, & que le Général Clinton a demandé fon rappel : que l'Amiral (*a*) Keppel,

(*a*) C'eft ce que l'Amiral vient de déclarer dans le Parlement : ainfi que le Lord Howe.

Voici une note lâchée dans les gazettes fur cette déclaration de M. Keppel, par les amis des Miniftres.

» Nous pouvons affurer le public que ce n'eft point

le Lord Howe, &c. ne peuvent ſervir ſous le Lord Sandwich. Cependant, le Roi continue de garder ſes Miniſtres ſans s'occuper des ſuites funeſtes qui en réſulteront. Il y a quatre ans que ſes Miniſtres ou *quelqu'autre perſonne* lui ont conſeillé de n'avoir aucun egard aux remontrances de l'Amérique. Ce mauvais conſeil l'a réduit à l'alternative de ſe ſéparer de ſes Miniſtes ou de ſes Colonies. Il a préféré de garder ſes Miniſtres & il a perdu l'Amérique. Actuellement il ſe préſente un autre embarras. Si nous avons une guerre avec la France ou l'Eſpagne, ou

---

Sa Majeſté qui a invité l'Amiral Keppel a avoir une conférence avec elle; mais que c'eſt l'Amiral Keppel qui l a fait demander au Roi. Cette grace lui ayant été accordée, l'Amiral déclara au Roi qu'il étoit prêt à offrir ſes ſervices à ſon pays; mais qu'en même tems il inſiſtoit pour que certaines perſonnes ſe retiraſſent de l'Amirauté. Le Roi répondit qu'il ne pouvoit ſe déterminer à renvoyer d'anciens ſerviteurs ſans qu'que preuve de leur mauvaiſe conduite, ſur-tout lorſque ces ſerviteurs paroiſſoient très-propres à remplir les places qui leur avoient été confiées; & qu'ainſi il étoit bien fâché de ne pas pouvoir à cette condition accepter les ſervices de l'Amiral. Sur cela l'Amiral remit, dit-on, un papier au Roi; mais, quels que ſoient les bruits qui courent, nous ne ſavons pas précisément combien de tems l'Amiral a fixé à Sa Majeſté pour ſe rendre «. —— Voila ce que font débiter les Miniſtres. Suivant le parti contraire, le papier laiſſé au Roi par l'Amiral, eſt une liſte de trente deux Officiers de diſtinction, qui tous ſont réſolus à remettre leurs commiſſions, ſi la Préſidence de l'Amirauté n'eſt pas retirée au Lord Sandwich.

avec ces deux Puiſſances réunies, qui eſt-ce qui commandera nos flottes & nos armées? Le ſujet eſt trop ſérieux & trop important pour ne pas occuper toute notre attention. Ce n'eſt pas une queſtion de *prérogative*. Il n'y a pas dans toute la nation un ſeul homme que la ſolution de ce problême n'*intéreſſe*, parce qu'il y va de la fortune & de l'exiſtence de toute la nation, comme de chacun de nous en particulier.

L'ouverture du Budget s'eſt faite peu après que l'emprunt a été terminé. Mais de combien de fanfaronades l'un & l'autre n'ont-il pas été accompagnés? Avec quelle affectation ridicule on vouloit ne faire l'emprunt qu'à des conditions avantageuſes au public, quoique toutes ces grimaces ne ſoient peut-être qu'un jeu joué entre les parties intéreſſées!

Quel eſt l'homme qui voudra placer ſon argent dans le commerce à cinq pour cent ou en acheter des terres, tandis qu'il peut le prêter au Gouvernement à un intérêt de $10\frac{1}{4}$ pour cent, ſans riſque d'être pourſuivi pour crime d'uſure? Sous quelque face qu'on préſente cette affaire, quelque tournure favorable qu'on veuille lui donner dans le Parlement, les choſes ſont exactement comme nous venons de les expoſer, excepté que les annuités valent très-certainement quatorze ou au moins douze années du produit, quoique peut-être le Lord North prétende qu'elles n'en valent que onze. C'eſt à ces

conditions exorbitantes qu'on emprunte ſept millions à des Entrepreneurs & autres gens qui ont gagné un argent immenſe à paſſer des marchés pour la guerre d'Amérique. Mais cette ſomme, toute énorme qu'elle ſoit, eſt bien loin de pouvoir faire face aux beſoins actuels. On tâchera, s'il eſt poſſible, d'emprunter de la Compagnie des Indes un million & demi; & il y aura un vote de crédit pour un autre million. Tout cela ne ſera pas encore ſuffiſant: il faudra lever beaucoup plus d'argent; ſans quoi les penſionnaires & les gens en place tourneront caſaque.

La principale reſſource du Budget eſt une augmentation de cinq pour cent ou d'un ſou pour livre, ſur tous les droits d'acciſe & de douane. Les droits d'acciſe furent introduits par les Stuarts & furent leur code favori, comme ils le ſont ſous le regne actuel Ainſi, les roues de carroſſes, par exemple, qui payent aujourd'hui cinq livres ſterling pour quatre roues, payeront par la ſuite cinq guinées. Une ſomme de dix livres ſterling qu'on payoit ſur la chandelle, ou ſur tout autre article d'acciſe, comme la dreche, &c. ſera dorénavant de dix guinées. En un mot, tous les droits d'acciſe doivent être augmentés de cinq pour cent. On a imaginé d'augmenter les Douanes de la même maniere & de la même ſomme, ſi le montant de ce qui ſe paye pour les remiſes de droits peut être fixé. Ces jours-ci on projet-

toit d'eſtimer en bloc le produit net des deux impoſitions (la Douane & l'Acciſe) à ſept millions, dont le ſol pour livre fait trois cents cinquante mille livres. Il étoit tout ſimple que cette maniere de compter en bloc fût adoptée ; car le Lord North aime la beſogne aiſée. Quoi qu'il en ſoit, la ſomme ne ſuffira pas ; l'intérêt de l'emprunt ſeulement montera à quatre cents ſoixante-douze mille cinq cents livres. On reconnoîtra l'année prochaine que l'Acciſe & les Douanes ne produiſent pas la ſomme de ſept millions à laquelle on les porte cette année, ou par artifice, ou par ignorance ; par conſéquent, cette augmentation de cinq pour cent de tous les droits d'Acciſe & de Douane, ne donnera point la ſomme qu'on en attend ; & on ſera trompé, comme on l'a été par le produit des impôts de l'année derniere. Il ſera donc dit que le premier Miniſtre, ou le grand Financier, car on l'appelle ainſi quelquefois, ne tirera aucun parti de ſon expérience. Les erreurs de l'année derniere ſont pitié. La taxe des maiſons fût évaluée à deux cents ſoixante-quatre mille livres : elle n'a pas produit au-deſſus de ſoixante-ſeize mille livres. La taxe ſur les domeſtiques fut eſtimée cent mille livres ; elle n'a pas rendu plus de quatre-vingt mille livres. La taxe ſur les encheres avoit été portée à quarante mille livres ; elle n'a pas produit plus de vingt-ſix mille livres. Un homme capable de faire de pareilles bévues, & qui

ſe montre ſi ignorant en taxations & en finances, eſt-il fait pour être Chancelier de l'Echiquier? Mais Sa Majeſté juge à propos de le garder, probablement pour les mêmes raiſons qu'Elle garde le Lord Sandwich & le Lord Germaine, c'eſt-à-dire, parce qu'ils ſont parfaitement ſoumis à un pouvoir inviſible. Ils ſont à la Jenkinſon (les créatures du Lord Bute).

La nature du Budget donne lieu encore aux réflexions ſuivantes.

La dette de la Marine a été miſe le 31 Décembre ſous les yeux de la Chambre des Communes; en conſéquence voici le montant de la dette nationale non fondée, c'eſt-à-dire, aux intérêts de laquelle il n'y a point d'impôts aſſignés.

Dette de la Marine au 25 Décembre dernier.........	5,170,000 l.
Billets d'Echiquier.......	2,000,000
Nouveau papier négociable qui ſera mis en circulation..	1,300,000
Déficit du fonds d'amortiſſement en 1778..........	700,000
TOTAL......	9,172,000

Cela fait bien neuf millions cent ſoixante-douze mille livres ſterling de dette non fondée, auxquelles le Lord North pourvoira quand il en aura le tems. S'il y pourvoit, l'intérêt & les bénéfices attachés à l'emprunt

pour

pour l'année 1779 seulement, doivent se monter à plus d'un million chaque année. S'il n'y pourvoit pas, il ne doit attendre que fort peu de chose de son fonds d'amortissement; & il ne peut point espérer que les marchés pour la Marine soient remplis, à moins que ce ne soit à des conditions qui ruineront absolument le public. Il faut, à quelque prix que ce soit, que ces décombres soient nettoyées pour établir les fondations de sa nouvelle Jérusalem, où nul Juif ne doit entrer, c'est à-dire, pour fonder la base du plan très-aisé qu'il a formé de trouver les subsides dans les revenus de l'année & non par anticipation. Malheureusement c'est ce qu'il ne peut faire qu'en cessant de payer les intérêts de la dette. Il ne pouvoit pas annoncer plus clairement que le projet de la banqueroute est arrêté.

En général, & après l'examen le plus exact de ses opérations & de ses ressources de finances: après la considération la plus sérieuse sur l'objet & les conséquences des mesures actuelles, mesures adoptées témérairement & suivies pitoyablement par une clique de gens violens & incapables, mesures qui ont rendu la marine de France presque égale à celle d'Angleterre, & qui ont mis le crédit de nos superbes voisins de niveau avec celui de la Grande-Bretagne: enfin après avoir mûrement réfléchi sur la situation présente de nos affaires, nous sommes bien fâ-

chés de dire que la ſeule eſpérance qui nous reſte, eſt que la durée, ou, ſi l'on veut, la vie du crédit public de l'Angleterre ſera courte & bonne; que nous ne devons pas craindre d'être trompés dans cette attente, puiſque nous en pouvons être convaincus par l'empreſſement avec lequel chacun court boire du (*a*) Chaudeau à Saint-James, ſans penſer au lendemain.

P. S. du 9 Mars.

On aſſure que le 5 de ce mois les Miniſtres Anglois ont reçu de New-York des nouvelles peu agréables, quoiqu'elles ne contiennent rien de déciſif ou de bien important. En voici la ſubſtance. Les bateaux & barques ſervants au tranſport des troupes ſur les rivieres, ſoit pour remonter ou deſcendre, ont beaucoup ſouffert des glaces, l'hyver ayant été très-rigoureux dans cette partie. Ce qui rend ce malheur plus ſenſible, c'eſt qu'on y manque abſolument de matériaux pour en conſtruire & équiper d'autres. La même diſette de matériaux empêche de rétablir les fourgons & autres équipages de camp. Depuis le départ des détachemens envoyés à la Géorgie & aux Iſles, l'armée eſt beaucoup trop foible pour tenter quelque

(*a*) Breuvage qui ſe diſtribue chez la Reine, pendant le tems de ſes couches, à tous ceux qui ſe préſentent.

entreprise de conséqence, ou même pour se procurer du fourage & des provisions, qui deviennent plus rares de jour en jour. Cette position est d'autant plus fâcheuse que Washington rassemble ses forces avec la plus vive ardeur, ce qui fait craindre qu'il n'ait quelque grand projet en vue.

Les nouvelles de la Géorgie ne sont gueres plus favorables. Le Général Campbell est en route pour revenir en Angleterre. Il a laissé le commandement au Général Prevôt que le Général Clinton paroit avoir grand désir de renforcer en personne, en menant avec lui en Géorgie un gros détachement. Mais il appréhende que pendant son absence, ne laissant que peu de troupes à New-York, cette Ville & ses environs ne soient trop exposés, ou même quand il n'y auroit point lieu à ce danger, qu'il n'arrivât pas assez-tôt dans la Géorgie pour y soutenir les amis du Roi. Ces incertitudes étoient cause qu'au départ des lettres il n'avoit pris encore aucun parti. Tout ce qu'on savoit, c'est que des corps considérables d'Américains s'étoient mis en marche pour repousser le Général Prevôt, & qu'au milieu de ces difficultés le Chevalier Henri Clinton avoit écrit des lettres pressantes aux Ministres pour obtenir des renforts, sans lesquels il lui seroit impossible de se maintenir sur le continent, ou au moins de faire aucune tentative importante contre les Américains.

On débite, mais je n'oserois point l'assurer, que le Lord Sandwich remit sa place de l'Amirauté pour passer à celle de Secrétaire d'Etat pour le Nord, vacante par la mort de Milord Suffolk. Si ce changement est constant, le Roi aura été forcé, tant par les atteintes portées au Lord Sandwich dans les deux Chambres, que par le refus que divers Amiraux ont fait de prendre du commandement, si ce Ministre conservoit le département de la marine. Les Amiraux Keppel & Lord Howe s'en sont expliqués dans le Parlement, & les Amiraux Mann & Pocock ont résisté aux offres les plus séduisantes qui leur ont été faites par le Roi lui-même. — Reste à savoir si ces Amiraux n'insisteront point, comme le Lord Howe, pour que le Lord Sandwich soit renvoyé tout-à fait du Ministere, & que le département de l'Amérique soit retiré au Lord Germaine. Suivant d'autres bruits, c'est le Lord Stormont qui prend la place vacante de Secrétaire d'Etat; mais ce Seigneur s'étant plaint si hautement de la conduite du Conseil à son égard, je croirois plutôt ceux qui nomment le Comte de Carlisle pour remplacer le Lord Suffolk. Cela me paroît d'autant mieux vû, qu'il faut une récompense ou une indemnité à ce Lord, pour la ridicule mission qu'on lui a fait faire comme Ambassadeur auprès du Congrès, & qu'ayant insulté la Nation Françoise dans ses écrits publics, il est pleinement animé de

l'eſprit, & doué de la judiciaire du Lord Suffolk, & parfaitement digne de lui ſuccéder.

Le ſept de ce mois l'eſcadre de l'Amiral Hughes eſt partie pour l'Inde, avec treize vaiſſeaux de la Compagnie. La Vengeance de ſoixante quatorze canons, quelques frégates & deux brulots ont appareillé en même tems pour la côte d'Afrique. On attend, non ſans inquiétude, une flotte conſidérable de la Jamaïque, qui en ſera partie le vingt-quatre ou le vingt-huit Février, ſous le convoi du vaiſſeau de ligne le Ruby.

Etat général des vaiſſeaux de force Anglois, armés le 2 Mars 1779.

Dans la Tamiſe.

Vaiſſeaux.	*Canons.*	*Equipages.*	*Capitaines.*
London.............	90	750	Samuel Cornish.
Alfred..............	74	600	Baine.

Aux Dunes.

Alexandre...........	74	600	Kempenfelt.
Bienfaiſant..........	64	500	Macbride.

Spithead.

Victory..............	100	850	Falkner.
Formidable..........	90	750	Baſely.
Sandwich............	90	750	Richard Edward.
Namur...............	90	750	Milbank.
Princeſſe Amélie......	88	750	Dent.

Vaisseaux.	*Canons.*	*Equipages*	*Capitaines.*
Terrible.............	74	600	Curtis.
Vengeance..........	74	600	Clement.
Shrewsbury..........	74	600	Lockhart Ross.
Résolution	74	600	Ogle.
Ramillies............	74	600	Digby.
Centaure............	74	600	Cosby.
Robust...............	74	600	Alexandre Hood.
* Burford	74	600	Penny.
* Superbe	74	600	Simonton.
Lenox..............	74	600	Bennet.
* Exeter	64	500	Nott.
* Worcester	64	500	Mark Robinson.
* Eagle	64	500	Duncan.
* Warwick	50	350	Collins.

Portsmouth.

Prince George........	90	750	John Lindsay.
Duke...............	90	750	Charles Douglas.
Elisabeth............	74	600	Maitland.
Ajax...............	74	600	Boteler.
Hector..............	74	600	Hamilton.
Monarque...........	74	600	Bowley.
Thunderer...........	74	600	Walsingham.
América............	64	500	Longfort.
Défiance............	64	500	Goodall.

Plimouth.

Royal George.......	100	850	Amiral Harland. Halion.
Queen..............	90	750	Isaac Prescott.
Foudroyant..........	80	600	Curtis.
Bedford.............	74	600	Affleek.
Belleisle	7	600	Brooks.

(*) Ceux qui sont marqués d'un astérisque sont destinés pour l'Inde, ainsi que le *Bellisle* qui est à Plimouth. Ils seront commandés par l'Amiral Hughes.

Golfe de Biſcaye.

Vaiſſeaux.	*Canons.*	*Equipages.*	*Capitaines.*
Courageux..........	74	600	Mulgrave.
Vaillant............	74	600	Leveſon Gower.

Méditerranée.

Panther.............	60	500	Harwey.

Amérique (a) *Septentrionale, aux ordres de l'Amiral Byron.*

Princeſſe Royale......	90	750	Amiral Byron. Milbank.
Royal Oak...........	74	600	Middleton.
Conqueror...........	74	600	Gtaves.
Fame	74	600	Colby.
Cornwall............	74	600	Edouard.
Sultan	74	600	Wheelock.
Grafton	74	600	Wilkinſon.
Nonſuch.............	64	500	Collingwood.
(b) Trident.........	64	500	Molloy.
(b) Ardent..........	64	500	Keppel.
(b) Renown.........	50	350	Dawſon.

Jamaïque.

Albion..............	74	600	Allen.
Saint Albans.........	64	500	Onſlow.
Raiſonable	64	500	Fitzherbert.
Ruby...............	64	500	Deane.
Briſtol..............	50	350	Parker.

(*a*) C'eſt une partie de cette eſcadre qui étoit attendue aux Iſles ſous le Vent par Barrington.

(*b*) Ces trois étoient en Amérique avant l'arrivée de Byron.

Isles du Vent. Escadres de Barington, Rowley (a) *& Hotham.*

Vaisseaux.	*Canons.*	*Equipages.*	*Capitaines.*
** Prince de Galles..	74	600	Barrington.
** Suffolk..........	74	600	Duncan.
* Magnificent.......	74	600	Rowley.
** Boyne...........	70	600	Sawyer.
*** Monmouth........	64	500	Griffith.
* Yarmouth........	64	500	Batman.
* Vigilant.........	64	500	Digby Dent.
* Lion.............	64	500	Cornwallis.
* Medway.........	60	500	
Preston..........	60	350	Hotham. Appleby,
Centurion........	50	350	Braithwaite.
Isis..............	50	350	Raynor.

Inde.

Ripppon..............	64	500	Waldgrave.
Asia................	64	500	Vandiput.

Il s'est fait quelques changemens dans ces distributions.

L'*Alexandre* & le *Bienfaisant* sont actuellement, non aux Dunes, mais à Portsmouth.

Le *Raisonable*, de l'escadre de Byron, & le *Saint Albans*, de celle d'Hotham, sont à la Jamaïque,

(*a*) Rowley est parti de Portsmouth le 25 Décembte avec les cinq vaisseaux marqués d'un astérisque. Il est possible qu'il ait pour destination la Jamaïque : ou qu'il se partage entre ces deux stations.

** Division de Barrington.

*** Division d'Hotham.

FIN.

NOUVEAUTÉS qui ſe trouvent chez PISSOT, *Libraire, Quai des Auguſtins.*

	#	ſ.
L'ESPRIT des Uſages & des Coutumes des différens Peuples, 3 vol. in-8°. br.......	12	
Théorie des Jardins, 1 vol. in 8°. br......	3	12
Les Saiſons, de M. de S. Lambert, nouv. édit. gr. in-8°. avec ſept nouvelles Planches, rel. en v. ecc. d. ſ. tr..................	12	
Les Paſſions du jeune Werther, ouvrage traduit de l'Allemand de M. Goethe, par M. Aubry, un vol. in-8°. broché..........	2	8
Hiſtoire de la République Romaine, dans le cours du ſeptiéme ſiécle, par Salluſte; en partie traduite du latin ſur l'original; en partie rétablie & compoſée ſur les fragmens qui ſont reſtés de ſes livres perdus, remis en ordre dans leur place véritable ou la plus vraiſemblable; par M. le Préſident de Broſſes, trois vol in-4°. avec figures....	54	
Œuvres de M. de la Harpe, ſix vol. in-8°.	30	
Idylles de Théocrite, traduites en proſe, avec quelques imitations en vers de cet Auteur, précédées d'un Eſſai ſur les Poëtes Bucoliques. 1 vol. in-12. relié...............	3	
Les Nouvelles d'Antoine-François Grazzini, *dit* Lelaſca, 2 vol in-8°. brochés........	3	12

On trouve chez le même Libraire beaucoup de Livres Anglois.